

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 25 FÉVRIER 2016

TOME II

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Débat d'Orientation Budgétaire 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) a pour objet la discussion des grandes orientations budgétaires et des choix généraux préalablement à l'adoption du Budget Primitif.

Le rapport donnant lieu à ce débat est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de :

- prendre acte de la tenue du Débat d'Orientation Budgétaire pour l'exercice 2016.
- Transmettre ce rapport au Président de la Métropole conformément à l'article 107 de la Loi Notre, qui a modifié et complété l'article L2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriale

Le Conseil prend acte.

Pour ~~extraire~~ conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26/02/2016

VILLE DE MONTPELLIER FINANCES



DÉBAT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2016

CONSEIL MUNICIPAL DU 25 FÉVRIER 2016

Philippe SAUREL
Maire de la Ville de Montpellier
Président de Montpellier
Méditerranée Métropole



Chers Collègues,

Le Débat d'Orientation Budgétaire que nous ouvrons aujourd'hui est un moment de transparence que nous devons à chaque élu et à chaque citoyen.

La transparence de notre gestion financière est un acte politique au sens noble du terme. Nous portons cette exigence avec énergie. A cet effet il me semble utile de porter à votre connaissance que la Ville de Montpellier vient de candidater le 8 février 2016 auprès de l'Etat pour que ses comptes soient certifiés par la Cour des Comptes.

C'est donc la plus haute autorité de contrôle française que nous sollicitons pour vérifier notre gestion. Voilà une ambition démocratique majeure qui fera de cette année une année charnière pour nos finances.

2016 sera également une année où la gestion financière sera déterminante pour assurer la pérennité de la dynamique que nous voulons insuffler à notre Ville.

L'année 2015 nous a permis de réussir le transfert à la Métropole en respectant le principe de neutralité budgétaire, 2016 marquera une nouvelle étape dans le rapprochement de nos deux administrations. Dans un contexte de plus en plus exigeant, l'amélioration du service public, l'adaptation aux évolutions du territoire et aux attentes de nos concitoyens doivent plus que jamais nous guider.

Nos recettes évolueront peu :

- Les dotations de l'Etat connaîtront une baisse de 4%. Montpellier comme l'ensemble des administrations participera au redressement des comptes publics,
- Nous maintenons le principe de tarification sociale afin que chacun puisse bénéficier des services municipaux,
- Enfin et surtout nous n'augmenterons pas les taux de fiscalité. Cet engagement est la clé de voute de ce mandat.

Nos dépenses devront être tournées vers l'action :

- Nous diminuerons pour la deuxième année consécutive les dépenses de fonctionnement qui ne sont pas indispensables.
- Nous serons prudents sur les dépenses de fonctionnement pour maintenir un niveau d'investissement important, condition nécessaire de la réparation de la Ville que nous menons avec volontarisme, son montant prévisionnel s'élève à 60 M€.
- Nous orienterons nos politiques publiques vers l'éducation, le cadre de vie et le lien social.
- Nous poursuivrons la gestion en proximité que nous avons initiée.

Voilà résumés les enjeux de ce budget 2016. Il se doit d'être courageux car il prépare déjà 2017 qui ne sera pas une année où les difficultés s'escamoteront. En 2017 elles seront encore plus prégnantes et malgré ce, parce que c'est notre engagement, parce que c'est indispensable pour préserver le pouvoir d'achat des Montpelliérains, nous ne toucherons pas non plus la fiscalité.

Chacun des 276 054 habitants de notre Ville reconnaîtra dans ces orientations notre volonté de porter haut les couleurs de Montpellier, 8^{ème} et bientôt 7^{ème} Ville de France.

Examinons maintenant notre feuille de route pour 2016.

I. Un budget 2016 qui portera le sceau d'une plus grande transparence

Les choix qui seront soumis au vote du Conseil Municipal du 30 mars 2016 seront portés par une méthode claire qui n'occulte pas la difficulté de la tâche qui nous incombe.

Cet exercice de transparence nous l'amplifierons dès cette année avec une méthode nouvelle de gouvernance financière. Une méthode plus fluide grâce à une modernisation de nos procédures mais aussi plus mesurable par l'entrée de notre Collectivité dans l'ère de la certification. Notre démarche est volontariste et placera Montpellier dans les Villes les mieux contrôlées de France.

Ce choix de gouvernance a été validé par les électeurs Montpelliérains.

L'exercice de transparence nous oblige aussi à tenir un discours de vérité que nous avons résumé par « faire mieux avec moins ». 2016 et 2017 seront des années difficiles pour les collectivités territoriales françaises, Montpellier n'échappera pas à cette période particulière.

A. Une nouvelle gouvernance financière plus fluide et certifiée

1. L'an 1 de la dématérialisation financière

Depuis le 1^{er} février de cette année, notre gestion financière est entièrement dématérialisée.

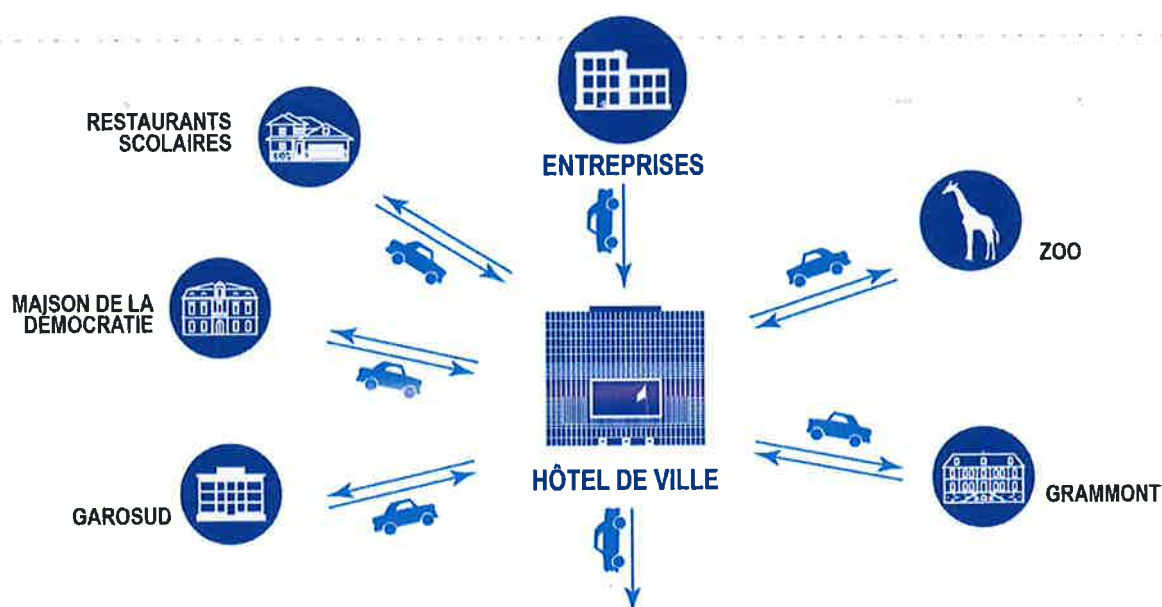
Dans cette démarche nationale, la Ville de Montpellier est devenue la première structure publique d'envergure de la Région Languedoc Roussillon Midi Pyrénées et la deuxième Ville française d'importance après Paris à réussir le passage en « full démat ».

Cette démarche va permettre :

- Un contrôle accru des comptes de la Ville par les services du Trésorier et par la Chambre Régionale des Comptes ;
- Une gestion économe de la ressource papier préservant 2,2 tonnes de papier (29 arbres) et permettant une économie de 50 K€ annuels
- Des gains de productivité majeurs qui aboutiront à un traitement plus rapide des factures dans notre Collectivité.

Les délais du circuit papier :

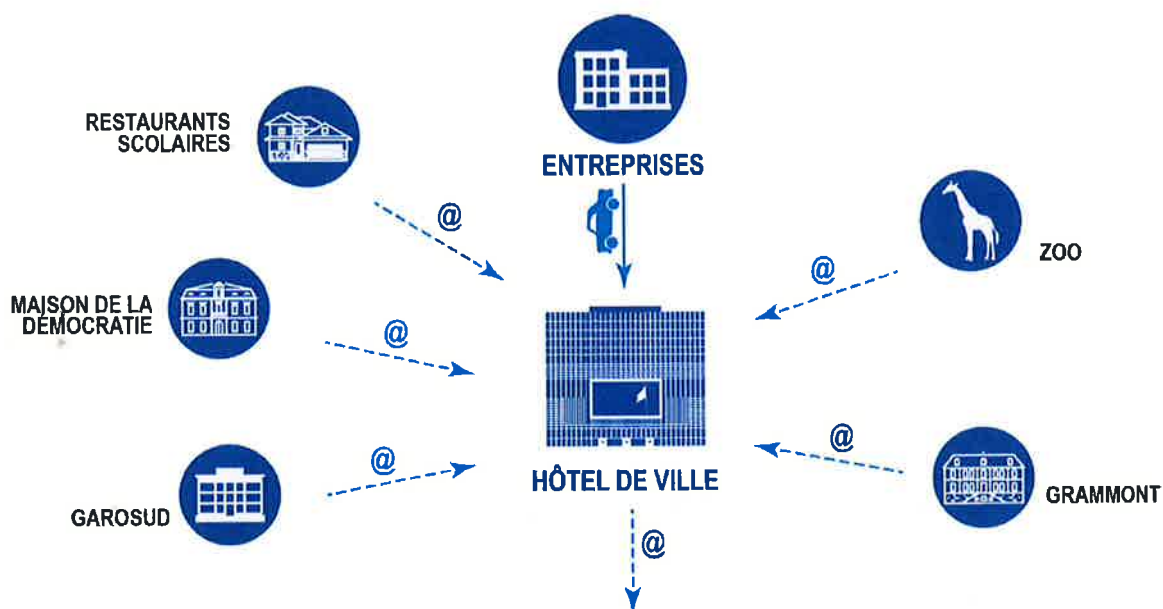
Une facture papier circulait jusqu'au 1^{er} février entre 2 km et 20 km au sein de nos propres services. L'infographie ci-après détaille cette circulation et les délais qu'elle impliquait.



ENVOI AU PAIEMENT DU TRÉSORIER : 28 JOURS

Les délais du circuit dématérialisé :

Chaque service se connecte désormais pour traiter les factures en format dématérialisé. L'envoi au Trésorier est lui aussi informatisé.



ENVOI AU PAIEMENT DU TRÉSORIER : 18 JOURS

2. Lancement de la Certification des Comptes

Par courrier du Maire du 8 février dernier la Ville s'est déclarée candidate à la certification de ses comptes, dispositif prévu par l'article 110 de la loi NOTRE.

La Certification des Comptes est une opinion écrite et motivée d'un organisme indépendant sur la régularité, la sincérité et la fiabilité des comptes d'une structure.

Pour les Villes retenues, cet organisme certificateur sera la Cour des Comptes.

Les objectifs de la certification de nos comptes sont multiples :

- Répondre à un impératif démocratique, en justifiant de l'emploi des fonds publics ;
- Disposer d'une information fiable sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ;
- Améliorer la transparence sur la situation financière pour les élus et les citoyens ;
- Mieux connaître les charges actuelles et futures.

B. Un budget 2016 construit dans un environnement contraint

Le vaste plan d'économies mis en œuvre par le Gouvernement doit permettre de diminuer de 50 Md€ la dépense publique et de rétablir les comptes nationaux. Ce choix politique demande une participation des collectivités à l'effort de réduction de la dépense publique.

L'effort demandé aux collectivités locales est de 12,5 Md€ sur la période de 2014-2017 :

- 1,5 Md€ en 2014
- 3,67 Md€ en 2015
- 3,67 Md€ en 2016
- 3,66 Md€ en 2017 (prévu)

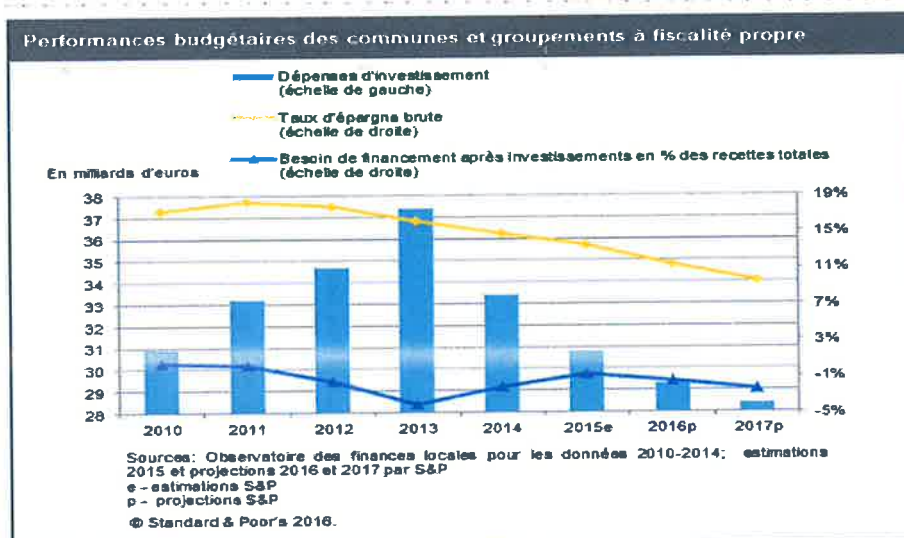
Après avoir envisagé une évolution de la structure des dotations lors de la discussion budgétaire (création d'une dotation de centralité, suppression de la Dotation Nationale de Péréquation, réforme de la Dotation de Solidarité Urbaine), le législateur a décidé de reporter ces mesures à la Loi de Finances 2017.

En 2016, les modalités de calcul resteront ainsi inchangées par rapport à 2015.

1. Le contexte national

L'étude annuelle de Standard & Poor's publiée le 10 février 2016 précise les impacts de la baisse des dotations sur la situation financière des collectivités locales françaises et fait apparaître les tendances suivantes :

- Du fait de la poursuite de la réduction des dotations de l'Etat, la pression sur les niveaux d'épargne brute des collectivités françaises restera forte jusqu'en 2017. En 2016, pour la première fois, leurs recettes de fonctionnement globales seront en baisse.
- Après une réduction importante en 2015, les collectivités françaises devraient encore diminuer leurs dépenses d'investissement en 2016 et en 2017 afin de contenir leurs besoins de financement et maîtriser l'évolution de leur endettement.



2. Dans ce contexte le budget 2016 de la Ville de Montpellier devra composer avec des ressources contraintes

Le projet de Budget constatera une évolution de 1% des recettes de fonctionnement par rapport au budget 2015 (hors effet transfert Métropole). Elle résulte de choix nationaux que nous intégrons dans notre prévisionnel et de choix municipaux que nous maintiendrons pour préserver le pouvoir d'achat des Montpelliérains.

a) Des ressources contraintes par des choix nationaux

Pour la Ville de Montpellier, les choix nationaux aboutiront à une baisse des dotations et compensation de l'Etat de l'ordre de 4% par rapport au montant notifié 2015, soit 3,4 M€. Notons que cette variation, détaillée par le tableau ci-dessous, bénéficie toutefois de l'évolution de la Dotation de Solidarité Urbaine qui reste dynamique pour notre territoire.

	BP 2015	Notifié 2015	Prévision 2016	Evolution 2016 / BP 2015	Evolution 2016 / notifié 2015
Dotation Forfaitaire - 7411	44 021 397 €	44 018 495 €	38 373 000 €	-13%	-13%
DSU - 74123	16 215 071 €	18 715 405 €	21 457 000 €	32%	15%
DNP - 74127	4 278 420 €	4 474 681 €	4 604 000 €	8%	3%
DGD - 746	1 217 948 €	1 217 974 €	1 217 973 €	0%	0%
Autres Dotations - 745-7482-7484	34 000 €	107 294 €	92 300 €	171%	-14%
TOTAL DOTATIONS	65 766 836 €	68 533 849 €	65 744 273 €	0%	-4%
COMPENSATIONS	7 734 366 €	7 671 890 €	7 104 759 €	-8%	-7%
TOTAL DOTATIONS ET COMPENSATIONS	73 501 202 €	76 205 739 €	72 849 032 €	-1%	-4%

b) Des ressources contraintes par notre volonté de stabiliser la fiscalité

Pour la troisième année consécutive du mandat nous construisons un budget avec des taux d'imposition inchangés.

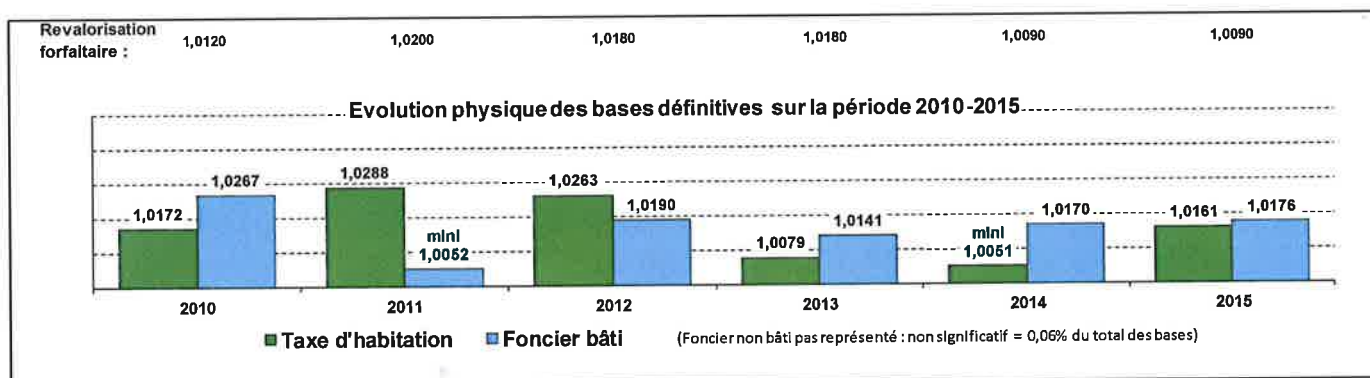


Le produit fiscal prévisionnel qui sera proposé au budget 2016 ne prendra ainsi en compte que la revalorisation forfaitaire des bases d'imposition fixé par l'Etat pour 2016 à 1%, ainsi que l'évolution physique des bases sur laquelle nous avons des hypothèses prudentes au regard du caractère erratique des évolutions physiques enregistrées sur la période 2010/2015.

Nous avons choisi d'appliquer aux bases définitives constatées en 2015 le taux d'évolution physique le plus prudent pour chacun des 3 impôts, soit :

- 0,51% pour la taxe d'habitation
- 0,52% pour la taxe foncière sur les propriétés bâties
- -12,06% pour la taxe foncière sur les propriétés non bâties

Revalorisation forfaitaire et Evolution physique sur la période 2010-2015
exprimés en indice



Ces considérations prudentes nous conduisent à proposer d'inscrire au BP 2016 un produit fiscal s'élevant à **190 M€**, en évolution de 2% par rapport au BP précédent.

3. Des ressources contraintes par le maintien de solidarités communales

Tous les tarifs de la Ville bénéficient de clauses sociales afin que chacun puisse contribuer au service rendu selon ses moyens. La tarification sociale s'applique à toutes les prestations notamment celles liées à l'enfance et l'éducation. En outre, les temps d'activités périscolaires seront toujours gratuits en 2016.

L'ensemble des tarifs municipaux représenteront en 2016 une ressource induite de **17,5 M€**. (17,4 M€ en 2015)

Restauration scolaire

Dans la **Restauration Scolaire**, notre démarche de **tarification sociale** a atteint son but. Sa mise en œuvre en 2015, appuyée sur un système de réservation généralisé, a déjà permis de diminuer, de limiter le gaspillage en matière d'achat alimentaire et de réaliser une économie de 0,1 M€. Notre démarche d'optimisation en la matière se poursuit désormais au sein des restaurants scolaires de chaque école.

Cette mesure a permis :

- La diminution des tarifs pour 75% des familles,
- La mise en place d'un taux d'effort où chaque famille a son tarif calculé selon son revenu individuel, plutôt que le système précédent (quotient familial) où à 1€ près une famille pouvait passer d'une tranche à l'autre.

Gratuité des Temps d'Activité Périscolaire

En 2016 nous conforterons une autre mesure que nous avons initiée :

Les TAP (Temps d'Activités Périscolaires) resteront **gratuits** à Montpellier.

Chaque école propose dans la semaine, 2 TAP (Temps d'Activités Périscolaires) et 2 études surveillées/garderies éducatives.

Les temps d'activités périscolaires sont adaptés aux rythmes et à l'âge de chaque enfant. Les TAP sont d'abord « un temps » qui favorise le vivre ensemble, la découverte et la pratique d'activités culturelles et sportives. L'organisation d'activités préserve, l'autonomie et des temps calmes et de repos.

Le coût des TAP est de 6,7 M€, notons que l'Etat a décidé de maintenir le fonds d'amorçage à son niveau actuel pour 2016 soit : 2,5 M€.

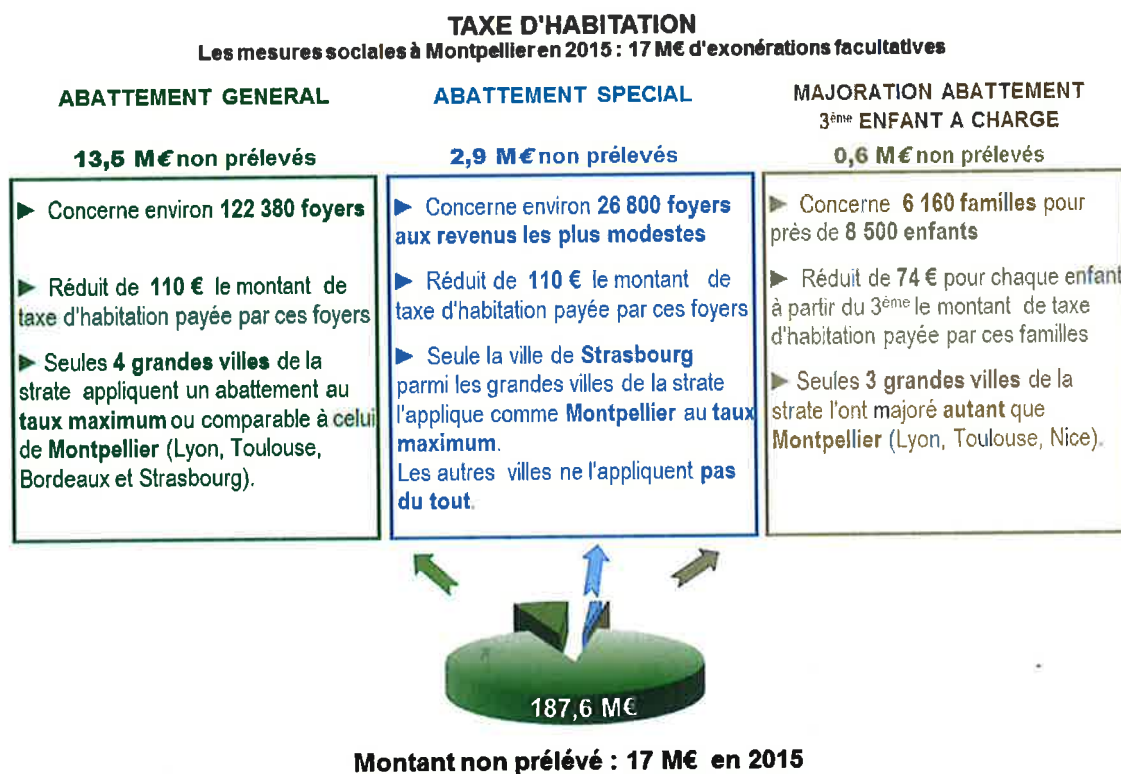
Bouclier social

Nous maintenons en 2016 le « **bouclier social** ».

En maintenant une politique d'abattements facultatifs qui porte des allègements fiscaux conséquents pour les foyers fiscaux les plus exposés, la Ville de Montpellier affiche clairement sa position **solidaire envers les plus modestes**.

- abattement général au taux maximum (15%),
- majoration au taux maximum de l'abattement pour charge de famille à partir du 3ème enfant (+ 10%),
- abattement spécial au taux maximum (15%) pour les foyers aux ressources très modestes,
- instauration à compter de cette année de l'abattement spécial de 10% pour les handicapés.

A ce titre, c'est environ **17 M€** de produit de taxe d'habitation qui n'ont pas été perçus en 2015, soit 9% du produit fiscal total alloué à la Ville, tel que présenté ci-dessous :



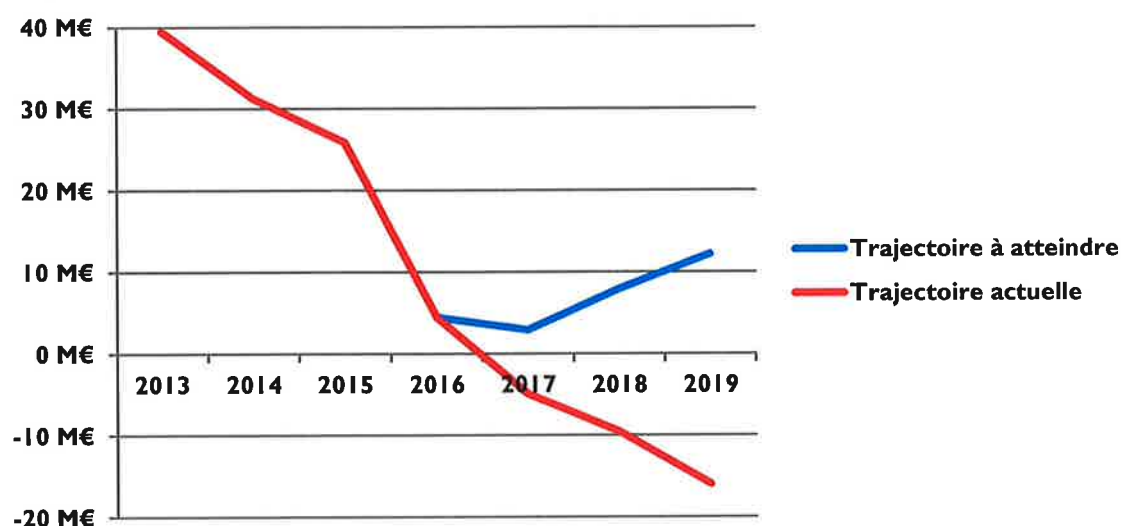
II. Le cadrage du budget 2016

L'analyse de la prospective financière dite « fil de l'eau¹ » de la Ville de Montpellier basée sur les hypothèses suivantes :

- + 3% sur les charges de fonctionnement
- + 5% sur le personnel
- 50 M€ de dépenses d'équipement
- Baisse des dotations jusqu'en 2017

fait apparaître une situation problématique dès l'année 2017.

La courbe d'évolution de l'épargne nette illustre à elle seule très clairement cette situation critique

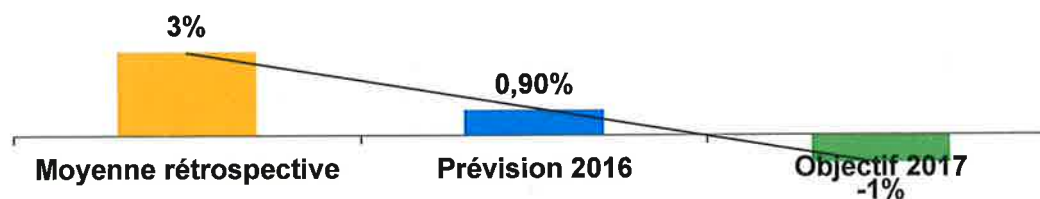


Dans ce contexte contraignant, la **Ville de Montpellier s'est fixé des tendances fortes** sur les dépenses de fonctionnement:

Inverser la courbe d'évolution des dépenses de fonctionnement courant.

Ces dépenses évoluaient en moyenne de 3% par an sur la période 2008/2014, l'objectif en 2017 étant de les réduire de -1%.

En 2016 nous sommes sur la bonne voie car nous prévoyons une évolution modérée de 0,9%.

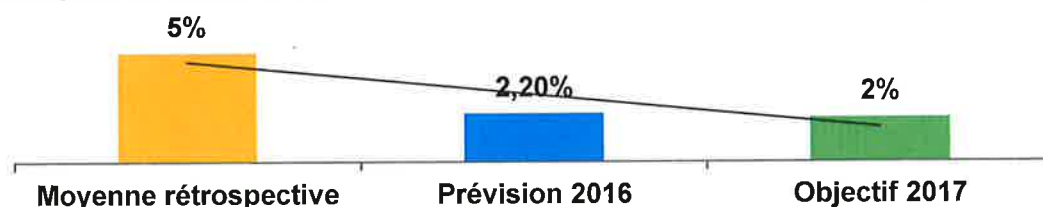


¹ « Fil de l'eau » : faire évoluer les dépenses et les recettes à l'identique de la période précédente.

Maîtriser les dépenses de personnel.

Les charges de personnel ont évolué de 5% par an au cours des dernières années. Plusieurs facteurs viennent expliquer en partie cette hausse importante, notamment les mesures de dé-précarisation d'une catégorie de personnel, la municipalisation des Maisons pour Tous, la réforme des catégories « C », l'ouverture de nouveaux établissements scolaires et de petite enfance, la réforme des rythmes scolaires.

L'objectif est de contenir l'augmentation des charges de personnel à 2% par an, dès 2016 cet objectif est quasiment atteint puisque la prévision pour 2016 s'établit à 2,2%.



L'effort consenti sur les dépenses de fonctionnement doit nous permettre de conserver en 2016 une politique d'investissement dynamique tout en préservant nos fondamentaux financiers.

A. Une évolution contenue des dépenses de fonctionnement

La ville de Montpellier se caractérise par une croissance démographique plus soutenue que la moyenne nationale. Cette croissance est porteuse de demandes sociales légitimes qui doivent se traduire en services publics (nouvelles écoles, logements nouveaux, nouveaux accueils pour la petite enfance). Malgré ce, nous devons contenir l'évolution de nos charges de fonctionnement et arriver à la baisse de 1% par an sur la période 2017-2020.

Rang Pop°	Grandes Villes + 200 000 hab ^{ts}	Population 2016 (légale 2013)			Δ légale 2013/2012	
		Municipale	à part	Totale		
1	Paris (75056)	2 229 621	24 641	2 254 262	-0,51%	-11 624
2	Marseille (13055)	855 393	8 930	864 323	0,31%	2 647
3	Lyon (69123)	500 715	8 518	509 233	0,82%	4 139
4	Toulouse (31555)	458 298	7 921	466 219	1,09%	5 029
5	Nice (06088)	342 295	3 956	346 251	-0,44%	-1 547
6	Nantes (44109)	292 718	7 896	300 614	0,31%	932
7	Strasbourg (67482)	275 718	4 396	280 114	0,42%	1 177
8	Montpellier (34172)	272 084	3 970	276 054	1,36%	3 709
9	Bordeaux (33063)	243 626	4 062	247 688	1,01%	2 465
10	Lille (59350)	231 491	6 512	238 003	1,20%	2 819
11	Rennes (35238)	211 373	5 936	217 309	0,65%	1 393
Population Totale		6 000 070			0,19%	11 139

Plus forte évolution des grandes villes françaises

Le budget 2016 sera marqué par une maîtrise de l'évolution des charges de fonctionnement. A ce stade elle est prévue à 1,5%. Cette évolution des charges de fonctionnement est réalisée par rapport budget 2015 hors effets Métropole.
Rappelons qu' 1 M€ d'économie en fonctionnement permet d'investir 12 M€ supplémentaire.

1. Les charges de fonctionnement courant

Les charges de fonctionnement courant évolueront de 0,9% en 2016. (par rapport au budget 2015 hors effet transfert Métropole)

Cette évolution est notamment due à des dépenses complémentaires de fonctionnement que nous aurons en 2016, liées à :

- La création de places de crèches : 20 places « les Petites Maya » ; 10 places « les Bambins du Lez » : 0,1 M€
- La mise en place de nouvelles sanisettes : 0,2 M€
- L'accueil en 2016 du Tour de France : 0,3 M€

La maîtrise des charges de fonctionnement courant passe par la recherche d'économies en conservant une grande qualité de service public rendu à la population.

Des efforts d'économies sont réalisés notamment dans des domaines tels que :

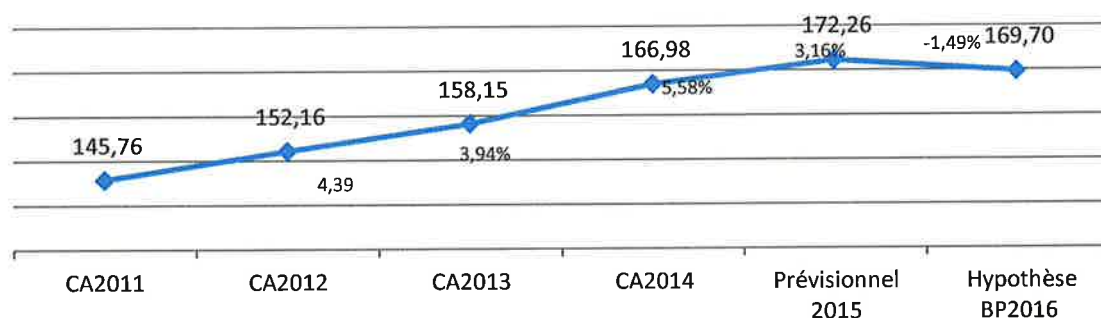
- Le protocole : - 0,1 M€
- La communication : - 0,2 M€
- -01 M€ sur les Relations Internationales qui recentrent les actions sur les partenariats concrets notamment en direction de la Méditerranée.

Cet effort se poursuivra jusqu'à la fin du mandat.

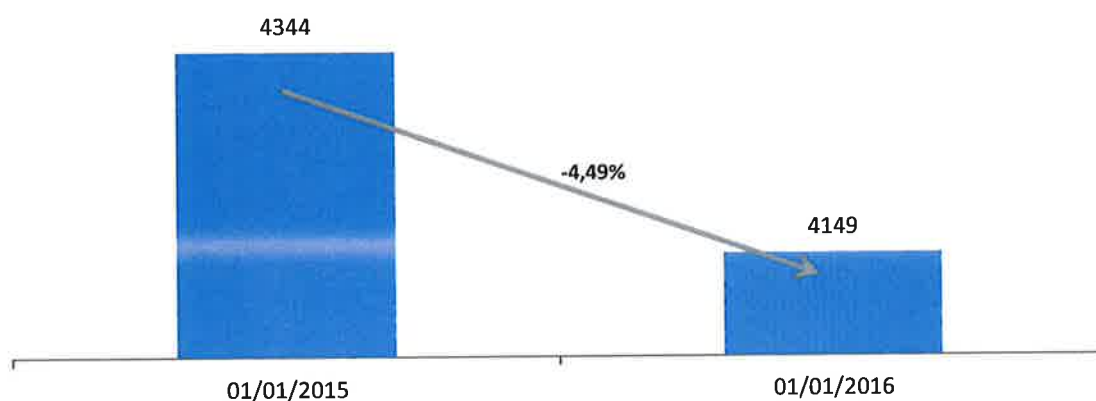
2. Evolution et exécution des dépenses de personnel

Du fait du transfert de compétences à la Métropole les tableaux bruts font apparaître une baisse des charges de personnel, ainsi qu'une baisse quantitative des effectifs.

Evolution chapitre 012 en M€
(Charges de personnel et frais assimilés)



Evolution des effectifs mensualisés en activité rémunérés au 1er janvier 2015 et 2016



A périmètre constant l'évolution réelle des charges de personnel sera de **2,2%** en 2016. Cette évolution marque une rupture avec les années précédentes qui ont vu les charges de personnel évoluer de 5% par an de 2005 à 2014, et s'approche de notre objectif de prospective à 2%.

3. Structure et gestion de la dette

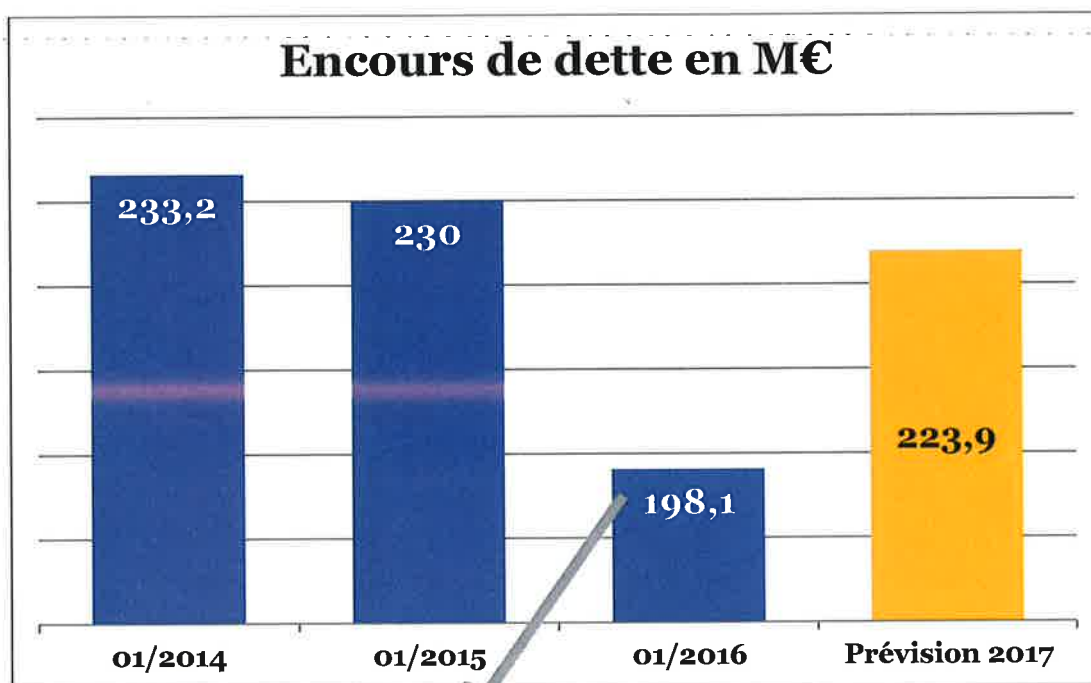
La dette de Montpellier se singularise par sa jeunesse et l'absence totale de produits structurés.

Ses caractéristiques sont les suivantes :

Tableau de répartition de la dette par type de taux au 1^{er} janvier 2016

Type	Capital Restant Dû	Pourcentage d'exposition	Taux moyen
Fixe	101,8 M€	51.37 %	3,43 %
Variable	96,3 M€	48.63 %	0,59 %
Total	198,1 M€	100,00 %	2,05 %

Le capital restant dû s'établit ainsi à 198,1 M€ au 1er janvier 2016. A ce stade de la préparation budgétaire, l'encours de dette devrait s'élever à 223,9 M€ en 2017, soit un montant inférieur à la valeur constatée en 2014 et 2015.



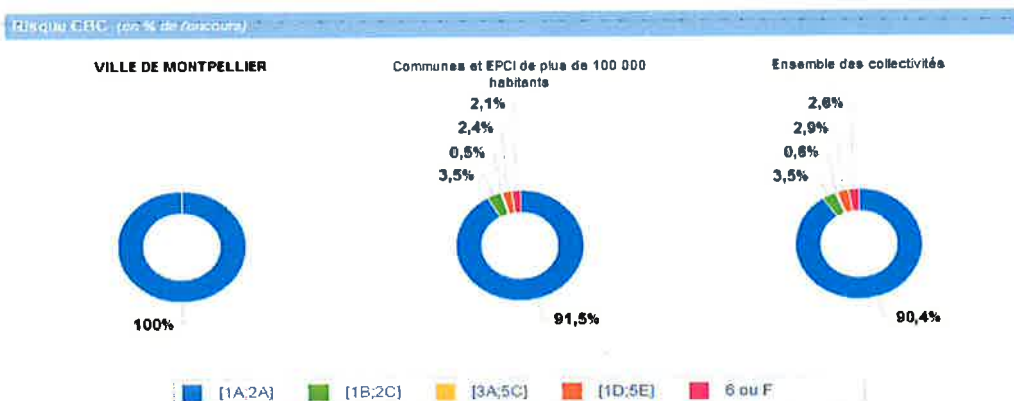
La baisse de l'encours en 2016 est le résultat de trois effets :

- L'emprunt 2015 de 7 M€ est inférieur à la tombée d'encours (remboursement de capital) qui est de 11 M€.
- Le remboursement anticipé de 2 prêts pour un montant de 13,5 M€
- Le transfert à la Métropole de 5 emprunts pour un montant de 14,5 M€ pour le financement des ouvrages d'art. Un sixième contrat est en cours de transfert pour un montant de capital restant dû de 7,3 M€ ce qui diminuera d'autant l'encours une fois le transfert finalisé.

A ce stade de la préparation budgétaire, l'emprunt 2016 sera de 37 M€.

Notre taux d'intérêt moyen s'établit à 2.05 % au 1er janvier 2016, soit une diminution de 20 points de base par rapport à 2014 et 27 points de base par rapport à 2013. (2,91% dans les Villes de plus de 100 000 habitants).

Compte tenu de l'absence de produits structurés et de notre gestion responsable des emprunts, notre encours présente en outre un risque CBC de catégorie 1A, à sécurité maximale.



Source : Finance Active

Ces caractéristiques performantes de notre dette sont la résultante de plusieurs actions :

- Suivi actif des niveaux de taux variables et arbitrages vers les index présentant les niveaux les plus faibles,
- Choix d'une répartition visant un équilibre 50/50 taux fixe, taux variable ;
- Niveau de marges sur index monétaire inférieur à celui du marché
- Baisse continue des taux variables avec en 2015 l'apparition de taux négatifs que la Ville a fait répercuter sur les calculs d'intérêts,
- Transfert de prêts à la Métropole pour couvrir le financement des ouvrages d'art,
- Renégociation à la baisse des marges avec l'ensemble des banques.
- Remboursement par anticipation de deux emprunts, pour un montant de 13,5 M€ en 2015

Pour la période 2016- 2020, l'option stratégique retenue est d'essayer de maintenir un rapport 50/50 entre taux fixes et taux variables.

La diversification des prêteurs et des modes de financement continuera d'être recherchée. Les retours des établissements bancaires montrent que notre gestion rigoureuse est appréciée favorablement.

4. Les subventions aux associations et partenaires

La Ville renouvelle son soutien aux associations et partenaires, qui sont des vecteurs indispensables du lien social. Certes, chaque dossier déposé ne pourra obtenir une réponse positive. Mais l'objectif de l'instruction des dossiers est d'avoir la position la plus juste et la plus responsable pour que les associations qui sont les plus actives et qui ne peuvent pas fonctionner sans l'aide de la Ville soient prioritaires dans les choix que nous ferons pour 2016.

En outre, il convient de noter le soutien matériel majeur qu'apporte chaque année la Ville à ses partenaires, notamment en termes de locaux mis à disposition.

Le montant total des subventions envisagé pour le soutien des associations et partenaires de la collectivité s'élèvera pour 2016 à 23,7 M€, (en 2015 le montant des subventions s'élevait à 23,9 M€) soit une diminution de 0,8%.

Notons qu'en 2016 la subvention au CCAS sera maintenue à 12 M€.

5. L'attribution de compensation

L'attribution de compensation prend en compte l'ensemble des dépenses et des recettes attachées aux compétences transférées à la Métropole.

L'attribution de compensation permet de :

- S'assurer que les transferts de charges respectent le principe de neutralité budgétaire,
- Trouver une juste répartition entre l'équilibre financier de la Ville et la capacité à agir de la Métropole.

Son montant fixé par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLET) pour 2016 est de 43 302 725 €.

B. Un budget qui doit préserver nos fondamentaux financiers

1. Une capacité d'investissement forte

Les dépenses d'équipement s'établiront à 60 M€ répartis de la façon suivante :

- 28 M€ de crédits annuels globalisés
- 25 M€ de crédits en AP/CP
- 7 M€ de fonds de concours « Métropole »

Nous avons lors du DOB du 12 mars 2015 évalué dans notre prospective un montant d'investissement nécessaire dans une fourchette allant de 50 à 65 M€/an. Nous sommes donc dans la tranche haute de cette estimation.

Il est proposé de plafonner le recours à l'emprunt nécessaire au financement de ces dépenses à 65 % de leur montant total, soit 37 M€.

La Ville fera appel en 2016 à d'autres sources de financement de la section d'investissement. Le gouvernement a mis en place une enveloppe de 1 Md€ destinée à un fond de soutien à l'investissement public local.

Dans le cadre de cette mise en place, la Ville de Montpellier a sollicité l'analyse des projets suivants qui correspondent à ses priorités d'investissements :

- La mise en conformité et accessibilité des bâtiments publics (qui rentre dans le cadre de l'enveloppe dédiée au développement d'infrastructure en faveur de la mobilité).

- La création de nouveaux groupes scolaires (qui rentre dans le cadre de l'enveloppe dédiée aux constructions d'équipements publics rendus nécessaires par l'accroissement du nombre d'habitants).
- La mise aux normes du Zoo du Lunaret (qui rentre dans le cadre de l'enveloppe dédiée à la mise aux normes des équipements publics).

2. L'épargne nette et la capacité de désendettement

Epargne nette

L'épargne nette s'établira en 2016 à 4,9 M€ en 2016 contre 5,3 M€ en 2015. Nous arrivons donc avec ce projet de budget 2016 à contenir sa diminution. Nous devons réitérer cette performance dans des conditions identiques en 2017.

Notons qu'en 2018 l'effort demandé aux collectivités devrait cesser. Nos prévisions nous permettent d'envisager une épargne nette qui remonte à 12,2 M€ en 2020, si nous tenons nos hypothèses de cadrage.

Capacité de désendettement

La capacité de désendettement est un marqueur que nous suivons particulièrement. Elle s'établira en 2016 à 10 ans, elle était de 11 ans en 2015. Cette évolution positive s'explique notamment par la baisse de notre encours de dette.

III. Les priorités du budget 2016

2016 verra se confirmer notre méthode de construction des budgets en y associant la population. Nous souhaitons cette action de proximité afin de mobiliser toutes les énergies autour des projets structurants.

A. Première priorité : l'Education

En matière d'éducation les efforts de la Ville porteront en 2016 sur l'entretien du patrimoine scolaire et les moyens donnés à l'action éducative.

Le projet de budget 2016 s'établit à :

- 66 M€ en fonctionnement (65,8 en 2015)
- 14,1 M€ en investissement (14,3 M€ en 2015)

Malgré un contexte financier contraint nous préservons donc notre capacité d'action pour assurer un cadre harmonieux de travail dans les écoles montpelliéraines.

Les principaux investissements réalisés sur les établissements scolaires seront les suivants cette année :

Ecoles élémentaires :

- 0,3 M€ : mise en conformité électrique, création d'espaces sécurisés,
- 2,5 M€ : rénovations et réhabilitations des écoles dont 2^{ème} tranche Simenon, Restaurant Scolaire Macé, Restaurants Scolaires Calmette, Delteil, Voltaire et Condorcet.

Ecoles maternelles :

- 0,1 M€ : mise en conformité électrique, création d'espaces sécurisés,
- 1,2 M€ : rénovations, grosses réparations, agrandissements et réhabilitations des écoles dont toiture Bon, Boucher, locaux du personnel
- 1 M€ : Ecoles Figuié/Hugo Bert (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,8 M€ : Groupe scolaire Ovalie 2 (AP/CP détaillée en annexe)

Ecoles structures métalliques

- 0,2 M€ : travaux Rabelais
- 0,4 M€ : travaux Boulloche
- 0,1 M€ : toiture Roosevelt

Amélioration du Patrimoine Scolaire :

- 0,6 M€ : Groupe scolaire Malbosc (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,6 M€ : Ecole Malraux (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,5 M€ : Ecole Beethoven-les Grisettes (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,3 M€ : Rénovation écoles Daviler/Kergomard (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,2 M€ : Rénovation des sols souples pour aires de jeux, pose et dépose de jeux pour mise en conformité
- 0,2 M€ : Achat de mobilier scolaires dans les écoles maternelles
- 0,2 M€ : Achat de mobilier scolaire dans les écoles élémentaires
- 0,2 M€ : Ecole EAI (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,2 M€ : Plan des sols dans les écoles

Restaurants Scolaires

- 0,4 M€ : Travaux de mise en conformité des offices et des salles à manger des restaurants scolaires,
- 0,2 M€ : Réhabilitation de la cuisine centrale, (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,2 M€ : Acquisition de matériel.

B. L'aménagement du cadre de vie

Montpellier est une ville où il fait bon vivre, 2016 sera l'occasion de poursuivre une politique efficace et qualitative sur les espaces publics de proximité qui contribuera à accroître son

attractivité. Nos actions en matière d'aménagement, de sécurité, de développement des espaces verts participent à la qualité de vie de chacun et mettent en valeur notre patrimoine municipal. Un effort particulier en matière d'accessibilité aux divers équipements et espaces publics pour les personnes à mobilité réduite a été lancé au budget précédent. 2016 verra les actions se multiplier dans cette thématique.

Les principales opérations programmées afin d'aménager et améliorer le cadre de vie de nos concitoyens sont les suivantes :

Aménagement et Urbanisme

L'aménagement urbain constitue un enjeu prioritaire pour améliorer la qualité de vie des Montpelliérains. Ainsi les crédits suivants seront proposés :

- 2,3 M€ : Pont André Lévy (AP/CP détaillée en annexe)
- 2,1 M€ : Opération Laissac (AP/CP détaillée en annexe)
- 2,0 M€ : EAI (AP/CP détaillée en annexe)
- 1,9M€ : PRU Cévennes (AP/CP détaillée en annexe)
- 1,2 M€ : Opération Grand Cœur (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,7 M€ : Pont Vialleton (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,6 M€ : ZAC Nouveau Saint Roch (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,5 M€ : Gare Saint Roch (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,5 M€ : Etudes Urbanisme
- 0,5 M€ : ANRU Mosson (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,3 M€ : ZAC du Coteau (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,2 M€ : ZAC du Rieucoulon (AP/CP détaillée en annexe)

Gestion de proximité

Afin de répondre rapidement et efficacement sur des problèmes de la vie quotidienne (tags, lampadaire grillé, trottoir endommagé, banc cassé...). Nous engagerons en 2016 la somme de 1,8 M€.

- 0,6 M€ : Crédits de proximité
- 1,2 M€ : Montpellier au quotidien.

Sécurité

Garantir la sécurité de nos concitoyens est une priorité, l'ensemble des crédits mobilisés sur cette thématique ont un objectif essentiel : apporter la tranquillité à chacun.

Les propositions seront les suivantes :

- 0,8 M€ : Extension Vidéo Protection (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,3 M€ : Extension de réseaux Police Municipale
- 0,3 M€ : Véhicules et matériels de Police Municipale
- 0,1 M€ : Outils de Géolocalisation, Vidéo verbalisation, cartographie, prévention des risques

Confort énergétique

L'amélioration de l'efficacité énergétique est un levier essentiel de la transition dans laquelle nous sommes engagés : il s'agit de réduire les consommations énergétiques et l'impact environnemental tout en préservant le confort des usagers

Nous proposerons au budget 2016 :

- 0,3 M€ : Travaux de rénovation énergétique dans les écoles
- 0,3 M€ : Travaux de renouvellement de chaudières et générateurs d'air dans les bâtiments publics

Action Foncière

La politique d'action foncière vise à acquérir des parcelles à fort potentiel pour le développement et le renouvellement de la Ville. Nous y consacrerons en 2016 :

- 1,4 M€ : Acquisition de terrains (AP/CP détaillée en annexe)

Accessibilité

Rendre accessible aux personnes handicapées les bâtiments communaux recevant du public est un impératif sur ce mandat, la Ville est engagée dans un plan pluriannuel qui mobilisera en 2016 :

- 1,5 M€ : Mise en conformité accessibilité des bâtiments communaux (AP/CP détaillée en annexe)

Amélioration du Patrimoine

Fiers de notre patrimoine, nous veillons à en assurer la pérennité et l'amélioration. A cet effet les crédits suivants seront proposés au budget :

- 0,6 M€ : Réfection des sols du Peyrou (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,2 M€ : Devantures commerciales (AP/CP détaillée en annexe)
- 1,5 M€ : Programme de travaux Parc de Lunaret (AP/CP détaillée en annexe)
- 1,2 M€ : Travaux de conservation du patrimoine et aires de jeux, parcs et jardins
- 0,3 M€ : Acquisition de corbeilles à papier

En complément de ces opérations d'aménagement du cadre de vie portées par le budget municipal, la Ville participera au financement des opérations métropolitaines suivantes avec

7 M€ de fonds de concours :

- 4 M€ : Travaux de voirie
- 2,4 M€ : Bouclage de la ligne 4 du Tramway
- 0,3 M€ : Avant-place royale du Peyrou, éclairage de la Fac de Médecine,
- 0,2 M€ : Conteneurs enterrés

C. Un budget pour créer du lien social

La politique que porte notre municipalité est construite sur un objectif fort : faire profiter à chaque Montpelliérain des richesses et du dynamisme de la Ville.

Plus que jamais, la période de crise nous oblige à prendre en compte la diversité des situations que vivent nos habitants afin de répondre à leurs besoins.

Pour cela il est primordial que chaque génération trouve à Montpellier les moyens de son épanouissement, un accès au service public quel que soit le niveau de ses ressources.

Chaque jour, les usagers des domaines de la petite enfance, de la culture, des sports, des Maisons Pour Tous construisent des liens sociaux que nos actions veulent favoriser.

Les principales opérations programmées sont les suivantes :

Culture :

L'accès à la culture pour tous et sur l'ensemble du territoire est la priorité principale de la politique culturelle menée. Les crédits d'investissement dédiés à cette thématique se décomposent ainsi :

- 0,6 M€ : Sécurisation du carré Saint Anne (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,3 M€ : Travaux bâtiments culturels
- 0,1 M€ : Pavillon Bagouet
- 0,1 M€ : Statue Manitas de Plata

Enfance

Aujourd'hui, près de 4000 enfants sont reçus quotidiennement en accueil régulier ou occasionnel dans les établissements montpelliérains municipaux, associatifs ou privés ainsi que chez les assistantes maternelles installées à Montpellier. Poussée par une croissance démographique très dynamique, la demande d'accueil est toujours plus forte.

Les crédits d'investissement sont les suivants :

- 0,4 M€ : Travaux dans les crèches et haltes garderies
- 0,3 M€ : Réhabilitation-extension crèche Agropolis
- 0,2 M€ : Halte-Garderie Villeneuve Angoulême 2^{ème} tranche
- 0,2 M€ : Aménagement 7^{ème} Relais d'Assistants Maternels
- 0,1 M€ : Etudes patrimoniales Enfance

Maisons pour tous

Les 22 Maisons pour tous réparties sur tout le territoire de la ville sont le lieu privilégié pour les habitants des quartiers, permettant autant de possibilité de se rencontrer, de découvrir, de se cultiver, de s'initier à de nombreuses pratiques artistiques, sportives, ludiques. Les investissements dans ce domaine se détaillent ainsi :

- 0,2 M€ : Travaux dans les Maisons Pour Tous
- 0,3 M€ : Travaux de remise en état de la Maison pour Tous Rosa Parks suite aux intempéries

Sports

Le journal l'équipe titrait il y a quelques mois : « Montpellier, la ville qui respire le sport ». Avec plus de 270 équipements sportifs répartis dans tous les quartiers nous nous devons de préserver et entretenir toutes ces installations qui permettent de renforcer le lien intergénérationnel entre Montpelliérains.

A cet effet les dépenses d'équipement suivantes seront proposées :

- 0,6 M€ : Reconstruction terrain Mosson
- 0,5 M€ : Réfection terrains Tritons
- 0,8 M€ : Vestiaires Stade Grammont (AP/CP détaillée en annexe)
- 0,4 M€ : Travaux dans les gymnases
- 0,4 M€ : Travaux d'entretien des stades
- 0,2 M€ : Travaux de maintenance sur les équipements sportifs

Avec ce projet de Budget 2016, Montpellier relève le défi de construire un service public de qualité connecté avec chaque citoyen, économe et pragmatique.

60 M€ investis, un accès pour tous aux services publics préservé, une modération fiscale confirmée. Telles sont les orientations que nous proposons au débat aujourd'hui.

ANNEXES

AP/CP – PROJET DE PPI – Février 2016

(PPI – 1)

Programme	AP globale et proposée 2016	CP Réalisé avant 2016	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP suivants
LOGICIELSIRH ACQUISITION ET MISE EN ŒUVRE	800 000	100 000	400 000	300 000	-	-	-	-	-
PRU CEVENNES SUBVENTIONS	12 177 219	6 940 783	1 918 654	1 152 500	1 696 702	468 590	-	-	-
AVENUE RAYMOND DUGRAND ZAC PARC	12 203 718	9 315 400	-	-	1 444 000	1 444 318	-	-	-
ZAC NOUVEAU ST ROCH	10 360 731	8 633 695	620 000	774 539	332 497	-	-	-	-
EA1	26 020 000	1 700 000	2 000 000	1 600 000	2 200 000	2 724 000	15 796 000	-	-
GARE ST ROCH	6 237 199	2 820 362	546 463	1 100 000	1 100 000	670 374	-	-	-
PONT ANDRE LEVY	8 018 730	5 707 200	2 311 530	-	-	-	-	-	-
MOISSON ANRU 2	730 000	-	450 000	280 000	-	-	-	-	-
GESTION ELECTRONIQUE DES ARCHIVES	500 000	45 351	70 000	330 000	54 649	-	-	-	-
ACQUISITION ET TRAVAUX ARCHIVES	10 500 000	5 237 863	350 000	800 000	4 112 137	-	-	-	-
RENOVATION SALLE LOUIS FEUILLADE	1 086 000	942 542	136 000	7 458	-	-	-	-	-
SECURISATION CARRE SAINTE ANNE	1 500 000	-	600 000	450 000	450 000	-	-	-	-
MULTIFONCTIONS RENOUVELLEMENT	1 415 000	38 381	305 000	390 000	340 000	240 000	50 000	51 619	-
EXTENSION VIDEO PROTECTION	1 660 000	812 000	848 000	-	-	-	-	-	-
LOCAUX POLICE MUNICIPALE	5 150 000	439 399	50 000	150 000	2 990 000	1 520 601	-	-	-

Programme	AP globale et proposée 2016	CP Réalisé avant 2016	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP suivants
RENOVATION ECOLES DAVILER / KERGOMARD	1 000 000	699 139	300 000	861	-	-	-	-	-
ECOLE BEETHOVEN LES GRISETTES	6 733 756	6 209 446	515 750	8 560	-	-	-	-	-
ECOLE FIGUIER BERT HUGO	2 460 000	550 739	1 008 000	901 261	-	-	-	-	-
ECOLE MALRAUX	10 630 000	9 837 366	540 038	252 596	-	-	-	-	-
GROUPE SCOLAIRE OVALIE 2	12 000 000	46 422	820 000	6 780 000	4 200 000	153 578	-	-	-
GROUPE SCOLAIRE MALBOSC	12 000 000	180 000	600 000	7 020 000	4 200 000	-	-	-	-
CONSTRUCTION ECOLE EAI	15 000 000	-	150 000	3 618 750	7 612 500	3 618 750	-	-	-
ACTION FONCIERE	12 716 000	9 891 600	705 000	1 359 400	760 000	-	-	-	-
GROUPE SCOLAIRE OVALIE 2	500 000	-	-	500 000	-	-	-	-	-
GROUPE SCOLAIRE MALBOSC	800 000	-	800 000	-	-	-	-	-	-
LOCAUX POLICE MUNICIPALE	1 030 000	-	-	1 030 000	-	-	-	-	-
RAVALEMENT SUBVENTIONS	755 000	247 371	60 000	110 000	105 000	120 000	55 000	57 629	-
PRU CENTRE	525 880	464 910	4 970	56 000	-	-	-	-	-
PONT VIALLETON	1 500 000	713 914	738 495	47 591	-	-	-	-	-
CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR SERM	2 484 000	1 733 215	700 000	50 785	-	-	-	-	-

(PPI - 2)

Programme	AP globale et proposée 2016	CP Réalisé avant 2016	CP 2016	CP 2017	CP 2018	CP 2019	CP 2020	CP 2021	CP suivants
CONCESSION AMENAGEMENT GRAND CŒUR SAAM	5 761 120	840 000	540 000	1 461 120	1 070 000	724 000	1 126 000	-	-
PEYROU REFECTION SOLS	2 550 000	-	600 000	800 000	600 000	400 000	150 000	-	-
OPERATION LAISSAC	9 898 683	1 155 200	2 128 719	3 264 203	2 308 258	1 042 303	-	-	-
DEVANTURES COMMERCIALES	800 000	-	150 000	300 000	250 000	100 000	-	-	-
ZOO DU LUNARET	30 000 000	4 176 917	1 500 000	5 832 000	5 751 000	5 832 000	5 440 000	1 468 083	-
MISE EN CONFORMITE ACCESSIBILITE	35 000 000	684 912	1 499 210	2 207 080	3 887 480	3 622 320	4 367 360	3 513 940	15 217 698
REHABILITATION CUISINE CENTRALE	2 000 000	62 220	220 000	1 717 780	-	-	-	-	-
VESTIAIRE STADE GRAMMONT	1 150 000	400 000	750 000	-	-	-	-	-	-
AMENAGEMENT LAC DES GARRIGUES	510 000	-	40 000	470 000	-	-	-	-	-

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Opération d'aménagement - Avenue François Delmas Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté Objectifs et modalités de la concertation et d'association du public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Situé à l'entrée nord est de la Ville de Montpellier, le secteur de l'avenue François Delmas anciennement route de Nîmes constitue un trait d'union entre le Lez et le centre historique.

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a fait réaliser une étude afin d'envisager une opération d'urbanisation sur cet entrée majeure de la ville.

En définissant une programmation adaptée à ce site unique à la lisière de la ville et le long du Lez, l'aménagement de ce secteur peu urbanisé et partiellement en friche permettra d'améliorer le fonctionnement et la qualité urbaine de ce secteur. Le maillage existant en équipements commerciaux et équipements et infrastructures publiques, école et tramways en particulier doit permettre de proposer une offre en logements diversifiées et de qualité répondant aux besoins de l'agglomération et de ses habitants.

Cette intervention de renouvellement urbain s'inscrit dans la concession d'aménagement Nouveau Grand Cœur 2013-2020 confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier approuvée par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013. La SAAM a notamment pour mission de poursuivre la production de logements neufs à travers la construction et/ou réhabilitation à neuf de 1350 logements, dont 360 logements sociaux dans le périmètre de Grand Cœur, et la poursuite de l'amélioration du cadre de vie. L'opération objet de cette présente délibération devra y contribuer.

En ce sens, le Plan Local d'Urbanisme régissant le territoire de la ville de Montpellier a été modifiée par délibération du conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 28 mai 2015 afin de permettre l'ouverture à l'urbanisation de ce secteur sur la base d'un plan d'urbanisme et paysager d'ensemble.

La Ville privilégiera un projet qui devra préserver et mettre en valeur le patrimoine naturel et proposer des formes urbaines dialoguant avec le patrimoine paysagé des espaces qui le borde. Elle s'inscrit, sur la durée, dans une réflexion de développement raisonné et raisonnable, conjuguant la mixité urbaine, la mixité sociale mais aussi la qualité environnementale.

Dans ce cadre, l'urbanisation sur ce secteur d'environ 9 hectares devra prendre particulièrement en compte les contraintes et objectifs suivants :

- la vulnérabilité de la région Montpelliéraine liée aux changements climatiques (inondations, canicules...) et les contraintes environnementales (bruits, pollutions...), écologiques et techniques du site ;
- la relation au Lez et les différentes hypothèses permettant sa continuité à travers ou en limite de la future opération pour rejoindre le parc de Méric du quartier des Aubes ;
- et plus généralement le fonctionnement urbain à venir, les complémentarités d'usages entre le futur quartier et Castelnau-le-Lez, le quartier des Aubes et celui de Saint Lazare (commerces, écoles, transports publics...).

Soucieuse de maîtriser le développement de son territoire et engagée dans une démarche de démocratie participative, la Ville de Montpellier souhaite que l'aménagement de ce nouveau quartier soit réalisé dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC). Afin d'assurer l'information du public sur la mise en œuvre de cette ZAC, une concertation avec la population, qui se déroulera pendant toute la durée de l'élaboration du projet, sera organisée conformément aux dispositions des articles L.103-2 du code de l'urbanisme.

Dans ce contexte, les modalités de concertation et d'association du public suivantes peuvent être retenues :

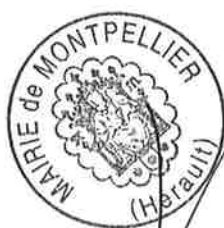
- une réunion publique,
- une mise à disposition au public, en Mairie de Montpellier et pour une durée d'au moins 15 jours, du dossier d'étude de création de la ZAC accompagné d'un registre permettant de recueillir les observations des administrés ; le public sera averti des dates de cette mise à disposition par une information figurant sur le site internet de la Ville de Montpellier ;
- un article dans le journal municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'adopter le principe d'aménagement du secteur de l'avenue François Delmas sous forme de zone d'aménagement concerté (ZAC) ;
- d'adopter les objectifs d'aménagement poursuivis et les modalités de concertation du public proposées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

- L'action des Maisons pour tous, qui œuvrent depuis 30 ans à la qualité de vie et au bien-être des Montpelliérains. Ces structures offrent un lieu propice à l'expression de la citoyenneté et favorisent la cohésion sociale. Ces lieux de proximité développent dans les quartiers, très régulièrement, des actions de sensibilisation aux enjeux du développement durable.
- La Ville s'est également engagée à développer la démocratie participative pour répondre notamment aux enjeux de développement durable, mais à bien d'autres questions.
- Le projet Montpellier Territoire Numérique, qui contribue à la libération de données publiques
- L'action du Centre communal d'action sociale (CCAS), qui propose un ensemble de prestations pour remédier aux situations de précarité ou de grande difficulté sociale. Notamment :
 - o Pour les personnes âgées, il intervient dans la gestion du Plan Canicule, qui est une des déclinaisons du PCET, en regard du volet « Adaptation » au changement climatique. Il suit également les dossiers de personnes en situation de précarité énergétique.
 - o Pour les personnes handicapées, il intervient en faveur de l'accès aux droits, aux aides et services, mais aussi pour faciliter l'insertion professionnelle.

5- L'épanouissement de tous les êtres humains.

S'incrivent dans ce cadre :

- La politique culturelle riche de la Ville et la mise en valeur de son patrimoine ;
- La politique de réussite éducative volontaire, dont le Projet Educatif Territorial, travaille à intégrer crescendo les enjeux de développement durable, au travers des appels à projets notamment, mais aussi dans le cadre des accueils Temps d'activités partagées (TAP).
- Le Conseil Municipal des Enfants, qui s'inscrit progressivement dans la démarche d'appropriation du développement durable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de prendre acte du rapport de développement durable 2015, annexé à la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Quartier Consuls de Mer Périmètre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) « Moulins des Sept Cans - Petit Train » Convention relative au financement des équipements publics à réaliser dans le cadre de la concession d'aménagement "Nouveau Grand Cœur 2013 - 2020"

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le quartier compris entre le chemin de Moularès et l'avenue Albert Dubout et situé à l'intersection de l'avenue du Petit Train et du chemin du Moulin des Sept Cans, est aujourd'hui composé d'un bâti hétéroclite, essentiellement individuel, qui s'inscrit en rupture avec l'habitat dense de type centre-ville des secteurs environnants. Aussi, en raison d'une situation avantageuse entre le centre-ville et les nouveaux quartiers de Port Marianne (Consuls de Mer, Jacques Cœur...), leurs commerces et équipements nombreux, l'hôtel de ville, ainsi qu'une très bonne desserte par les transports publics (desserte par trois lignes de tramway), l'ensemble de ce quartier présente un caractère propice aux mutations urbaines et connaît depuis plusieurs années des évolutions majeures.

Ces évolutions ont amené la Ville à s'interroger sur le devenir de ce quartier et, dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants, de réparation de la ville et de requalification des espaces publics, plusieurs interventions ont été engagées :

- d'une part, le quartier défini ci-dessus est partiellement couvert par la **ZAC Port Marianne – Consuls de Mer** : cette opération d'aménagement engagée dès le début des années 1990 a fait l'objet de plusieurs extensions, dont les dernières sont venues couvrir une partie de ce quartier ;
- d'autre part, afin de répondre à la nécessité d'organiser le développement urbain de ce quartier de façon raisonnée, une consultation permettant d'aboutir à la désignation d'un **architecte-urbaniste** a été initiée dès 2013 sur une surface totale d'environ 2,5 hectares. A l'issue de cette consultation, une équipe

pluridisciplinaire composée notamment de l'agence d'architectes-urbanistes montpelliéraine Matte-Devaux-Rousseau (MDR) a été désignée lauréate d'un marché d'architecte-urbaniste au printemps 2014. Le projet présenté par l'équipe de MDR a ainsi permis de donner un cadre à l'émergence des nouveaux projets immobiliers et de mener des études sur la requalification des espaces et équipements publics à réaliser pour permettre l'arrivée d'une population additionnelle ;

- en troisième lieu, la partie du quartier située en dehors du périmètre de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer, a fait l'objet d'un **périmètre de conventions de Projets Urbains Partenariaux (PUP)** à l'intérieur duquel une méthode de financement contractualisée permet la prise en charge financière d'une partie des équipements publics nécessaires aux besoins des futurs habitants. Ce périmètre de PUP a été approuvé par le Conseil Municipal le 17 décembre 2014 à l'occasion de la mise en œuvre d'une première convention de PUP avec la société **RB Group** (nom commercial : M&A Promotion) concernant un projet de construction sur les parcelles cadastrées EY 784, EY 786 et EY 711b ;
- enfin, dans la mesure où le quartier se situe dans le périmètre de la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 » signée le 3 décembre 2013 entre la Ville de Montpellier et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), un **avenant n°1 à cette concession d'aménagement** a été signé le 9 septembre 2015, afin de **confier à la SAAM une mission globale d'aménagement de ce quartier**, tant sur le secteur en PUP que sur celui en ZAC.

Depuis, en application de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, Montpellier Méditerranée Métropole est devenue, au 1^{er} janvier 2015, compétente en substitution des communes pour signer les conventions de Projet Urbain Partenarial (P.U.P.). Par conséquent, Montpellier Méditerranée Métropole signera les conventions de PUP avec les opérateurs souhaitant réaliser un programme immobilier au sein du périmètre de convention de PUP et percevra les participations financières correspondantes.

Dans ce contexte, et à l'occasion de la signature le 11 janvier 2016 d'une deuxième convention de projet urbain partenarial (PUP) avec la société KAUFMAN&BROAD concernant un projet de construction sur les parcelles cadastrées EY 137, EY 138, EY 139, EY 140 et EY 141, le périmètre de conventions de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » a été réaffirmé par le Conseil de Métropole en date du 16 décembre 2015.

En outre, en raison des transferts de compétences intervenus entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, c'est désormais cette dernière qui a en charge la maîtrise d'ouvrage de la totalité des équipements publics à réaliser dans le périmètre de conventions de PUP « Moulin des Sept Cans – Petit Train » (voirie, espaces publics, réseaux d'eau pluviale, eaux usées...).

Néanmoins, la réalisation ainsi que le financement des équipements publics concernés ayant été confiés par la Ville à la SAAM dans le cadre de la concession d'aménagement « Nouveau Grand Cœur 2013-2020 », Montpellier Méditerranée Métropole propose donc que **les constructeurs agissant au sein du périmètre de conventions de PUP versent directement les participations qui lui sont dues à la SAAM** et, notamment, celles liées aux deux conventions déjà signées avec les sociétés RB Group (avec la Ville) et Kaufman&Broad (avec la Métropole).

Pour ce faire, la signature d'une convention de financement entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la SAAM, chargée de la mise en œuvre du programme d'aménagement est proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'acter le principe du versement des participations dues à Montpellier Méditerranée Métropole au titre du Projet Urbain Partenarial « Moulin des Sept Cans – Petit Train » à la SAAM, titulaire d'une concession d'aménagement Nouveau Grand cœur 2013 – 2020 et en charge de la réalisation des équipements publics correspondants ;
- d'approuver les termes de la convention tripartite Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole / SAAM jointe en annexe à la présente délibération ;

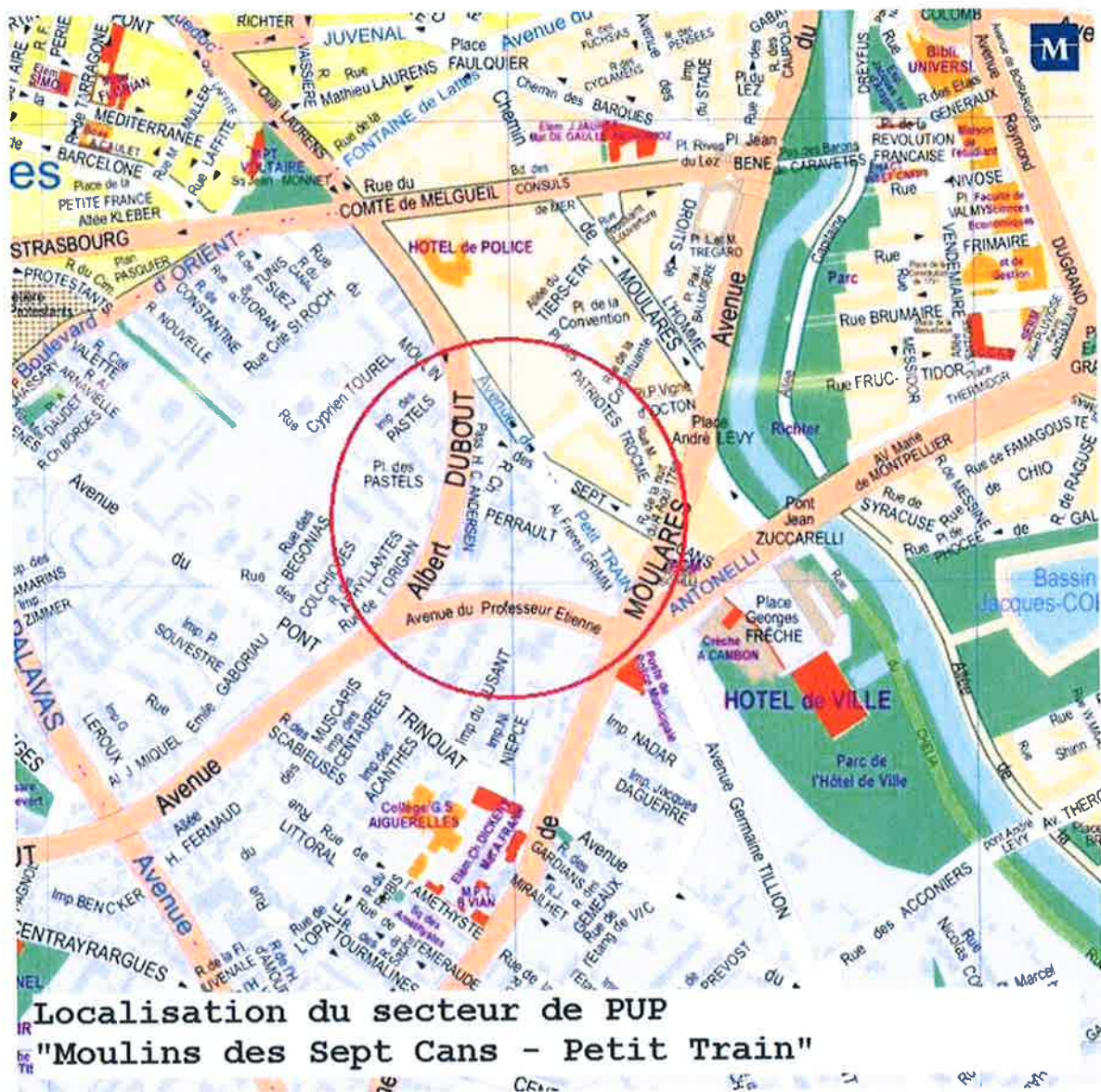
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer ladite convention ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26/02/2016



**CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DES
EQUIPEMENTS PUBLICS A REALISER DANS LE CADRE DU
PROJET URBAIN PARTENARIAL DU QUARTIER CONSULS
DE MER SECTEUR « MOULIN DES SEPT CANS – PETIT
TRAIN » ET DE LA CONCESSION D'AMENAGEMENT
NOUVEAU GRAND CŒUR 2013 - 2020**

ENTRE

La Ville de Montpellier représentée par, Maire de Montpellier, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil Municipal en date du /.... /.... devenue exécutoire le.... /.... /....,

Ci-après dénommée « la Ville »

ET

La Métropole de Montpellier Méditerranée représentée par, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil métropolitain en date du /.... /.... devenue exécutoire le.... /.... /....,

Ci-après dénommée « la Métropole »

ET

La Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.), société publique locale d'aménagement (S.P.L.A.), au capital de 1 770 000 € inscrite au RCS de Montpellier sous le n° 521 130 716, dont le siège social est à l'Hôtel de la Métropole – 50 place Zeus à Montpellier et l'adresse postale 45 place Ernest Granier à Montpellier représentée par M. Christophe PEREZ, son Directeur Général, habilité par une délibération du Conseil d'administration en date du 18 septembre 2014 conformément à l'article 21 des statuts.

Ci-après dénommée « l'Aménageur »

IL A D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Périmètre d'association du public au projet de renouvellement urbain du quartier de la Pompignane



M

Montpellier

Quartier de la Pompignane



ηδδ

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Domaine de Lavalette Résiliation partielle de l'emprise foncière du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 entre la Ville et "Montpellier SupAgro" et cession à Montpellier Méditerranée Métropole Parcelle cadastrée BX 5p à Clapiers

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par arrêté préfectoral du 9 octobre 2007, prorogé par arrêtés préfectoraux des 1^{er} août 2012 et 11 février 2013, la réalisation de l'intercepteur Est des eaux usées a été déclaré d'utilité publique.

Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage du projet, demande à la Ville la cession d'une emprise foncière d'une superficie d'environ 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 sur la commune de CLAPIERS, en bordure de la route départementale 65 longeant le Domaine de Lavalette.

Cette parcelle de 18 185 m² de contenance totale est incluse dans l'emprise foncière du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 signé entre la Ville et Montpellier SupAgro. En conséquence, il y a lieu d'établir à ce jour un avenant à ce bail, pour rétrocession à la Ville de l'emprise foncière impactée par le projet d'équipement public.

La réduction de l'assiette foncière du bail emphytéotique ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité compensatrice au profit de Montpellier SupAgro, étant donné qu'il s'agit d'emprises foncières de terrain agricole non bâti et que le loyer est d'un montant de 4,50 euros annuels, pour l'ensemble du périmètre sur lequel il porte.

Après la signature de l'acte notarié constatant la réduction de l'emprise foncière du bail et la récupération en pleine propriété du terrain par la Ville, au vu de l'estimation de France Domaine, le terrain sera cédé à la Métropole pour la réalisation des travaux de l'intercepteur Est au prix de 7992,60€.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à signer avec « Montpellier SupAgro » un avenant à titre gratuit au bail emphytéotique du 25 juillet 1980 portant réduction de l'emprise foncière de ce bail pour une superficie de 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 à Clapiers,
- d'autoriser la Ville à céder à Montpellier Méditerranée Métropole l'emprise foncière d'une superficie de 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 à Clapiers au prix de 7992,60€.
- d'autoriser la saisine de l'office notarial de Baillargues en vue de la régularisation des actes,
- d'autoriser le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout acte ou document concernant cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Groupe de travail urbanisme

POS ACTES n° 90947

Domaine de Lavalette

**Résiliation partielle de l'emprise foncière du bail emphytéotique du
25 juillet 1980 entre la Ville et Montpellier SupAgro
et cession à Montpellier Méditerranée Métropole
Parcelle cadastrée BX 5p à Clapiers**

Par arrêté préfectoral du 9 octobre 2007, prorogé par arrêtés préfectoraux des 1^{er} août 2012 et 11 février 2013, la réalisation de l'intercepteur Est des eaux usées a été déclaré d'utilité publique.

Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage du projet, demande à la Ville la cession d'une emprise foncière d'une superficie d'environ 1903 m² issue de la parcelle cadastrée BX 5 sur la commune de CLAPIERS en bordure de la route départementale 65 longeant le Domaine de Lavalette.

Cette parcelle de 18 185 m² de contenance totale est incluse dans l'emprise foncière du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 signé entre la Ville et « Montpellier SupAgro ». En conséquence, il y a lieu d'établir un avenant à ce bail, pour rétrocession à la Ville de l'emprise foncière impactée par le projet d'équipement public. Par courrier électronique du 1^{er} février, SupAgro a donné son accord de principe sur cet avenant au bail et a inscrit ce dossier à l'ordre du jour du Conseil d'administration de SupAgro le 19 février prochain.

La réduction de l'assiette foncière du bail emphytéotique ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité compensatrice au profit de Montpellier SupAgro, étant donné qu'il s'agit d'emprises foncières de terrain agricole non bâti et que le loyer est d'un montant de 4,50 euros annuels, pour l'ensemble du périmètre sur lequel il porte.

Après la signature de l'acte notarié constatant la réduction de l'emprise foncière du bail et la récupération en pleine propriété du terrain par la Ville, le terrain sera cédé à la Métropole pour la réalisation des travaux de l'intercepteur Est.

Proposition :

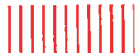
Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, il est proposé de demander au Conseil municipal :

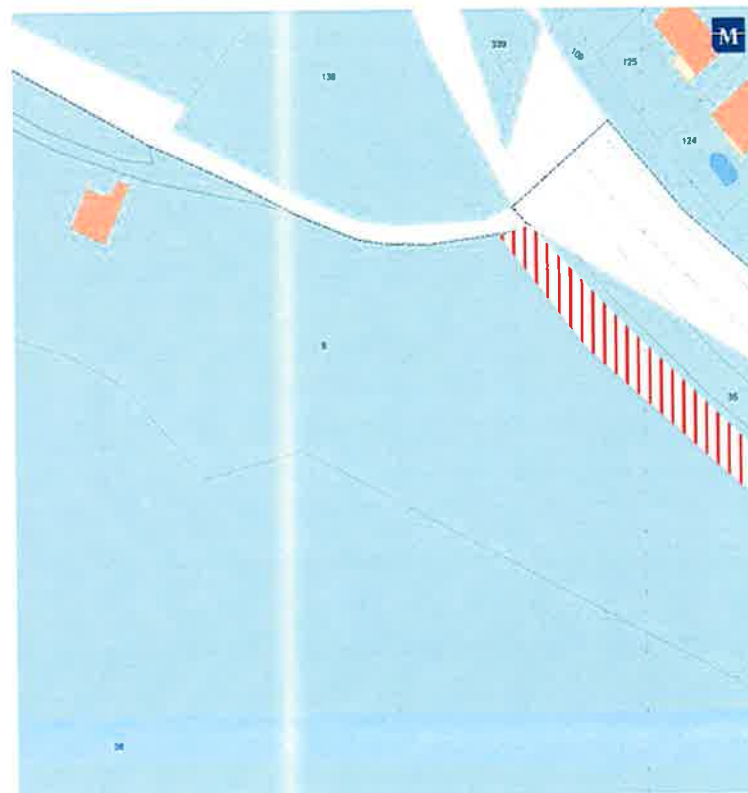
- d'autoriser la Ville à signer avec SupAgro une réduction partielle du bail emphytéotique du 25 juillet 1980 pour une emprise de 1903 m²,
- d'autoriser la Ville à céder l'emprise à la Métropole pour un montant conforme à l'évaluation de France Domaine (en cours).

L'avis du GTU est demandé sur cette proposition.

**Modification de l'assiette foncière
du bail emphytéotique
Ville / Montpellier SupAgro du 25 juillet 1980**

Parcelle cadastrée BX 5p à Clapiers

 emprise foncière de 1903 m² issue de la parcelle BX 5 d'une superficie totale de 18 185 m²



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

Montpellier, le 15/02/2016

/2/2016 DIRECTION REGIONALE DU LANGUEDOC-ROUSSILLON
ET DU DEPARTEMENT DE L'HERAULT

Ville de Montpellier

SERVICE FRANCE DOMAINE - BRIGADE D'ÉVALUATION

BUREAU 379-CENTRE CHAPTAL - BP 70001

34953 MONTPELLIER CEDEX 2

Affaire suivie par
réception sur rendez-vous

Nathalie.tirouflet-
serrier@dgfip.finances.gouv.fr

☎ : 0 467 226 270 ☎ : 0 467 226 269

Vos réf :

Affaire suivie par Sylvie Grézoux

Nos réf. : 2015-088V1146

1- Service consultant : Cadre ci-dessus

2- Date de la consultation : 2/2/2016

3- Opération soumise à consultation :

Cession, dans le cadre de la déclaration d'utilité publique en date du 7 octobre 2007, d'une partie de la parcelle BX5 soit 1903m² sur 18 185m² au total.

5- Propriétaire présumé : Montpellier

6- Description sommaire des biens

Cette parcelle BX 5 fait l'objet d'un bail emphytéotique le 25 juillet 1980 entre la ville et Montpellier Supagro.

Ce bail va être modifié par avenant afin de permettre à la ville de céder la surface relative à l'emprise.

Il s'agit d'une bande en bordure de la D65.

Parcelle non cultivée en nature de bord de voie publique ou de roncler.

7- Réglementation d'urbanisme :

L'emprise est en zone N, dans la zone de nuisance sonore.

8- Origine de Propriété : Non recherchée

9- Situation locative : Sans objet sous réserve d'avenant

10- Valeur vénale de l'immeuble ou des droits: Après enquête et suivant les éléments fournis la valeur vénale du bien peut être estimée à : 7993€ après arrondi

Indemnité principale	7612,00
Indemnité de remploi	380,60
Indemnité totale	7992,60

11- Durée de l'avis :

L'évaluation contenue dans le présent avis correspond à la valeur vénale actuelle. Une nouvelle consultation de France - Domaine sera nécessaire si l'opération n'est pas réalisée dans le délai d'un an.

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Théâtre Jean Vilar

Conventions de partenariat avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier pour l'organisation de l'option facultative théâtre - Demande de subvention à la D.R.A.C.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le Théâtre Jean Vilar, par son implication en matière d'éducation artistique et culturelle, participe au lien social et à la démocratisation culturelle. Partenaire de l'éducation nationale et du ministère de la culture, il est référent dans le domaine de l'art à l'école. Deux partenariats sont proposés, dans le cadre de l'option facultative théâtre, avec les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier (Route de Mende). Les créations des élèves sont présentées sur la scène du théâtre, dans le cadre de la manifestation - La Cour des arts – Rencontres scolaires des arts de la scène à la Mosson.

L'option facultative théâtre, menée au lycée Victor Hugo participe depuis 2010 au rayonnement de la ville dans le domaine culturel. Elle prend la forme de 3 ateliers d'une durée totale de 180 heures, encadrés par des comédiens montpelliérains.

Dans le cadre de ce partenariat, le lycée Victor Hugo organise l'activité et assure le financement de 50% de la rémunération des compagnies participant aux ateliers, pour un montant de 4 320 € TTC pour l'année scolaire 2015-2016.

Le théâtre Jean Vilar accueille les élèves à 4 représentations et un stage « Ecole du spectateur » programmé les 14 et 15 avril 2016. Il prend en charge 50 % de la rémunération des intervenants, soit 4 320 €, ainsi que le financement de deux actions initiées par le théâtre : le stage « Ecole du spectateur » (576 €) et la participation des élèves à la Cour des Arts (720 €).

Une convention annuelle définit les modalités de collaboration entre le Théâtre Jean Vilar et le Lycée Victor Hugo pour l'année scolaire 2015-2016.

Le Lycée Frédéric Bazille, dans le cadre de son option facultative théâtre, a souhaité travailler avec le Théâtre Jean Vilar pour l'année scolaire 2015-2016. Cette option prend la forme d'un atelier d'une durée totale de 90 heures encadré par une comédienne montpelliéraine.

Dans le cadre de ce partenariat, le lycée Frédéric Bazille organise l'activité et assume le financement de 50% de la rémunération de la comédienne pour un montant de 2 250 € TTC. Le théâtre accueille les élèves à 4 représentations, prend en charge 50 % de la rémunération de l'intervenante, soit 2 250 € et la participation des élèves à la Cour des Arts, soit 750 €.

Une convention pluriannuelle définit les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant l'option facultative théâtre au Lycée Frédéric Bazille en partenariat avec le théâtre Jean Vilar, un avenant annuel pour l'année scolaire 2015-2016 définit les modalités de collaboration entre le Théâtre Jean Vilar et le Lycée Frédéric Bazille.

Ces actions sont entièrement financées par des subventions de l'Etat, Ministère de la Culture, au titre du programme d'Education Artistique et Culturelle.

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions de partenariat, jointes en annexe, entre la Ville de Montpellier-théâtre Jean Vilar et les lycées Victor Hugo de Lunel et Frédéric Bazille de Montpellier, pour l'organisation de l'option facultative théâtre ;
- De dire que les dépenses correspondantes, soit 5 616 € pour le partenariat avec le lycée Victor Hugo et 3 000 € pour le partenariat celui avec le lycée Frédéric Bazille, seront imputées sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention d'un montant équivalent au ministère de la culture (DRAC), conformément aux attributions prévues par l'Etat au titre de son programme d'éducation artistique et culturelle.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26/02/2016

CONVENTION DE PARTENARIAT

(OPTION FACULTATIVE THEATRE)

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Montpellier, N° Siret : 213 401 722 017 87 code APE : 8411Z, domiciliée 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014,
Licence d'entrepreneur de spectacles : 1 – 108 22 19 ; 2 - 108 22 34 ; 3 – 108 22 35,
N° de TVA intracommunautaire : FR 37213401722,
désignée ci-après par le terme « le Théâtre Jean Vilar » d'une part,

Et

Le Lycée Victor Hugo
300 avenue Louis Médard
34400 LUNEL
Représenté par Monsieur Bernard LECOMPTE, Proviseur
Ci-après dénommé « le lycée Victor Hugo » d'autre part,

PREAMBULE

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'option facultative théâtre existe au sein du lycée Victor Hugo de Lunel depuis 5 ans.
Les ateliers de pratique théâtrale d'une durée totale de 180 heures, liés à cette option, se poursuivent cette année avec une équipe d'intervenants inchangée :
Sandrine Cléménçon de la compagnie L'Insolente, **Chloé Desfachelle** de la compagnie Rhapsodies Nomades, **Isabelle Fürst** de la Compagnie L'ambiguË, **Nicolas Pichot** de la compagnie L'Astrolabe.

Dans le cadre de l'option facultative théâtre les partenariats avec des structures culturelles sont particulièrement recherchés comme vecteur d'ouverture culturelle pour les élèves ; ils pourront découvrir la pluralité des regards et des imaginaires, développer leur esprit critique et ainsi se construire leur propre vision du monde.

Le Théâtre Jean Vilar a pour mission de collaborer au maillage social et culturel du quartier de la Mosson. Une de ses dominantes est son implication en matière d'éducation artistique et culturelle.

Pour le bon déroulement du projet, le choix a été fait de travailler avec des compagnies ayant une réelle activité de création, et dont le projet artistique permet d'explorer différentes formes d'art. La participation des artistes doit sortir de l'habituelle logique d'intervention sous forme d'atelier, et nourrir leur propre recherche.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre le lycée Victor Hugo et le Théâtre Jean Vilar pour la bonne réalisation de l'option facultative théâtre citée en préambule, et plus particulièrement pour ce qui concerne l'année scolaire 2015-2016.

Dans ce cadre, les élèves de l'option facultative théâtre assisteront aux spectacles suivants programmés dans la saison 2015-2016 du Théâtre Jean Vilar :

Monsieur de Pourceaugnac / Compagnie de l'Astrolabe
La Lettre / Paolo Nani Teater
La Mégère apprivoisée / Compagnie Les Têtes de bois
Hansel et Gretel / Compagnie La Cordonnerie

Les élèves seront accueillis dans la cadre de La Cour des Arts dont les modalités d'organisation seront fournies ultérieurement sur la base de :

1 journée et demi de répétitions en mai 2016.
1 matinée de répétition la semaine du 23 au 27 mai 2016.
2 représentations publiques à 14h30 et 19h30, la même journée que la matinée de répétition.

Les élèves découvriront également le Théâtre Jean Vilar et les métiers du spectacle vivant par le biais d'une visite pédagogique du lieu et d'une rencontre avec son équipe.

Enfin, ils participeront à un stage « Ecole du spectateur » les 14 et 15 avril 2016 autour du spectacle *Hansel et Gretel* programmé dans la saison 2015-2016 du Théâtre Jean Vilar.

L'encadrement des ateliers de pratique sera assuré de la manière suivante :

Sandrine Cléménçon prend en charge le niveau terminale jusqu'à la mise en scène d'un spectacle présenté dans le cadre de La Cour des Arts.

La pratique des deux niveaux, 2nde et 1^{ère} s'appuie sur le roulement de trois intervenants avec Chloé Desfachelle, Isabelle Fürst et Nicolas Pichot.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2015-2016, pour la période allant de la date de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 mai 2016.

Article 3 – Engagements du Théâtre Jean Vilar

Le Théâtre Jean Vilar s'engage à verser, sous condition de l'obtention de la subvention de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), aux compagnies partenaires de l'option facultative théâtre un apport financier sur présentation de facture.

Chaque compagnie assurera la rémunération, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché à l'élaboration et à la réalisation des ateliers. Elles solliciteront le cas échéant et en temps utile, les autorisations pour l'emploi, de mineurs ou d'artistes étrangers auprès des autorités compétentes.

Il est précisé que les compagnies s'engagent à respecter les obligations qui résultent de la réglementation du droit du travail français. L'article D. 8222-5 du code du travail et les articles L.1221-10 (déclaration préalable à l'embauche), L.3243-2 et R.3243-1 (bulletin de paie) du code du travail français par application de l'article D. 8222-5 de ce même code.

Le calcul des sommes dues est effectué sur la base de 48€ / heure ; les sommes sont réparties comme suit :

- Compagnie L'ambiguë : 960 € correspondant à 20h d'intervention
- Compagnie L'Insolente : 1 440 € correspondant à 30h d'intervention
- Compagnie L'Astrolabe : 1 920 € correspondant à 40h d'intervention

La somme pour les ateliers de pratique versée aux compagnies par le Théâtre Jean Vilar est de 4 320 € TTC.

S'ajoute le financement de deux actions initiées par le Théâtre Jean Vilar :

576 € correspondant à 12h d'intervention pour le stage « Ecole du spectateur » autour du spectacle *Hansel et Gretel* réparties comme suit : 6h pour la compagnie L'ambiguë et 6h pour la compagnie L'Astrolabe.

720 € correspondant à 15h concernant la participation du niveau terminale à La Cour des Arts pour la compagnie L'Insolente.

La somme totale versée aux compagnies par le Théâtre Jean Vilar est de 5 616 € TTC.

Le Théâtre Jean Vilar s'engage à mettre à disposition deux salles pour la mise en œuvre du stage « Ecole du spectateur » sur le spectacle *Hansel et Gretel*.

Le Théâtre Jean Vilar s'engage à organiser l'accueil des élèves aux différents spectacles et proposer un accompagnement pédagogique.

Article 4 – Engagements du lycée

Le lycée Victor Hugo s'engage à verser aux compagnies pour leurs interventions un apport financier.

Chaque compagnie assurera la rémunération, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché à l'élaboration et à la réalisation des ateliers. Elles solliciteront le cas échéant et en temps utile, les autorisations pour l'emploi, de mineurs ou d'artistes étrangers auprès des autorités compétentes.

Il est précisé que les compagnies s'engagent à respecter les obligations qui résultent de la réglementation du droit du travail français. L'article D. 8222-5 du code du travail et les articles L.1221-10 (déclaration préalable à l'embauche), L.3243-2 et R.3243-1 (bulletin de paie) du code du travail français par application de l'article D. 8222-5 de ce même code.

Le calcul des sommes dues est effectué sur la base de 48€ / heure ; les sommes sont réparties comme suit :

Compagnie L'ambiguë : 960 € correspondant à 20h d'intervention

Compagnie L'Insolente : 1 440 € correspondant à 30h d'intervention

Compagnie Rhapsodies nomades : 1 920 € correspondant à 40h d'intervention

La somme totale versée aux compagnies par le lycée Victor Hugo est de 4 320 € TTC.

Le lycée Victor Hugo s'engage à tout mettre en œuvre pour permettre un bon déroulement des activités autour de l'option, notamment :

- veiller au bon déroulement des inscriptions des élèves en termes de communication et de suivi administratif ;
- permettre aux élèves de sortir de l'établissement pour se rendre au Théâtre Jean Vilar.
- participer aux financements des sorties culturelles.
- mettre à disposition des salles spacieuses et adaptées à la pratique théâtrale.
- valoriser, au sein de l'établissement et vers l'extérieur, les activités et productions théâtrales des élèves de l'option par les moyens de communication appropriés.

Article 6 – Assurances

Le lycée Victor Hugo est tenu d'assurer contre tous les risques, y compris lors du transport, le personnel et tous les objets leur appartenant, qu'il a sous sa garde, ou appartenant au personnel et ce pendant toute la durée des activités liées au projet et dégage le Théâtre Jean Vilar de toute responsabilité sur ce point.

Le Théâtre Jean Vilar déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant les dommages pouvant advenir du fait des activités liées à la réalisation du projet dans son lieu, tant aux biens qu'aux personnes, ainsi que les dommages pouvant être causés aux tiers ou au personnel et biens du Théâtre Jean Vilar et de tout intervenant du projet.

Le Théâtre Jean Vilar déclare assumer les risques qui lui incombent du fait des interventions dans son lieu.

Le Théâtre Jean Vilar déclare qu'en aucun cas il ne sera tenu responsable des vols qui auraient lieu dans les locaux mis à la disposition du Lycée Victor Hugo, des artistes et du personnel attachés aux spectacles.

Article 7 – Résiliation ou suspension de la convention

Le présent contrat se trouverait suspendu, résolu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure.

L'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des parties ayant pour conséquence l'annulation du projet entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre, outre le cas échéant une indemnité compensatrice à définir entre les parties, une indemnité égale au montant des frais payés ou à payer à la date de rupture du présent contrat par la partie victime de l'inexécution.

Article 8 – Litige

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit de la présente convention. A défaut, les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.

Fait à Montpellier, le 19/11/2015

endeux exemplaires originaux.

Pour la Ville de Montpellier,
Le Maire,

Philippe SAUREL

Pour le lycée Victor Hugo,
Le Proviseur,



**Convention pluriannuelle de partenariat dans le cadre
d'un enseignement artistique
2015 - 2018**

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Montpellier, N° Siret : 213 401 722 017 87 code APE : 8411Z, domiciliée 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014, Licence d'entrepreneur de spectacles : 1 – 108 22 19 ; 2 - 108 22 34 ; 3 – 108 22 35, N° de TVA intracommunautaire : FR 37213401722, désignée ci-après par le terme "Théâtre Jean Vilar" d'une part,

Et

Le Lycée Frédéric Bazille - Agropolis
3224 route de Mende
34090 Montpellier
Représenté par son chef d'établissement Monsieur Jean-Louis CUNG
Ci-après dénommée "Le Lycée Frédéric Bazille " d'autre part,

Préambule

Depuis la signature le 25 avril 1983 d'un premier protocole d'accord entre le ministère de l'éducation nationale et le ministère de la culture et de la communication, l'Etat encourage le développement de l'éducation artistique et culturelle. Au nombre des actions préconisées au sein des établissements scolaires, figure la création d'enseignements optionnels de théâtre, de danse et de cinéma qui doivent désormais s'inscrire dans le cadre du volet culturel du projet d'établissement (circulaire MEN N°2007-022 du 22-1-2007).

La circulaire n°2013-073 du 3 mai 2013, cosignée par le ministère de l'Education nationale et par celui de la Culture, renforcée par l'article 10 de la loi d'orientation du 09 juillet 2013, consacre le parcours artistique et culturel dans chaque établissement afin que chaque élève, dans une démarche de projet et de partenariat, puisse explorer les grands domaines des arts et de la culture.

Les enseignements optionnels artistiques sont partenariaux et doivent permettre aux élèves, par les enseignements dispensés, de développer une pratique culturelle par la fréquentation des établissements culturels, par la rencontre des artistes et la découverte des œuvres.

Les enseignements artistiques permettent aux établissements scolaires de lier des relations de partenariat avec les structures artistiques et culturelles telles que les scènes nationales et conventionnées, les centres dramatiques et chorégraphiques, les structures à vocation régionale, les compagnies, les cinémas d'art et essai...

Définis par le bulletin officiel spécial n°9 du 30 septembre 2010, ils se composent d'une option facultative en classes de seconde, première et terminale, toutes séries (3 heures hebdomadaires, coefficient 1 ou 2 au baccalauréat) et d'un enseignement de spécialité en classes de première et terminale, série littéraire (5 heures hebdomadaires, coefficient 6 au bac).

Ils répondent à un cahier des charges national et académique (projet, programmes, autorisations d'ouverture, décisions de fermeture...).

I- Objectifs et modalités

La présente convention vise à définir les conditions spécifiques et détaillées de mise en œuvre des directives nationales concernant l'enseignement de l'option facultative théâtre au Lycée Frédéric Bazille en partenariat avec le théâtre Jean Vilar - Ville de Montpellier.

L'option facultative théâtre au sein du Lycée Frédéric Bazille est un axe fort du projet d'éducation artistique et culturelle de cet établissement. Cet enseignement optionnel est fortement relié aux autres activités culturelles et artistiques telles que l'occitan et la danse.

Les deux partenaires constituent une équipe pédagogique et apportent leurs compétences professionnelles complémentaires pour la mise en œuvre d'un projet élaboré dans le respect des programmes régissant cet enseignement.

Le projet établi chaque année définit les modalités générales de mise en œuvre du partenariat en matière de pratique artistique, d'ouverture culturelle, de communication extérieure et de restitution publique.

Des réunions de suivi régulières sont organisées entre l'équipe pédagogique et les professionnels intervenants.

Considérant l'effet de levier que l'enseignement artistique doit avoir au sein de l'établissement scolaire, les parties s'engagent mutuellement sur les dispositions qu'elles entendent prendre pour favoriser l'ouverture culturelle à l'ensemble de la communauté scolaire et notamment concourir au parcours d'éducation artistique et culturel de chaque élève.

Les parties s'engagent à rédiger un avenant annuel à la présente convention et à l'adresser au Rectorat et à la Direction régionale des affaires culturelles.

Cet avenant annuel précisera :

- le bilan conjoint, quantitatif et qualitatif, de l'année scolaire écoulée.
- le programme annuel d'actions par niveau ainsi que les œuvres abordées
- l'organisation des cours avec et sans participation de professionnels intervenant dans le calendrier de l'enseignement
- les sorties et les actions d'accompagnement prévues en terme d'ouverture culturelle, les lieux envisagés ainsi que les publics visés
- les noms, fonctions et certifications des enseignants responsables
- les noms des artistes associés, disposant de l'attestation de compétence professionnelle délivrée par la Drac
- le nombre d'élèves par niveau
- le budget détaillé de l'enseignement, faisant état des financements de chacun des partenaires

II- Moyens

Article 1 - Moyens humains et horaires

La structure artistique s'engage à mettre à disposition un artiste agréé par la DRAC pour les 90 heures d'intervention.

Le lycée s'engage à mettre à disposition un enseignant certifié théâtre pour les 90 heures d'intervention.

A aucun moment la classe n'est laissée sous la seule responsabilité de l'artiste.

L'organisation des interventions tient compte du planning professionnel de l'artiste. Ces derniers doivent être avisés par le lycée en cas d'absence des enseignants. Un déplacement inutile donnera lieu à indemnité.

La participation des professionnels aux jurys d'examens du baccalauréat constitue le prolongement de leurs interventions au sein des enseignements.

Article 2 - Moyens matériels

La structure artistique s'engage à mettre à disposition le plateau du théâtre Jean Vilar en état de marche pour deux journées annuelles dans le cadre de La Cour des Arts - Rencontres scolaires des arts de la scène à la Mosson.

Le lycée s'engage à mettre à disposition une salle spacieuse et adaptée pour le bon déroulement des ateliers de pratique théâtrale.

Article 3 - Moyens financiers

En référence à la circulaire du 3 janvier 2005 et sur la base de la présente convention et de l'avenant annuel, la structure artistique pourra adresser pour examen à la Direction régionale des affaires culturelles Languedoc-Roussillon une demande subvention destinée exclusivement à la mise en œuvre du projet (rémunération et défraiement des intervenants - hors jury du baccalauréat-, billetterie cinéma/festivals).

Le théâtre Jean Vilar s'engage, après obtention de la subvention de la DRAC, à rémunérer l'artiste par le biais de sa compagnie pour 45h x 50 € soit 2 250 €

Le lycée s'engage à rémunérer l'artiste par le biais de sa compagnie pour 45h x 50 € soit 2 250 €.

III- Evaluation et suivi

Les parties s'engagent à ce que l'équipe pédagogique et les professionnels intervenants se réunissent en compagnie de la structure artistique au moins deux fois par an et se tiennent régulièrement informés du déroulement du projet.

Elles adressent au Rectorat (DAAC et IPR) et à la Direction régionale des affaires culturelles l'avenant annuel tel que défini dans la présente convention. Les éléments de bilan fournis pourront faire l'objet d'échange en commission académique de suivi.

L'évaluation de la qualité artistique et pédagogique de l'enseignement sera menée par le Rectorat et la Direction régionale des affaires culturelles sur la base des informations qui lui seront adressées ainsi que sur celle de leurs visites in situ.

IV- Durée et effet de la convention

La présente convention est établie pour une durée de trois années (2015 – 2018). Elle s'exécutera conformément aux dispositions énoncées et aux textes réglementaires en vigueur.

Toute modification substantielle, humaine, matérielle ou financière des opérations programmées doit être acceptée par les deux signataires et faire l'objet d'un nouvel avenant à la convention, qui sera soumis au Rectorat et à la Direction régionale des affaires culturelles.

A l'issue de sa période d'application, les partenaires proposent le renouvellement ou non de la présente convention sur la base du bilan des trois années écoulées.

Le renouvellement ou le changement du partenaire culturel est soumis pour validation à la Direction régionale des affaires culturelles du partenaire culturel. La Drac examine sa capacité à accompagner un enseignement artistique au regard de sa place dans l'actualité de la création et de la diffusion. En cas d'avis négatif, il appartient au chef d'établissement de proposer un nouveau projet établi avec un autre partenaire.

Une réflexion concertée du chef d'établissement avec la DAAC, l'Inspection et la DRAC pourra à cet égard faciliter en amont la détermination éclairée du partenariat.

La présente convention peut être résiliée :

- soit par entente amiable,
- soit par un seul signataire qui fera part de son intention à l'autre partie et au Rectorat et à la Direction régionale des affaires culturelles, en respectant un délai de six mois.

La présente convention est caduque en cas de fermeture de l'enseignement sur décision du Recteur.

V- Documents annexes

Sont annexés à la présente convention les documents suivants :

- l'avenant annuel
- le projet d'actions de la structure artistique et sa programmation annuelle
- le volet culturel du projet de l'établissement (*en cours d'élaboration*)
- l'inventaire du matériel utile au fonctionnement de l'enseignement
- éventuellement la convention d'occupation des lieux utilisés pour l'enseignement.

Fait à Montpellier, le 10 novembre 2015,

En 4 exemplaires à destination des deux signataires, du Rectorat de l'Académie de Montpellier et de la Direction régionale des affaires culturelles Languedoc-Roussillon.

Pour la Ville de Montpellier,
Le Maire,

Philippe SAUREL

Pour le Lycée Frédéric Bazille
Le chef d'établissement,

Jean-Louis CUNG





Avenant à la convention pluriannuelle de partenariat dans le cadre d'un enseignement artistique

Année scolaire 2015 - 2016

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Montpellier, N° Siret : 213 401 722 017 87 code APE : 8411Z, domiciliée 1 place Georges Frêche – 34 267 Montpellier Cedex 2, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 24 avril 2014,
Licence d'entrepreneur de spectacles : 1 – 108 22 19 ; 2 - 108 22 34 ; 3 – 108 22 35,
N° de TVA intracommunautaire : FR 37213401722,
désignée ci-après par le terme « le Théâtre Jean Vilar » d'une part,

Et

Le Lycée Frédéric Bazille - Agropolis
3224 route de Mende
34090 Montpellier
Représenté par son chef d'établissement Monsieur Jean-Louis CUNG
Ci-après dénommée "Le Lycée Frédéric Bazille " d'autre part,

PREAMBULE

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

L'option facultative théâtre au sein du lycée Frédéric Bazille est un axe fort du projet d'éducation artistique et culturelle de cet établissement. Cet enseignement optionnel est fortement relié aux autres activités culturelles et artistiques telles que l'occitan et la danse.

Pour l'année scolaire 2015-2016, un projet pluridisciplinaire se met en place regroupant l'option facultative théâtre et l'option facultative occitan.

Le support choisi : *Les Histrions* de Marion Aubert. Cette œuvre paraît propice à l'ouverture d'un projet transversal.

L'atelier de pratique théâtrale d'une durée totale de 90 heures, lié à l'option théâtre, est encadré par une comédienne de la compagnie Les poupées rousses.

Dans le cadre de l'option facultative théâtre, les partenariats avec des structures culturelles sont particulièrement recherchés comme vecteur d'ouverture culturelle pour les élèves ; ils pourront découvrir la pluralité des regards et des imaginaires, développer leur esprit critique et ainsi se construire leur propre vision du monde.

Le Théâtre Jean Vilar a pour mission de collaborer au maillage social et culturel du quartier de la Mosson. Une de ses dominantes est son implication en matière d'éducation artistique et culturelle.

Pour le bon déroulement du projet, le choix a été fait de travailler avec une comédienne ayant une réelle activité de création, et dont le projet artistique permet d'explorer différentes formes d'art. La participation des artistes doit sortir de l'habituelle logique d'intervention sous forme d'atelier, et nourrir leur propre recherche.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre le lycée Frédéric Bazille et le Théâtre Jean Vilar pour la bonne réalisation de l'option facultative théâtre citée en préambule, et plus particulièrement pour ce qui concerne l'année scolaire 2015-2016.

Dans ce cadre, les élèves de l'option facultative théâtre assisteront aux spectacles suivants programmés dans la saison 2015-2016 du Théâtre Jean Vilar :

- *Insomnia* / Compagnie Kenji : répétition ouverte et rencontre avec l'équipe artistique
- *Monsieur de Pourceaugnac* / Compagnie de l'Astrolabe
- *Risk* / Compagnie L'interlude
- *Hansel et Gretel* / Compagnie La Cordonnerie

Les élèves découvriront également le Théâtre Jean Vilar et les métiers du spectacle vivant par le biais d'une visite pédagogique du lieu et d'une rencontre avec son équipe.

Déroulement de l'atelier de pratique et planning prévisionnel :

- Octobre à mai : atelier de pratique sur la base de 3 heures hebdomadaires.
- Courant mars 2016 : Présentation d'une étape du travail au lycée Frédéric Bazille (invitations pour les classes du lycée).
- Du 23 au 27 mai 2016 : les élèves seront accueillis dans le cadre de la Cour des arts au théâtre Jean Vilar de Montpellier. Les modalités d'organisation seront fournies ultérieurement.
- Mai 2016 : Présentation publique pendant la semaine Agrofestivalis.

L'encadrement de l'atelier de pratique est assuré par la comédienne Julie Méjean les mercredis de 13h à 16h.

Les élèves d'occitan participeront au projet en enregistrant leur voix. Ce chœur sera inséré dans le scénario de la pièce de théâtre.

Cette intervention se déroulera après les vacances de Noël sur 4 séances de 2h, le jeudi de 13h à 15h. Elle sera assurée par Camille Martel de la Compagnie Oxivent qui percevra une rémunération du lycée.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'année scolaire 2015-2016, pour la période allant de la date de sa signature par les deux parties jusqu'au 31 mai 2016.

Article 3 – Engagements du Théâtre Jean Vilar

Le Théâtre Jean Vilar s'engage à verser, sous condition de l'obtention de la subvention de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), à la compagnie Les Poupées rousses de l'option facultative théâtre un apport financier sur présentation de facture, pour l'intervention de Julie Méjean.

La compagnie assurera la rémunération, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché à l'élaboration et à la réalisation des ateliers. Elle sollicitera le cas échéant et en temps utile, les autorisations pour l'emploi, de mineurs ou d'artistes étrangers auprès des autorités

compétentes.

Il est précisé que la compagnie s'engage à respecter les obligations qui résultent de la réglementation du droit du travail français. L'article D. 8222-5 du code du travail et les articles L.1221-10 (déclaration préalable à l'embauche), L.3243-2 et R.3243-1 (bulletin de paie) du code du travail français par application de l'article D. 8222-5 de ce même code.

Le calcul de la somme due est effectué sur la base de 50€ / heure :

- Compagnie Les poupées rousses : 2 250 € correspondant à 45h d'intervention et 750 € pour 15h d'intervention concernant la participation des élèves à La Cour des Arts, soit un montant total de 3 000 € TTC.

La somme totale versée par le Théâtre Jean Vilar est de 3 000 € TTC.

Le Théâtre Jean Vilar s'engage à organiser l'accueil des élèves aux différents spectacles et proposer un accompagnement pédagogique.

Article 4 – Engagements du lycée

Le Lycée Frédéric Bazille s'engage à verser à la compagnie pour son intervention un apport financier.

La compagnie assurera la rémunération, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché à l'élaboration et à la réalisation des ateliers. Elle sollicitera le cas échéant et en temps utile, les autorisations pour l'emploi, de mineurs ou d'artistes étrangers auprès des autorités compétentes.

Il est précisé que la compagnie s'engage à respecter les obligations qui résultent de la réglementation du droit du travail français. L'article D. 8222-5 du code du travail et les articles L.1221-10 (déclaration préalable à l'embauche), L.3243-2 et R.3243-1 (bulletin de paie) du code du travail français par application de l'article D. 8222-5 de ce même code.

Le calcul de la somme due est effectué sur la base de 50€ / heure :

Compagnie Les poupées rousses : 2 250 € correspondant à 45h d'intervention

La somme totale versée par le Lycée Frédéric Bazille est de 2 250 € TTC.

Le Lycée Frédéric Bazille s'engage à tout mettre en œuvre pour permettre un bon déroulement des activités autour de l'option, notamment :

- veiller au bon déroulement des inscriptions des élèves en termes de communication et de suivi administratif ;
- permettre aux élèves de sortir de l'établissement pour se rendre au Théâtre Jean Vilar.
- participer aux financements des sorties culturelles.
- mettre à disposition une salle spacieuse et adaptée à la pratique théâtrale.
- valoriser, au sein de l'établissement et vers l'extérieur, les activités et productions théâtrales des élèves de l'option par les moyens de communication appropriés.

Concernant la rémunération de l'intervenant pour la partie occitan, elle fera l'objet d'une convention propre faisant apparaître le financement.

Article 6 – Assurances

Le Lycée Frédéric Bazille est tenu d'assurer contre tous les risques, y compris lors du transport, le personnel et tous les objets leur appartenant, qu'il a sous sa garde, ou appartenant au personnel et ce pendant toute la durée des activités liées au projet et dégage le Théâtre Jean Vilar de toute responsabilité sur ce point.

Le Théâtre Jean Vilar déclare avoir souscrit une police d'assurance couvrant les dommages pouvant advenir du fait des activités liées à la réalisation du projet dans son lieu, tant aux biens qu'aux personnes, ainsi que les dommages pouvant être causés aux tiers ou au personnel et biens du Théâtre Jean Vilar et de tout intervenant du projet.

Le Théâtre Jean Vilar déclare assumer les risques qui lui incombent du fait des interventions dans son lieu.

Le Théâtre Jean Vilar déclare qu'en aucun cas il ne sera tenu responsable des vols qui auraient lieu dans les locaux mis à la disposition du Lycée Frédéric Bazille, des artistes et du personnel attachés aux spectacles.

Article 7 – Résiliation ou suspension de la convention

Le présent contrat se trouverait suspendu, résolu ou résilié de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure.

L'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des parties ayant pour conséquence l'annulation du projet entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre, outre le cas échéant une indemnité compensatrice à définir entre les parties, une indemnité égale au montant des frais payés ou à payer à la date de rupture du présent contrat par la partie victime de l'inexécution.

Article 8 – Litige

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation de la présente convention, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit de la présente convention. A défaut, les juridictions du ressort de la Cour d'Appel de Montpellier seront seules compétentes.


Fait à Montpellier, le 10 novembre 2015,

En 4 exemplaires à destination des deux signataires, du Rectorat de l'Académie de Montpellier et de la Direction régionale des affaires culturelles Languedoc-Roussillon.

Pour la Ville de Montpellier,
Le Maire,

Philippe SAUREL

Pour le Lycée Frédéric Bazille,
Le Proviseur,

A blue ink signature, appearing to read 'CUNG', written over a horizontal line.

Jean-Louis CUNG



Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Aménagement des Archives de la Ville de Montpellier Mandat de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (S.A.A.M.). Remplacement d'un membre du jury de maîtrise d'oeuvre

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n°2015/524 du 17 décembre 2015, la Ville de Montpellier a approuvé la constitution d'un jury pour la désignation du maître d'œuvre chargé de la réhabilitation du bâtiment des anciennes Archives départementales de l'Hérault.

Un des membres suppléants de ce jury, Madame Khanthaly Phouththasang, a depuis cette désignation remis sa démission du Conseil municipal ; il convient donc de la remplacer au sein du jury.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De désigner un nouvel élu suppléant dans cette instance,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A été élue :

- Michèle DRAY-FITOUSSI

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Attribution de subventions au Fonds d'aide à la création musicale Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin d'aider des projets musicaux spécifiques, la Ville de Montpellier a décidé, depuis 2009, de mettre en place le Fonds d'Aide à la Création Musicale (F.A.C.M.). Ce fonds s'adresse à des artistes professionnels ou en voie de professionnalisation, il entend apporter une aide financière à la création de spectacles et à l'enregistrement d'œuvres musicales. Il s'inscrit plus largement dans une volonté d'aider la musique à travers un soutien aux salles de concerts et à la diffusion. Le Fonds d'Aide à la Création Musicale est un dispositif unique dans ces objectifs car il valorise des projets musicaux originaux et créatifs sur des critères artistiques et pas uniquement commerciaux comme c'est souvent le cas dans ce secteur.

Cette année 2016 confirme une montée en puissance et en gamme de ce dispositif qui est à présent repéré par les groupes et les chanteurs de Montpellier. La qualité des propositions est au rendez-vous, le F.A.C.M. joue bien le rôle qui est le sien, aider les professionnels à travailler correctement en leur donnant des moyens financiers ciblés et accrus. Depuis sa création le nombre de dossiers déposés est en constante augmentation.

Le dispositif 2016 profite autant à des artistes locaux reconnus y compris à l'international, qu'à des artistes émergents déjà repérés par la presse lors de concerts.

Sur 34 dossiers déposés en 2016, 18 ont été retenus : 15 en enregistrement d'album et 3 en création de spectacle.

L'attribution de ces subventions repose sur une étude spécifique annuelle et les aides proposées ne peuvent être accordées deux années consécutives. Cette aide est par ailleurs cumulable avec les autres subventions des Collectivités Territoriales et de l'État.

Il est proposé dans le cadre du Fonds d'Aide à la Création Musicale de proposer d'attribuer une subvention aux dix-huit associations figurant dans le tableau ci-après, pour un montant total de 34 500 euros.

Code Association	Type d'aide	Nom de l'association	Nom de l'artiste ou du projet	Subvention 2016
382	Enregistrement	Jules Sonic Prod	Jungle box	2 000
412	Création de spectacle	Intensité	Maguelone Vidal	2 000
1461	Enregistrement	Collectif Koa	Flak	2 000
2046	Enregistrement	La Soliles	Imbert Imbert	2 000
2254	Enregistrement	Be fast	Atomics Rotors	2 000
3064	Enregistrement	Lâche les mots	Heritage GK	2 000
4923	Enregistrement	280 communications	De Stijl	2 000
4956	Création de spectacle	Musique en mouvement	Doudou Gouirand	2 000
5319	Enregistrement	Klub Klamauk	Rose Betty Club	2 000
5361	Enregistrement	L'oreille électrique	Electric Pop Art Ensemble	2 000
5371	Enregistrement	La Compagnie Ribosome	Natacha Belem	2 000
5861	Enregistrement	Acord production	Vox	2 000
6132	Création de spectacle	Collectif la Marmite	Collectif la Marmite	2 000
6431	Enregistrement	Loufla	Perfect Hand Crew	1 500
6447	Enregistrement	Le petit chat noir records	Kursed	2 000
6474	Enregistrement	Poussin Music	Poussin	1 000
6478	Enregistrement	Nelly productions	Tana & the pocket philharmonic	2 000
6481	Enregistrement	Les chats noirs	Heart of Wolves	2 000
			TOTAL	34 500

En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

- de proposer l'affectation des subventions telle que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des lettres d'engagement ;

- de prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Ville, chapitre 923, nature 6574, ligne de crédit 1596 pour un montant total de 34 500 € ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces lettres d'engagement et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :
Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier – Pavillon Populaire et Air France – Direction régionale Méditerranée

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En 2015, la Ville de Montpellier et Air France Direction régionale Méditerranée ont conclu un accord de partenariat visant à mettre en valeur les expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire, mais aussi à en réduire les frais de production.

Il est aujourd'hui proposé, par la Ville de Montpellier et par la Direction Régionale Méditerranée d'Air France, de renouveler pour un an ce partenariat.

Au titre de cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- Apposer le logo Air France sur tous les documents de communication liés aux expositions du Pavillon Populaire,
- Mettre à la disposition d'Air France des affiches, cartons d'invitation, flyers, livrets d'aide à la visite et 20 catalogues de chaque exposition, pour une valeur d'environ 500 euros minimum,
- Mettre à disposition à titre gracieux le Pavillon Populaire, sans conséquence dommageable pour le public, afin de permettre à la Direction Régionale d'Air France l'organisation de soirées privatives événementielles.

En contrepartie, Air France s'engage à fournir à la Ville de Montpellier :

- Un tarif préférentiel sur l'ensemble des billets liés à l'exposition,
- Une dotation de dix billets d'avion minimum pour l'acheminement des différents intervenants (artistes, commissaires d'exposition, ayants-droits...)
- Un tarif préférentiel pour le fret,
- Deux cartes Flying Blue Gold, pour le Directeur artistique et pour la chargée de production du Pavillon Populaire, amenée à voyager avec lui pour la mise en œuvre administrative du projet ;

Compte tenu de l'intérêt de ce partenariat pour la Ville de Montpellier et Air France, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de partenariat jointe en annexe,
- D'imputer les dépenses correspondantes au budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

ACCORD DE PARTENARIAT

ENTRE

LA VILLE DE MONTPELLIER - PAVILLON POPULAIRE

ET

AIR FRANCE – DIRECTION REGIONALE MEDITERRANEE

PÉRIODE DE VALIDITÉ :

Du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016

Cet accord (y compris toutes les annexes, ci-après dénommé l'« Accord ») est conclu par et entre les parties suivantes :

Société AIR FRANCE

Société Anonyme, au capital de 126 748 775 Euro, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro 420 495 178, et dont le siège social est situé au 45 rue de Paris, 95747 Roissy CDG Cedex, France,
représentée par **Monsieur Philippe MAUDET**
Ci-après désignée « Air France » ou « AF » ;
Air France sera ci-après désignée « le Transporteur »

D'une part,

et

La Ville de Montpellier, immatriculée sous le numéro de Siret 213 401 722 01787 dont le siège social est situé 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 2,
représentée par **Monsieur Philippe SAUREL**, Maire agissant ès-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2016.
ci-après désignée « Ville de Montpellier »

D'autre Part,

Le Transporteur et la « Ville de Montpellier » seront ci-après dénommés individuellement et/ou collectivement la ou les « Partie(s) ».
En conséquence, le Transporteur et la « Ville de Montpellier » conviennent ce qui suit :

PREAMBULE

Depuis 2014, la Ville de Montpellier et Air France Direction Régionale Méditerranée ont noué un partenariat visant à assurer les transports d'œuvres et de personnes des expositions présentées au Pavillon Populaire, Espace d'art photographique de la Ville de Montpellier

Article 1 - Définitions

Les termes auront pour signification celle qui leur est conférée à l'Annexe 1 ou celle définie par ailleurs dans l'Accord pour l'ensemble de la programmation 2016 soit **3 évènements** :

16 mars au 29 mai 2016	Hélène Hoppenot. Le monde d'hier. 1933-1955 Commissariat d'Alain Sayag, conservateur honoraire du Centre Pompidou
29 juin au 25 septembre 2016	Elina Brothérous. "La lumière qui vient du Nord" Commissariat de Gilles Mora
19 octobre au 22 janvier 2016	Louise Dahl-Wolfe. L'élégance en continue. Commissariat de Oliva Maria Rubio et Gilles Mora

Article 2 – Objet de l'Accord

2.1. L'Accord a pour objet de définir les conditions tarifaires dans lesquelles la « Ville de Montpellier » pourra voyager sur les lignes du Transporteur.

2.2. L'offre tarifaire du Transporteur est constituée :

- De remises a priori : de remises à l'émission déterminées en pourcentages de réduction sur les Tarifs Publiés (au départ de France) en vigueur lors de l'émission des Billets (hors taxes et frais de service), sur vols Air France (code 057). Ces remises sont des taux garantis à la « Ville de Montpellier » pendant toute la durée de l'Accord.

2.3. Les billets seront utilisables uniquement par les Voyageurs Éligibles.

2.4. Le Transporteur se réserve le droit de vérifier l'appartenance à la « Ville de Montpellier » de toute personne voyageant en possession de tels billets.

2.5. Les remises ne s'appliqueront qu'aux parcours commencés pendant la durée de l'Accord.

Article 3 - Réservation et Emission

3.1. Les Voyageurs Éligibles effectueront leurs réservations par le biais de :

Agence Air France - 3 Rue de la République 13002 Marseille

(sous réserve du paiement des frais de service correspondant).

Responsable de l'équipe : Cyrille Marie

☎ 04.91.55.78.05

L'équipe dédiée : Service Société

☎ 04.91.55.77.99

@ mail.societes.republique@airfrance.fr

3.2. La « Ville de Montpellier » sera tenue pour responsable de toute utilisation abusive des billets et dédommagera le Transporteur sur la base du plein tarif applicable au trajet ayant fait l'objet d'utilisations abusives (déduction faite des montants déjà versés par la « Ville de Montpellier »). L'« utilisation abusive » inclut, sans toutefois s'y limiter :

- 1) L'utilisation d'un billet ou d'un coupon de vol pour un voyage non autorisé par les termes et conditions s'appliquant à ce billet ou coupon,
- 2) La permission accordée à une personne autre qu'un Voyageur Éligible d'utiliser les Billets achetés dans le cadre de l'Accord,
- 3) L'utilisation de coupons d'un billet papier ou électronique dans un ordre différent de la séquence prévue dans le billet à l'émission,
- 4) Le fait de commencer un voyage à partir de l'un des points de stopover ou à l'une des escales intermédiaires sans utiliser le premier coupon

3.3. Il appartient à « la Ville de Montpellier » de se rapprocher de l'Agence Air France de Marseille (telle que définies en Article 3) pour s'informer des conditions applicables au jour de l'émission du Billet.

Article 4 - Obligations de la « Ville de Montpellier »

4.1 Référencement

« La Ville de Montpellier » s'engage à référencer et à promouvoir le Transporteur parmi ses transporteurs préférentiels sur tous ses sites et auprès de tous ses Voyageurs Éligibles, par tout moyen utile (incluant, sans toutefois s'y limiter, les outils de réservation en ligne - *Self Booking Tools* -, les guides de voyage, les supports de communication interne, les brochures, l'intranet, etc.).

La « Ville de Montpellier » s'engage à se conformer aux règles de communication du Transporteur lorsqu'elle utilise le nom, le logo ou la marque commerciale du Transporteur, en respectant les chartes graphiques respectives officielles du Transporteur.

Article 5 – Référence client

Pour pouvoir bénéficier des conditions définies par le présent accord, l'ensemble de la billetterie émise pour le compte du Client par l'agence désignée, doit comporter la référence client qui est :

PAVPOP (oin)

Article 6 – Confidentialité

6.1. L'Accord et les remises accordées à « la Ville de Montpellier » sont des informations confidentielles. Sauf si la loi l'exige, aucune des Parties ne pourra divulguer l'existence ou les termes et conditions de l'Accord à quiconque (à l'exception de l'Agence de voyages désignée) sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie.

6.2. Les obligations de l'Article 6 s'appliqueront pendant la durée de l'Accord et pendant une période de deux (2) ans après l'expiration ou la résiliation de l'Accord, pour quelque raison que ce soit.

Article 7 - Durée et résiliation

7.1. L'Accord prend effet à compter du **1^{er} janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016** pour l'ensemble des remises en vigueur à compter de la date de signature de l'Accord.

7.2. En outre, le Transporteur pourra résilier de plein droit l'Accord sans préavis, si les termes et conditions de l'Accord étaient divulgués par la « Ville de Montpellier ».

7.3. Chacune des Parties pourra résilier de plein droit l'Accord si l'autre Partie, ci-après dénommée « Partie défaillante », ne remplit pas l'un des termes et conditions de l'Accord et qu'il ne peut être remédié à ce manquement, dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification écrite donnée par la Partie lésée.

7.4. Dans le cas où l'Accord serait remis en cause par une instance gouvernementale sur quelque aspect que ce soit, l'Accord pourra être résilié de plein droit immédiatement par l'une ou l'autre des Parties.

Article 8 – Litiges

8.1. En cas de différend entre le Transporteur et la « Ville de Montpellier » concernant l'interprétation, l'exécution ou les suites de l'Accord, les Parties s'engagent à faire tous leurs efforts pour parvenir à un règlement amiable.

8.2. Toutefois, si les Parties ne parviennent pas à un accord à l'amiable dans un délai d'un mois après la notification du différend par l'une à l'autre Partie, le différend sera soumis au « Tribunal de Commerce de Paris »

8.3. Le Contrat est régi par la loi française.

Article 9 – Notifications

9.1. Le représentant de la « Ville de Montpellier » responsable de la gestion de l'Accord est :

NOM : Direction de la Culture et du Patrimoine – Ville de Montpellier

Nom du référent Ville : Natacha FILIOL

ADRESSE : 1 Place Georges Frêche

☎ : 04 67 34 88 87

@ : natacha.filiol@ville-montpellier.fr

Le représentant du Transporteur est :

NOM : Philippe MAUDET

TITRE : Directeur Régional Méditerranée Air France

CMCI 2 Rue Henri Barbusse BP62189 13207 Marseille Cedex 01

☎ : 04.95.09.97.10

fax : 04.95.09.97.00

@ : caruxton@airfrance.fr

9.2. Chaque Partie est autorisée à changer de représentant, à condition d'en informer l'autre Partie au préalable par écrit en indiquant les renseignements susmentionnés.

9.3. Toutes les notifications écrites de « la Ville de Montpellier » doivent être envoyées au(x) représentant(s) susmentionnés.

Article 10 - Divers

10.1. L'ensemble des dispositions de l'Accord et de ses Annexes constitue l'intégralité de l'Accord entre les Parties eu égard à son objet et annule tout engagement, déclaration, négociation, communication, orale ou écrite, acceptation, entente et accord préalable entre les Parties, relatifs aux dispositions auxquelles cet Accord s'applique.

10.2. Toute modification apportée à l'Accord doit être effectuée par écrit et signée par les Parties.

10.3. Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir à un moment donné d'une disposition quelconque de l'Accord ou de sa violation, ne peut être considéré comme valant renonciation au bénéfice de cette disposition ou de cette violation.

10.4. Aucune des Parties ne pourra procéder à la cession ou transmission totale ou partielle de l'Accord, sauf accord préalable et écrit de l'autre Partie. Tous les droits, recours et obligations définis à l'Accord s'appliquent uniquement aux Parties et à leurs successeurs et cessionnaires autorisés sans qu'aucune partie tierce ne puisse en bénéficier.

10.5. Les termes et conditions de l'Accord seront réputés nuls et non avenus s'ils ne sont pas signés, paraphés sur chaque page et retournés au représentant du Transporteur désigné à l'Article 9 ci-dessus, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de présentation définie ci-dessous.

Date de présentation :

Pour
La Ville de Montpellier

Pour
Air France

Nom : **Philippe Saurel**
Titre : **Maire**

Nom : **Philippe Maudet**
Titre : **Directeur Régional Méditerranée**

Fait à :
En deux exemplaires

Fait à : Marseille
En deux exemplaires

Le

Le

Signature

Signature

Annexe 1: Définitions

1. « Accord » désigne le présent accord commercial comprenant toutes les annexes et avenants dûment signés par les Parties.
2. « Annexe » désigne toute annexe de l'Accord.
3. « Billet » signifie un document de vol acheté par la « Ville de Montpellier » dans le cadre de l'accord et émis conformément aux conditions définies dans l'accord (et notamment l'article 3 ci-dessus), à un tarif publié ou à un tarif négocié partenariat (selon le cas) ou le cas échéant, à un tarif abonné.
4. « Chiffre d'Affaires au Transport » (ou « CAT ») désigne le chiffre d'affaires généré et transporté sur titres des transporteurs émis en France Métropolitaine et sous les numéros de vols AF. Le Chiffre d'Affaires au Transport exclut les taxes, les billets remboursés, les billets non utilisés, les EMD et autres frais.
5. « CA Cartes d'abonnement » désigne le chiffre d'affaires annuel généré par l'achat des cartes d'abonnement par la « Ville de Montpellier ».
6. « CAT abonnés » désigne CAT annuel généré par l'utilisation des cartes d'abonnement.
7. « Filiales » désignent les sociétés de la « Ville de Montpellier » au sens de l'article L233-1 du Code de Commerce listées en Annexe 3.
8. Les EMD sont des bons pour diverses prestations émis soit par Air France soit par KLM.
9. « Origine-Destination » désigne un parcours réalisé entre une ville d'origine et une ville de destination par un Voyageur éligible.
10. « RBD » ou « Reservation Booking Designator » signifie la classe de réservation.
11. « Référence Client » correspond à une référence unique inscrite dans la case Référence Client, qui est notamment utilisée pour suivre la consommation de la « Ville de Montpellier ».
12. « Remise a priori » désigne une remise appliquée sur un Tarif Publié au moment de l'émission du Billet selon les modalités définies.
14. « Tarif Négocié Partenariat » désigne un Tarif Publié sur lequel a été appliqué une Remise a priori.
15. « Tarif Publié » désigne un tarif public du Transporteur hors frais et taxes.
16. « Tarifs Abonnés » : Tarifs Publiés spécifiques accessibles uniquement aux porteurs d'une carte d'abonnement Air France.
17. « Voyageurs Eligibles » désignent les salariés de la « Ville de Montpellier » voyageant pour affaires ou tout autre passager voyageant pour affaires pour le compte de la « Ville de Montpellier » et dont le Billet est payé directement par la « Ville de Montpellier ».
18. « Long Courrier » désigne l'ensemble des lignes intercontinentales du Transporteur au départ de la France Métropolitaine et à destination de l'Afrique (excepté l'Afrique du Nord), le Moyen-Orient, les Amériques, les Caraïbes, l'Océan Indien, l'Asie et l'Océanie.
19. « Afrique du Nord » désigne l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.
20. « Moyen-Courrier » : désigne l'ensemble des lignes des Transporteurs au départ de la France Métropolitaine et à destination de l'Europe et de l'Afrique du Nord.
21. « Court Courrier » : désigne l'ensemble des lignes domestiques Métropolitaines des Transporteurs y compris de et vers la Corse.

Annexe 2 : Contreparties

« La Ville de Montpellier » propose d'apposer le logo d'Air France sur tous les outils de communication dont elle dispose et qu'elle édite pour les événements couverts par cet accord :

3 formats d'affiches :

- 30 x 40 cm (imprimées et diffusées à 3 000 ex)
- 120 x 176 cm (500 ex)
- 320 x 240 cm (50 ex)

De plus, « La Ville de Montpellier » systématise un affichage sur le réseau municipal d'au moins 100 affiches : Colonnes Morris, Mupi, 400 x 300 cm.

Cartons d'invitation (format : 150 x 210 mm): La Ville de Montpellier produit à l'occasion de chaque vernissage (5000 ex) **une version papier et une version numérique du carton d'invitation**

Livret d'aide à la visite (16, 20 ou 24 pages - format : 100 x 150 mm). Depuis plus de deux ans, cet outil est créé, fabriqué et largement diffusé au sein du Pavillon Populaire. 35 000 unités sont imprimées afin que chaque visiteur puisse repartir avec son exemplaire.

La Ville de Montpellier propose de ménager un espace dédié à Air France : un visuel publicitaire d'une ou une demi-page dans ce livret, sachant que la une de ce livret reprend le visuel de l'affiche de l'exposition. Le logo apparaîtra également en une du livret.

Flyer (150 x 210 mm) un outil destiné à la diffusion extra muros, imprimé à 20 000 exemplaires. Il reprend les informations pratiques liées aux projets ainsi que les événements annexes : visites, conférences... au recto le visuel de l'exposition avec logos.

Web : La Ville de Montpellier communique également le logo Air France sur le WEB par l'intermédiaire de la page du Pavillon sur le site de la Ville et de la page Facebook du Pavillon Populaire.

Presse (papier et numérique) dans le cadre de la réalisation du dossier de presse de l'exposition : la Ville de Montpellier s'engage à dédier un espace à Air France au sein du dossier de presse et à diffuser localement et nationalement le dossier de presse. L'affiche sera également publiée dans le journal municipal *Montpellier Notre Ville* tiré à 265 000 exemplaires. La diffusion se fera par boîte à lettre, courrier et lieux publics.

Scénographie extérieure et intérieure : en habillage du bâtiment latéral gauche et droit de la façade du Pavillon (1m33 x 3m30), elle reprend le visuel de l'exposition, avec le logo Air France. Logo que l'on retrouve à l'entrée sur le mur qui présente les intentions du /des commissaires de l'exposition.

Tickets d'entrée (70 x 155 mm / imprimé à 35 000 ex) : chaque visiteur se voit remettre un ticket de comptage, à son entrée sur site, avec le visuel de l'exposition et donc le logo AF.

Catalogue de l'exposition : mention du partenariat et apposition du logo.

« La Ville de Montpellier » met à disposition d'Air France :

- 50 exemplaires de l'affiche 30 x 40 cm - 30 à livrer à l'aéroport de Montpellier (à l'attention de Claudia Picamal)
- 4 exemplaires grands formats de l'affiche 120 x 176 - 2 pour Marseille CMCi et 2 pour l'aéroport de Montpellier (à l'attention de Claudia Picamal)
- 2000 exemplaires du flyer de l'exposition - 1500 à livrer à l'aéroport de Montpellier (à l'attention de Claudia Picamal)
- 2000 exemplaires du livret d'aide à la visite - 1500 à livrer à l'aéroport de Montpellier (à l'attention de Claudia Picamal)
- 300 exemplaires papiers du carton d'invitation - 200 à livrer à l'aéroport de Montpellier (à l'attention de Claudia Picamal)
- Version WEB du carton d'invitation pour vos clients au vernissage et aux expositions
- 20 catalogues de l'exposition : nos catalogues, peuvent être adressés sous forme de cadeaux à vos clients privilégiés.

« La Ville de Montpellier » s'engage à mettre à la disposition d'Air France, à titre gracieux et dans la limite de trois prêts par an, le Pavillon Populaire pour **l'organisation de soirées privées évènementielles** à destination de leurs clients ou de leurs partenaires. Certaines conditions de respect des œuvres et des publics devront être observées, notamment :

- Le respect des conditions de conservation des œuvres (absence de boisson à l'intérieur des salles d'exposition...) ;
- Le respect de la scénographie ;
- Le respect des conditions de sécurité de l'équipement ;
- Le respect des horaires d'ouverture au public du Pavillon Populaire lors de la préparation et de la tenue de la soirée.

Lors de ces rencontres, la Ville de Montpellier assurera l'accueil des publics, ainsi qu'une présentation de l'exposition en cours par le directeur artistique ou le commissaire de l'exposition, ou, en leur absence, le responsable de la médiation des lieux d'art de la Ville de Montpellier.

En complément du présent contrat de partenariat, la Direction Régionale Méditerranée d'Air France met à disposition de la Ville de Montpellier :

- 2 cartes Flying Blue Gold pour M. Gilles Mora et Mme Natacha Filiol.
- Une dotation de 10 billets d'avions (4 moyen-courriers ; 6 court-courriers) pour l'acheminement des éventuels intervenants.
- Relais de l'exposition sur la page régionale du site web airfrance.fr pendant la durée des différentes expositions

Annexe 3 : Périmètre « Ville de Montpellier » valable du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016

L'accord s'appliquera uniquement à « La Ville de Montpellier » et concernera uniquement les projets du Pavillon Populaire, lieu d'exposition photographique.

Annexe 4 : Remises a priori sur des Excédents de Bagages valables du 1^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2016

1. Conditions

Le poids maximum d'Excédent de Bagages autorisé par vol au taux défini dans l'accord est limité à un poids total de 300 kg par vol AF opéré par AIR FRANCE, quel que soit le nombre de Voyageurs Eligibles voyageant sur le vol concerné.

Au-delà de ces 300 kg, « La Ville de Montpellier » acquittera le tarif public applicable à la date du départ.

AIR FRANCE se réserve le droit, à tout moment, de limiter le poids d'Excédents de Bagages accepté si la capacité totale de l'avion est déjà atteinte.

« La Ville de Montpellier » devra réserver les disponibilités d'Excédents de Bagages soixante-douze (72) heures avant le vol concerné selon les conditions définies en Annexe 4

Le règlement des Excédents Bagages s'effectuera par « La Ville de Montpellier » directement auprès du Service Excédents de Bagages d' AIR France situé à l'aéroport Charles De Gaulle Terminal 2 D dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de la facture envoyée par AIR FRANCE à « La Ville de Montpellier ».

L'acceptation des bagages et notamment des Excédents de Bagages par AIR FRANCE est soumise aux conditions générales de transport Passagers et Bagages d' AIR FRANCE, disponibles sur simple demande auprès des services AIR FRANCE.

2. Modalités d'Application

Dès la signature par les Parties de l'Accord, celui-ci est transmis par Air France au service Bagages d'Air France de l'Aéroport de Charles De Gaulle.

A réception de l'Accord, le Service Excédent de Bagages d'Air France de CDG2 contacte « la Ville de Montpellier » pour mettre en place la procédure de règlement.

Lors des déplacements des Voyageurs Eligibles, « La Ville de Montpellier » devra contacter le Service Excédent de Bagages d'Air France de CDG2 dans un délai minimum de 72 heures avant le vol concerné afin de vérifier les disponibilités.

Le service Excédent de Bagages d'Air France donnera un rendez-vous à « La Ville de Montpellier » pour l'enregistrement si nécessaire et informera « La Ville de Montpellier » des formalités à accomplir auprès du service des Transports Exceptionnels.

Les coordonnées du Service Bagages d'Air France à CDG2 sont les suivantes:

Tél : 01.48.64.32.40

Fax : 01.48.64.01.24

E-mail : democci@airfrance.fr yvbernier@airfrance.fr carondel@airfrance.fr

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Comédie du Livre 2016 Rémunération des écrivains et prise en charge des frais d'accueil des différents intervenants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les 27, 28 et 29 mai 2016 aura lieu la 31^e édition de la Comédie du Livre. Cette manifestation littéraire organisée par la Ville de Montpellier constitue un important soutien à la vie littéraire et aux différents acteurs de la chaîne du livre, au premier rang desquels la librairie indépendante.

La Comédie du Livre accueillera cette année plus d'une trentaine d'écrivains transalpins et une centaine d'auteurs et illustrateurs dans le cadre de la programmation générale. Ces auteurs rencontreront les publics scolaires et participeront à une riche programmation de rencontres, de tables rondes et de lectures durant les trois jours de l'événement.

La Ville de Montpellier prendra en charge l'intégralité des frais de transport, d'hébergement et de restauration de ces auteurs et des professionnels du livre (10 interprètes et traducteurs, 5 éditeurs, 15 modérateurs...) qui participeront à la manifestation, pour un montant maximum de 120.000 €.

Conformément aux recommandations du Centre National du Livre (CNL), tous les auteurs participant à des rencontres seront rémunérés pour leurs interventions, selon la grille tarifaire établie par le Centre National du Livre, pour un montant maximum global de 50.000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les dépenses relatives à la prise en charge des frais de transports, d'hébergement et de restauration des différents intervenants ainsi que la rémunération des écrivains participant à la Comédie du Livre 2016.
- de prélever ces dépenses sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 923.

i - d'autoriser Monsieur le Maire, ou Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Culture et Patrimoine Attribution de subventions à des associations culturelles Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Au titre de sa politique culturelle, la Ville de Montpellier encourage et accompagne les structures culturelles associatives portant leurs projets sur le territoire montpelliérain.

L'accès à la culture est à nos yeux l'un des fondements de l'épanouissement intellectuel, de l'éducation et du lien social pour les Montpelliérains, dont l'impact économique et social est essentiel pour notre commune.

L'engagement du tissu associatif et des acteurs culturels en faveur de la sensibilisation, de l'accès des publics au patrimoine culturel et à la création artistique montpelliéraine est l'un des piliers de la vitalité culturelle de notre ville.

Arts plastiques, culture scientifique et technique, littéraire et la danse sont autant de domaines d'intervention soutenus par la Ville de Montpellier.

Afin d'assurer la transparence de notre action en faveur du tissu associatif, nous soutenons des projets innovants et créatifs, en fonction de critères d'analyse objectifs reposant sur la dynamique urbaine des projets ou structures, la mise en œuvre d'actions en direction de tous les publics ou du jeune public, l'originalité du projet (formes innovantes ou expérimentales), la stabilité financière du projet au regard de ses objectifs et la participation financière des collectivités partenaires.

Après examen des dossiers, il est proposé aujourd'hui l'attribution de subventions aux 51 associations figurant dans le tableau ci-après pour un montant total de 208 300 € au titre de l'exercice 2016.

Code association	Nom de l'association	Nature	Montant
	ARTS PLASTIQUES		
80	Les Amis du Musée Fabre	Fonctionnement	4 000
200	Objectif Image Montpellier-Photo	Fonctionnement	1 900
771	Champ Libre	Projet	6 000
857	A la Barak Atelier de Photographie	Fonctionnement	1 000
1136	Maison de la Gravure Méditerranée	Fonctionnement	800
1659	La Sphere Oblik	Fonctionnement	500
5037	Transit Collectif Photographique	Fonctionnement	4 500
5567	Artothèque à Montpellier	Fonctionnement	800
6098	Indigo D'oc Collectif DDE Designers	Fonctionnement	500
	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE		
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	Fonctionnement	3 000
1879	Académie des Sciences et des Lettres de Montpellier	Projet	2 000
5358	Association des Cafés Géographiques de Montpellier	Fonctionnement	500
	LIVRE		
130	Friends of the Anglophone Library	Fonctionnement	400
511	Association Méridiane	Fonctionnement	800
1973	Association Les Amis du Grain des Mots	Fonctionnement	900
2242	L'oiseau Lyre	Fonctionnement	1 000
2242	L'oiseau Lyre	Projet	500
3022	Revue Souffles - Les Ecrivains Méditerranéens	Projet	500
3064	Lâche les Mots	Fonctionnement	900
5266	Squeeze	Projet	1 900
5386	Graphie	Fonctionnement	1 000
5386	Graphie	Projet	500
5860	Cie el Triciclo	Fonctionnement	900
	SPECTACLE VIVANT / Danse		
418	Association Rama	Fonctionnement	9 000
597	Hors Commerce	Fonctionnement	9 000
1113	Claquettes en Vogue	Fonctionnement	1 500
1207	Action d'Espace	Fonctionnement	2 300
1240	Satellite	Fonctionnement	1 900
1250	Association Corée'graphie	Fonctionnement	2 800
2683	Les Gens du Quai	Fonctionnement	6 600
2857	Singulier Pluriel	Fonctionnement	2 300
3104	Etre en Scène	Fonctionnement	7 100
3140	A Contre Poil du Sens	Fonctionnement	3 300
3252	Association Achles	Fonctionnement	4 700
3311	INESPERADA	Fonctionnement	4 000
3426	La Mentira	Fonctionnement	2 000
3455	Artefactdanse	Fonctionnement	1 900
3668	Compagnie Comme Ca	Fonctionnement	1 900
3961	Compagnie Aurelia	Fonctionnement	7 000
4265	Attitude	Fonctionnement	49 500
4265	Attitude	Projet	20 000

4377	Pulx	Fonctionnement	2 300
4377	Pulx	Projet	5 000
4723	Appel du Geste Actuel	Fonctionnement	1 400
4928	Association VILCANOTA	Fonctionnement	2 800
4991	Groupe Noces Danse Images	Fonctionnement	1 900
5020	Association Stella	Fonctionnement	4 000
5034	Association Chicanes	Fonctionnement	6 600
5052	Compagnie Autre Mina	Fonctionnement	4 700
5401	SECTOR SEVEN	Fonctionnement	3 000
5963	Mouvements sur la Ville	Projet	5 000
		TOTAL	208 300

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal:

- De proposer l'affectation des subventions aux associations telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des lettres d'engagement et des conventions types le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations citées ci-dessus avec la nature 6574 pour le fonctionnement ainsi que pour les manifestations et pour un montant total de 208 300 € ;
- D'approuver les lettres d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Nom de la structure:
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

Lettre d'engagement

Direction des Finances
Service Actionnariat et Partenariats
Mairie de Montpellier
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier Cedex 2

Je soussigné(e), , représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de € attribuée pour l'année 2016 par la Ville de Montpellier lors du conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant du bénéficiaire dûment habilité (Pièce n°1) et d'un relevé d'identité bancaire de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Le tableau ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2016 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, partiel ou total, au 31/12/2016.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En cas de non respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le (la) Président(e) de la Structure Bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

"Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée."

Nom de la structure: - Nature de la subvention : Intitulé du projet : Montant attribué : € Thématique :
--

**CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....

.....

.....

Considérant que les actions de la structure bénéficiaire contribuent au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'elles présentent ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de **euros**.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 versements au minimum ;

1- Un premier versement égal à 70% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire (RIB) de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure.

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)
- à remettre à la Ville :
 - * les comptes de l'année 2016 certifiés par le (la) Président(e) ou le Commissaire aux Comptes s'il a lieu
 - * Un rapport d'activité mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7: Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8: Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR UN PROJET

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du

Et :

La structure bénéficiaire , représentée par , Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire a sollicité de la Ville une subvention de euros pour le projet .

Le projet porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à :€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement de la politique de la Ville en matière de et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 18 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention accordée

Pour l'année 2016, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire une subvention d'un montant de euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du RIB de la structure (Pièce n°2).

Le tableau RIB ci-dessous doit être impérativement renseigné :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation de chacune des pièces suivantes :

- ✓ Pièce n°3 : Les comptes 2015 certifiés par le (la) Président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant,
- ✓ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2015 de la structure,
- ✓ Pièce n°5 : Un rapport final de réalisation du projet,
- ✓ Pièce n°6 : Un état définitif, signé du Président, récapitulant les recettes et les dépenses affectées au projet,
- ✓ Pièce n°7 : Un état des factures acquittées pour le projet ;

Article 5 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire s'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville les pièces énoncées à l'article 4,
- à faire apparaître l'appui de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure bénéficiaire en contactant le service de la Démocratie Participative (contact : 04 67 34 88 00)

Article 6 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 7 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 8 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi

d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Culture et Patrimoine Attribution de subventions à huit galeries associatives d'art contemporain Conventions de partenariat Exercice 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier aide au fonctionnement de galeries associatives d'art contemporain. Leur liberté de programmation et de production, leur pertinence et leur démarche d'expositions expérimentales est essentielle à la richesse, la diversité et la vitalité des offres culturelles de notre ville.

Ces associations utilisent leurs lieux pour y montrer des artistes d'envergure et participent à la promotion et à l'accompagnement de créateurs résidant à Montpellier, en particulier de créateurs émergents. Elles développent pour la plupart des logiques de travail en réseau, entre elles et avec les institutions, mutualisent souvent leurs moyens et participent à la dynamique artistique et citoyenne des quartiers dans lesquels elles sont implantées.

Elles mettent également en place une médiation, des temps de rencontre et offrent aux Montpelliérains l'opportunité de découvrir une diversité de propositions artistiques utilisant le plus souvent des procédés nouveaux sans exclure la peinture, la sculpture, le design et le dessin, permettant d'aiguiser un sens critique.

Ces lieux exposent des œuvres parfois réalisées sur place ou spécialement pour le lieu. Du reste, beaucoup d'étudiants en art y font des stages pratiques.

AL/MA

Installée depuis sept ans dans le quartier de la gare, la galerie réalise environ cinq expositions par an avec une grande rigueur plastique. Pour chaque exposition d'un artiste reconnu est présenté également le travail d'un(e) jeune plasticien(ne) montpelliérain(e) dont les œuvres sont produites par la galerie. Très encline à travailler en partenariat avec d'autres acteurs culturels, l'association AL/MA partage ses locaux avec les éditions d'art

Méridianes, ce qui permet des échanges et une vraie émulation entre artistes et auteurs. Elle produit également des expositions hors-les-murs dans la région.

Aperto

Située, depuis 2005, dans le quartier Chaptal, il s'agit d'un collectif d'artistes et d'un espace de recherche ainsi que de cours d'arts plastiques à destination d'un public adulte amateur. Ils produisent des expositions en partenariat avec l'école des Beaux-arts et l'école d'architecture dont ils sont une structure-relais. Ils font partie d'un réseau français de collectifs d'artistes. Ce lieu sert à la fois d'atelier, de salle d'exposition et de présentation d'événements – environ six par an dont certains hors-les-murs.

Boîte Noire – Unité de recherches contemporaines

C'est la plus ancienne galerie associative de Montpellier située en plein cœur de l'Écusson depuis 1988, entre la Panacée et le Musée Fabre. L'association propose quatre à cinq expositions monographiques par an sur le dessin, la photographie, la peinture et la vidéo et reçoit un public nombreux. Elle réalise un travail de médiation avec les écoles d'art et l'université Paul Valéry. Elle expose environ 50% d'artistes montpelliérains et émergents. Elle participe régulièrement à des salons européens.

Iconoscope

Lieu situé, depuis 2004 dans la rue du faubourg du Courreau, dans le local d'une ancienne agence de voyages, cette galerie est l'un des seuls lieux d'art dans le quartier Gambetta.

Trois à quatre expositions par an y sont programmées : originales et le plus souvent *in situ*, ou créées spécialement pour le lieu.

Association Vasistas

La galerie est située, depuis 1997, dans le quartier Boutonnet. La mission que s'est donnée l'association est d'initier à la présentation de leurs œuvres des étudiants en fin de cursus d'écoles d'art. Trois expositions, souvent collectives, y sont proposées dans l'année, réalisées à 50% par de jeunes artistes. Ils sont ainsi accompagnés dans la production de leurs expositions qui présentent en général des œuvres photographiques, des peintures et des vidéographies.

Galerie Annie Gabrielli

Située dans le quartier du Corum/Beaux-arts, elle est entièrement dédiée à la photographie d'art contemporaine. Suivant 18 artistes dont plusieurs montpelliérains, elle présente des projets de qualité. Il s'agit de la seule galerie dédiée à la photographie à Montpellier. Elle participe depuis sa création en 2011 à différentes activités associatives montpelliéraines autour de la photographie, telles que Les Boutographies « hors-les-murs » et le Marché photo.

En traits libres

L'atelier En traits Libres est situé rue du Terral (quartier Sainte-Anne) avec pignon sur rue. Depuis 2009, il regroupe 11 artistes référents dans la ville qui travaillent la bande-dessinée, l'illustration, les films d'animation, le graphisme et l'auto-édition. A la fois lieu de monstration et atelier, les artistes invitent des structures extérieures (éditeurs, artistes) pour des événements ponctuels. Ils participent également à des salons en France ce qui permet de montrer la richesse d'une certaine création montpelliéraine indépendante.

2L 2M (Lieu multiple Montpellier)

Créée en mai 2014, cette association a mis peu de temps à se faire repérer par le public et les professionnels. Dans son espace situé dans le quartier Boutonnet, elle propose de nombreuses expositions d'art contemporain mais aussi des rencontres et des performances. Ce nouveau lieu est à encourager.

Considérant que ce soutien à ces huit galeries participe au développement de la politique culturelle de la Ville en matière d'art contemporain et permet en outre au public montpelliérain d'aiguiser son regard critique dans ce domaine, il est proposé d'attribuer une subvention de 7 300 € à chacune des cinq premières galeries, de 1 900 euros à l'atelier En traits libres, de 1 000 € à la galerie Annie Gabrielli et de 500 € à 2L 2M (Lieu multiple

Montpellier), structure en développement, ainsi que de passer une convention de partenariat, jointe en pièce annexe.

Tableau d'attribution :

Code	Association	Nature	Montant
2159	Boîte Noire / Unité de recherches contemporaines	F	7300 €
2747	Iconoscope	F	7300 €
5019	Vasistas	F	7300 €
5036	Aperto	F	7300 €
5059	Galerie AL/MA	F	7300 €
5665	En traits libres	F	1900 €
6128	Galerie Annie Gabrielli	F	1000 €
6220	2L 2M Le lieu multiple Montpellier	F	500 €
	TOTAL		39 900 €


Les crédits seront prélevés sur la ligne 1596, nature 6574, fonction 923.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de partenariat;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2016 sur les imputations budgétaires citées ci-dessus avec la nature 6574 pour un montant total de 39 900 € ;
- D'approuver la convention de partenariat type annexée à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer ces conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Nom de la structure: -
Nature de la subvention :
Intitulé du projet :
Montant attribué : €
Thématique



CONVENTION DE PARTENARIAT TYPE

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 24 juillet 2014.

D'une part

Et

La structure bénéficiaire associationreprésentée par
....., reconduit par le Conseil d'administration ou
le bureau le

D'autre part,

PRÉAMBULE

Dans le cadre du développement artistique, la Ville de Montpellier souhaite donner toute sa place à la création artistique en matière d'arts visuels contemporains dans la cité. À cet effet elle compte aider les galeries constituées sous forme associative loi de 1901 à développer leurs activités tout au long de l'année, à faire connaître les productions des artistes qu'elles exposent –et en particulier les artistes montpelliérains– ainsi qu'à favoriser la rencontre et l'échange avec les habitants de la ville autour de l'acte artistique.

Dans cette optique, la Ville entend établir avec ces galeries un partenariat pour l'année 2016, précisant les conditions dans lesquelles s'établiront des relations fructueuses avec les associations concernées dans l'objectif général défini précédemment.

La présente convention a pour but de préciser les modalités dans lesquelles la Ville de Montpellier entend participer financièrement au fonctionnement de ces galeries.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La galerie associative.....a sollicité une subvention de euros pour son fonctionnement au titre de l'année 2016. Considérant que les actions de l'association.....contribuent au développement de sa politique en matière d'art contemporain notamment en accompagnant les artistes émergents et les artistes montpelliérains, et qu'elle présente ainsi un intérêt local en accueillant des publics, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier.

Article 2: Montant de la subvention accordée

Pour aider l'association..... à initier et développer l'activité de monstration, l'accompagnement d'artistes et la médiation auprès du public, la Ville accorde à cette association une subvention de fonctionnement d'un montant de euros.

Article 3 : Les engagements de l'association

L'association.....s'engage :

- à organiser de trois à cinq expositions et ou événements par an et à promouvoir, au moins pour la moitié, des artistes domiciliés à Montpellier et/ou qui produisent sur le territoire de la commune.
- à ouvrir son lieu au public régulièrement et gratuitement. Précisez ici les jours et l'amplitude horaire d'ouverture du lieu :
.....
.....
.....
- à éveiller la sensibilité des publics en assurant un travail de médiation afin de favoriser la rencontre des habitants de la ville avec des artistes et leurs œuvres.
- à accomplir toutes les formalités requises par la loi pour couvrir les risques liés à son activité, sans que la Ville de Montpellier puisse être tenue pour responsable. Elle fera son affaire du respect de toute réglementation pouvant lui être appliquée, notamment en matière sociale, civile et fiscale.
- à faire apparaître clairement et de manière sincère dans ses comptes de résultat, s'il y a eu vente d'œuvres d'art ; d'indiquer le montant de la transaction et le pourcentage reversé aux artistes.

Article 4 : Communication

L'association s'engage à développer la mutualisation des moyens de communication avec les autres galeries associatives (édition d'un dépliant, d'un site internet, vernissages concertés etc.) et d'être le plus possible en résonance avec les événements culturels de la ville.

L'association s'engage à apposer sur tous supports physiques ou numériques (publications, panneaux, bandeaux, site internet, etc.) inhérents aux opérations subventionnées par la Ville de Montpellier la mention suivante « avec le soutien de la Ville de Montpellier » ainsi que le logo de la Ville, en respectant la charte graphique établie par la direction de la communication.

Article 5 : Modalités de paiement de la subvention

Le versement de la subvention s'effectuera en deux versements :

Un premier versement égal à 50% du montant de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1), ainsi que du Relevé d'Identité Bancaire de l'association (Pièce n°2).

Le solde de la subvention sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- Pièce n°3 : les comptes de résultats 2015 certifiés par le/la président(e), ou le Commissaire aux comptes le cas échéant ;
- Pièce n°4 : le rapport d'activité global 2015 de l'association ;

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à l'association bénéficiaire.

Article 6 : Conditions d'utilisation

L'associations'engage :

- à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1,
- à remettre à la Ville un rapport d'activité détaillé mettant en évidence l'état de réalisation des actions présentées, lors du dépôt de dossier de demande de subvention.

Article 7 : Modalités de contrôle

L'association.....s'engage :

- à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce technique ou financière portant sur l'utilisation de la subvention allouée conformément à l'objet indiqué dans la présente convention.
- à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place.

Article 8 : Devoir d'information

L'association bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Informations complémentaires éventuelles

Dans le cas où les deux parties contractantes constatent des éléments conjoints de nature à préciser leurs obligations respectives, elles annexent à la présente convention la liste détaillée qu'elles produiront et signeront en commun.

Article 10 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année 2016.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si :

- La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement même partiel dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution,
- L'association bénéficiaire n'a pas apporté dans ce même délai les pièces demandées à l'article 5 de cette présente convention.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'association bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. L'association bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

* Fait en deux exemplaires originaux,

À Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour l'association bénéficiaire

Monsieur le Maire

Le (la) Président (e)

*Parapher chaque page

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Festival international du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France Désignation d'un représentant

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Festival international du cinéma méditerranéen de Montpellier France a pour but de développer la connaissance du cinéma méditerranéen et de promouvoir sa diffusion, et en particulier de concevoir et réaliser un festival de cinéma qui lui est principalement consacré. Elle pourra produire ou coproduire d'autres manifestations dans le domaine du cinéma et veiller à leur diffusion.

Conformément à l'article 5 des statuts de l'association, la Ville de Montpellier, membre de droit, doit être représentée au sein de l'association par 3 élus de la Ville et 4 personnalités qualifiées.

A la suite de la démission de M. Serge Lalou, une des personnalités qualifiées désignées par délibération n° 2014/165 du 24 avril 2014, il convient de procéder à son remplacement.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De procéder à cette désignation.

A été élue :

- Aurélie FILIPETTI

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations. La Ville souhaite encourager l'engagement citoyen dans le cadre associatif en aidant tout particulièrement les associations porteuses de projets d'intérêts généraux dans les domaines sociaux et culturels. Ces actions associatives proposées aux montpelliérains et soutenues par la ville, contribuent grandement à la dynamique de la vie quotidienne au sein des quartiers.

Dans un souci d'homogénéisation du traitement de ces occupations, le Conseil municipal a, lors de sa séance du 25 juillet 2011, validé des modèles de convention de mise à disposition permettant le traitement de toutes les situations (occupations ponctuelles ou annuelles).

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité. A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier

- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,
- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous.

Pour cette saison 2015/2016, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 3 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 765€ :

Les associations concernées sont :

MPT PARKS : Arts et Eveil 220€, Techlab LR 300€

MPT CURIE : Pèd Tanca 34 245€

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 11 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2490€ :

Les associations concernées sont :

MPT VILLON : CESAM MIGRATIONS SANTE 55€, FACE Hérault Fondation Agir Contre L'exclusion 110€

MPT PEV : APIEU 900€

MPT CAMUS : Cercle des anciens de L'Etoile bleue 105€, Oudlers montpelliérains 110€

MPT MERCOURI : CIE SHERPAS 220€, EUROGRECE 330€, CAMAP 110€

MPT VOLTAIRE : MAD SERIES 220€

MPT PAGNOL : Association Pour Toutes 110€

MPT PARKS : TECHLAB LR 220€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 25 juillet 2011.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature avec ces associations des conventions nécessaires selon les modèles approuvés lors de la séance du Conseil Municipal du 25 juillet 2011
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

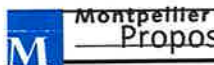
Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26/02/2016

Ville de



Montpellier
Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux

Annuelle

Maison pour tous :			PARKS	Pour la période de :		SEPTEMBRE 2015 à JUIN 2016		
Pour Conseil municipal du:			févr-16					
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Arts et Eveil	Amel CHERGUI 1504 rue de malbosc - 34080 Mpt - 06 21 52 50 89	Découvertes des langues étrangères et Arts et culture	bébé lecteur	Nouvelle activité, pour les familles et les enfants de 0 à 3 ans. 28€ l'année pour les usagers, donc l'activité est proposée quasiment à titre gratuit.	mardi et jeudi 9h-10h	2h et 20 personnes	220 €
	TECHLAB LR	Francis RIQUET 49 rue Supernova, 34570 Vailhauquès contact@techlablr.fr 04 11 93 23 27	partage intégration de technologie et de savoir faire, autour d'un atelier de fabrication numérique communautaire, destiné à tout public	Atelier de conception et de réalisation d'un robot humanoïde	un créneau de 3h/semaine de février à juin 2016	à définir	3h et 20 personnes	300 €
Maison pour tous :			Marie CURIE	Pour la période de :		SEPTEMBRE 2015 à JUIN 2016		
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Pèd Tanca 34	Marcel Laborde, 20 allée Antonin Chauliac 34080 Montpellier 06 11 89 34 62	Organisation de manifestations événementielles de Pétanque	Organisation de la 1er odysée de la pétanque " Métropole Méditerranée Montpellier,	Local pour l'organisation de la manifestation,	Vendredi 17h à 21h	4 h pour 10 pers sur 30 semaines	245 €
							TOTAL	765 €

Montpellier						Proposition pour convention d'accueil associatif à titre gracieux			Ponctuelle	
Maison pour tous :			VILLON	Pour la période de :		Février à juin 2016				
Pour Conseil municipal du:			févr-16							
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	objet de son statut*	Actions proposées	Observation	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation		
	CESAM MIGRATIONS SANTE	PAVIA Christiane Mas de la Paillade 155 Rue de Bologne 34080 Montpellier 04 67 40 55 96	Contribuer à la promotion de la santé des personnes et de leur famille en situation de vulnérabilité	Conférence langage, environnement et pouvoir d'agir		Mardi 29 Mars 2016 de 9h à 12h	Demi journée salle pour - 60 personnes	55 €		
	FACE Hérault Fonation Agir Contre L'exclusion	HART Clare 29 cours Gambeta 34000 Montpellier 04 99 23 17 69	Acteur incontournable de l'inclusion sociale, en lien avec les politiques publiques et le monde économique	Projet autour des publics migrants vieillissants		Judi 10 Mars 2016 de 9h à 14h Judi 19 Mai 2016 de 14h à 18h	2 Demi journées salle pour - 60 personne	110 €		
Maison pour tous :			PAUL EMILE VICTOR	Pour la période de :		Février à juin 2016				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation		
	APIEU	Jean BURGER Mas de Costebelle 842 Rue de la Vieille poste 34000 Montpellier	Education à l'environnement sur les territoires	projet adolescent autour d'un projet citoyen/environnement	intérêt de cette action auprès des jeunes de la cité des Cévenens	mercredi de 14h à 18h février à décembre 2016	4h	245 €		
	APIEU	Jean BURGER Mas de Costebelle 842 Rue de la Vieille poste 34000 Montpellier	Education à l'environnement sur les territoires	projet adolescent autour d'un projet citoyen/environnement	Intérêt de cette action auprès des jeunes de la cité des Cévenens	jeudi et vendredi vac scolaire hivers + printemps	16h	655 €		
Maison pour tous :			CAMUS	Pour la période de :		Février à juin 2016				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation		
	Cercle des anciens de L'Etoile bleue	M, Malepeyre chez Mme Malzac les villégiales 138 rue Michel Créneau BT F 34070 Montpellier	fanfare, harmonie	Anniversaire de l'association		samedi 5 mars de 14 à 23h	9h	105 €		
	oudlers montpelliérains	Christophe Bailot 2 impasse Jules Vernet 34070 Montpellier 04 67 27 39 68	club de tarot	rencontre fédérale		samedi 5 mars de 13 à 23h	10h	110 €		
Maison pour tous :			MERCOURI	Pour la période de :		Février à juin 2016				
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation		
	CIE SHERPAS	Mme Nathalie REY 125 Rue des Viollet le Duc 34070 Montpellier	La compagnie a pour objectif de favoriser le rapprochement d'artistes autour de specacle vivants	stage d'improvisation théâtrale	Participe au projet de la structure Faible participation demandée Place ouverte à des personnes en difficultés sociales	Février 2016 + 28 et 29 mai 2016 de 9h à 18 (1ère + 2ème session)	18h	220 €		
	EUROGRECE	Mr Antoine ANAGNOSTOPOULOS "Espace Luther King" 27 bvd Louis Blanc 34000 Montpellier 0615052585	Développer la solidarité et l'amitié entre la France et la Grèce en favorisant les échanges culturels	Répétition danse greque traditionnelle pour leur fête annuelle	Participe au projet de la structure Maintenir la promotion de la culture greque Pas de tarification au public	19 mars 2016 de 14h à 19h	5h	110 €		
	EUROGRECE	Mr Antoine ANAGNOSTOPOULOS "Espace Luther King" 27 bvd Louis Blanc 34000 Montpellier 0615052585	Développer la solidarité et l'amitié entre la France et la Grèce en favorisant les échanges culturels	concert poétique	Participe au projet de la structure pas de tarification au public	28 mai 2016 de 14h à 20h	6h	110 €		
	EUROGRECE	Mr Antoine ANAGNOSTOPOULOS "Espace Luther King" 27 bvd Louis Blanc 34000 Montpellier 0615052585	Développer la solidarité et l'amitié entre la France et la Grèce en favorisant les échanges culturels	goûter de carnaval pour enfant	Participe au projet de la structure - pas de tarification d'entrée	dimanche 13 Mars 2016 de 14h30 à 18h30	4h	110 €		
	CAMAP	Monsieur Monod Gilles 0467471624 188 rue Jean GREMILLON 34070 MONTPELLIER	Mise en commun de connaissance et de moyens en vue de permettre de réaliser seul ou collectivement des créations vidéos de qualité avec un matériel adapté	Animation autour de l'atelier de montage vidéo et mutimédia	Participe au projet de la structure -pas de tarification d'entrée	vendredi 13 mai 2016 de 17h30 à 21h	3h30	110 €		

Maison pour tous :			VOLTAIRE	Pour la période de :	Février à juin 2016			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	MAD SERIES	LAURENT BAHIER LISSIEUX 06 63 40 01 51 mad.series@gmail.com	EDITION REVUE ARTS GRAPHIQUES BANZAÏ	HORS SERIE BANZAÏ		20 et 21 mai 2016 de 09h à 14h45	30h (2 Jours)	220 €
Maison pour tous :			PAGNOL	Pour la période de :	Février à juin 2016			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	Association Pour Toutes	Fatima MORCHID 44 Allée Lafayette – 34070 MONTPELLIER	Réunir les mamans de tous les quartiers de Montpellier et des autres départements en leurs proposant diverses activités dans le but de participer à la vie citoyenne	Fête de la femme		Dimanche 6 Mars	7h	110 €
Maison pour tous :			PARKS	Pour la période de :	Février à juin 2016			
N° dossier ville	Nom de l'Association	Nom du président adresse et numéro de téléphone	Objet de son statut	Actions proposées	Observations	créneaux: Jour horaire	Nombre d'heure total	Valorisation
	TECHLAB LR	Francis RIQUET 49 rue Supernova, 34570 Vallhauquès contact@techlablr.fr 04 11 93 23 27	partage intégration de technologie et de savoir faire, autour d'un atelier de fabrication numérique communautaire, destiné à tout public	Atelier de conception et de réalisation d'un robot humanoïde	deux soirées d'initiations	à définir	2 Journées	220 €
TOTAL								2 490 €

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Demande de permis de construire pour des bâtiments modulaires - écoles Miguel de Cervantes, Jean Mermoz et Jean Moulin

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique éducative, la Ville a décidé de mettre en place des bâtiments modulaires dans certaines écoles de la Ville pour permettre un meilleur accueil des élèves et faire face à l'augmentation des effectifs.

Les écoles bénéficiant de cet aménagement sont la maternelle Cervantès située dans le secteur Mosson et les élémentaires Mermoz et Jean Moulin situées dans le secteur du centre ville.

A l'école maternelle Miguel de CERVANTES, il est prévu l'implantation de modules préfabriqués d'une superficie totale de 163,50 m² se décomposant ainsi :

- 1 salle de classe de 68, m²,
- 1 salle de repos de 68 m²,
- un sanitaire enfant d'appoint avec un WC adulte de 13 m²,
- un sas d'entrée de 4,50 m², un hall de liaison avec le bâtiment existant de 10 m²

Les travaux seront réalisés durant l'été 2016 pour une livraison en septembre et pour un montant de 400 000€ TTC.

A l'école Jean MERMOZ, il est prévu l'implantation de modules préfabriqués d'une superficie totale de 138 m² se décomposant de 2 tranches. La tranche ferme sera réalisée en 2016 et la tranche conditionnelle interviendra en 2017 ou 2018 selon les besoins d'accueil.

La tranche ferme est constituée d'une superficie totale de 69 m² se décomposant ainsi :

- 1 salle d'accueil ,
- 1 bureau de 11 m²
- un sanitaire d'appoint de 6m².

Les travaux seront réalisés pour une livraison à la rentrée scolaire de septembre 2016. La tranche conditionnelle comprendra une salle de classe d'une superficie de 69 m².

Le coût de ces travaux s'élèvent à 350 000€ TTC.

A l'école élémentaire Jean MOULIN, il est prévu l'implantation de modules préfabriqués d'une superficie totale de 152 m² se décomposant de 2 tranches : une tranche ferme en 2016 et une tranche conditionnelle qui interviendra en 2017 ou 2018 selon les besoins d'accueil à cette période.

La tranche ferme est constituée d'une superficie totale de 83 m² décomposée ainsi :

- 1 salle de réunion et de repli de 34 m²
- 1 bureau de 17 m² et 1 bureau de 13 m²
- 1 dépôt de 6 m²
- 1 sanitaire d'appoint de 6 m² ainsi que d'une circulation 7 m².

Les travaux seront réalisés pour une livraison à la rentrée scolaire de septembre 2016.

La tranche conditionnelle comprendra une salle de classe d'une superficie de 69 m²:

Le coût de ces travaux s'élève à 310 000€ TTC.

L'implantation de ces modules nécessite l'obtention d'un permis de construire et sera effectué par les entreprises titulaires du marché à bons de commande « modules préfabriqués », signé avec la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver le principe de la pose de modules préfabriqués dans les écoles CERVANTES, MERMOZ et MOULIN,
- D'autoriser le dépôt d'un dossier de demande de permis de construire, pour chacune de ces écoles, auprès du service Urbanisme de la Ville,
- De dire que la dépense est inscrite au BP 2016, section investissement, fonction 90212, nature 21312,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Ecoles privées sous contrat d'association : participation financière de la Ville pour l'année 2015-2016.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier participe financièrement, conformément aux textes en vigueur, aux frais de fonctionnement matériel des écoles d'enseignement privé sous contrat d'association avec l'Etat, en faveur des enfants domiciliés à Montpellier.

Pour l'année scolaire 2015-2016, le recensement effectué auprès des chefs d'établissement fait apparaître les effectifs suivants :

- pour les classes maternelles : 1 318 enfants domiciliés à Montpellier ;
- pour les classes élémentaires : 2 213 enfants domiciliés à Montpellier ;
- Soit au total : 3 531 enfants.

La dotation 2016 est augmentée de 25 € par rapport à celle de 2015 et s'établit à :

- 540 Euros par enfant en maternelle ;
- 540 Euros par enfant en élémentaire.

Le montant global de la dotation 2016, compte tenu des effectifs, s'élève donc à :

- 711 720 Euros pour les enfants scolarisés en maternelle ;
- 1 195 020 Euros en élémentaire.

Les écoles privées sous contrat d'association concernées sont les suivantes :

- Saint François d'Assise 24, boulevard de Strasbourg - 34000 Montpellier
- Sainte Famille et Saint Charles 10, place Roger Salengro - 34000 Montpellier
- Les Jonquilles 255, rue Croix de Figuerolles - 34000 Montpellier
- Notre Dame de Bonne Nouvelle 3, rue Aristide Ollivier - 34000 Montpellier
- Sainte Thérèse 2, rue Portalière des Masques - 34000 Montpellier
- Sainte Geneviève 1093, avenue Louis Ravas - 34000 Montpellier

- Saint Jean Baptiste de la Salle 84, rue de Lunaret - 34090 Montpellier
- Saint François Régis 3, rue de la Merci - 34000 Montpellier
- Sainte Emilie 4, rue de la Croix Bonhomme - 34070 Montpellier
- Sainte Odile 80, rue du Pré aux Clercs - 34090 Montpellier
- Les Anges Gardiens 2958, avenue des Moulins 34080 Montpellier
- Sainte Jeanne d' Arc 51, boulevard Ernest Renan 34000 Montpellier
- Ecole juive de Montpellier rue E. Villalonga – ZAC Blaise Pascal 34000 Montpellier

Une convention dont le modèle est annexé à la présente sera signée avec chacun des établissements.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser le versement de cette subvention aux écoles privées sous contrat d'association, dans les conditions définies ci-dessus ;
- D'approuver la convention type annexée à la présente délibération ;
- De dire que les dépenses correspondantes sont inscrites au Budget Primitif de la Ville, sur les lignes budgétaires suivantes : nature 6574, fonction 92211 et 92212 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à signer les conventions et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE

Entre les soussignés :

D' une part,

La Ville de Montpellier représentée par son Maire Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 24 Avril 2014,

et d'autre part,

L'école

-Vu le Code de l'Education,

-Vu la délibération du Conseil Municipal de Montpellier en date du 25/02/2016,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention : Modalités d'attribution de la participation financière de la Ville pour le fonctionnement de l'école privée pour l'année scolaire 2015/2016.

Article 2 : Montant de la dotation : La délibération fixe une participation de 540 Euros par enfant montpelliérain en maternelle et en élémentaire.

Article 3 : Attribution pour l'école : L'école a déclaré à la rentrée scolaire 2015 compter enfants montpelliérains en maternelle soit € etenfants en élémentaire soit €

Le montant correspondant s'élève à la somme de €

Article 4 Engagement de l'école : en signant la présente convention, l'école s'engage à utiliser les fonds octroyés pour le fonctionnement courant de l'école, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Fait à Montpellier,
Le .../.../ 2016

L'Adjointe Déléguée
à La Réussite Educative

Isabelle MARSALA

Le Directeur(Directrice),

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Carte Été Jeunes 2016 Attributions à titre gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite faciliter l'accès des jeunes aux loisirs, à la culture et aux sports. A ce titre, il a été mis en place la Carte Été Jeunes, qui constitue un véritable passeport pour vivre pleinement la période estivale.

Valable du 15 juin au 15 septembre, elle est destinée à tous les Montpelliérains de 12 à 29 ans et permet, pour un prix de 25€, d'avoir accès à une multitude d'activités, sportives, culturelles, ludiques et de découvrir ou redécouvrir la ville.

Dans ce cadre, un volet spécifique du dispositif est mis en place et permet d'octroyer des gratuités pour 250 jeunes.

Cette proposition de « gratuités » fait l'objet d'une délibération annuelle en Conseil Municipal, et les bénéficiaires proposés sont les suivants :

- Des associations montpelliéraines œuvrant auprès d'un public jeune en situation de précarité ou rencontrant des difficultés d'insertion socioprofessionnelle ;
- Des étudiants des villes jumelles de Louisville et de Sherbrooke reçus dans le cadre du programme d'échanges mis en place par la Direction des Relations Internationales) ;
- Le service des Maisons pour tous, pour identification de jeunes susceptibles de bénéficier de ce dispositif dans les différents quartiers ;
- La caisse des écoles, pour des attributions dans le cadre du Projet de Réussite Educative ;
- Les membres du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse.

Pour les associations, ces attributions à titre gratuit constituent une subvention en nature qui devra être valorisée tant sur les comptes de l'association, que dans le budget de la Ville.

Un tableau de suivi des gratuités accordées est établi par le service Jeunesse et chaque association concernée devra déposer une demande de mise à disposition de cartes à titre gracieux avec une liste indiquant les noms, prénoms et informations (âge, adresse...) des bénéficiaires auprès de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'attribution de 250 Cartes Eté Jeunes à titre gratuit pour l'année 2016, auprès de bénéficiaires remplissant les critères d'attribution listés ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Convention de partenariat Ville de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du dispositif Carte Eté Jeunes (CEJ).

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Carte Eté Jeunes mise en place par la Ville de Montpellier est un pass pour les vacances d'été pour découvrir et vivre sa ville. Vendue à 25€, elle propose plus de 30 activités : visites de la ville, entrées aux Festivals de Radio France et Montpellier Danse, des places pour des matches du MHSC, du Montpellier Handball et du Rugby, des activités sportives et culturelles, des places de cinéma...

Parmi les activités proposées figurent également cinq entrées dans les piscines, dont une à la piscine Olympique Antigone, et une entrée au Planétarium Galilée, équipements gérés par Montpellier Méditerranée Métropole. Les entrées effectivement utilisées sont comptabilisées et font l'objet d'une facturation à la Ville de Montpellier à des tarifs préférentiels en fin d'opération.

Une convention de partenariat précisant l'ensemble des modalités applicables en la matière avait été signée en 2013 pour 3 ans avec la Communauté Agglomération de Montpellier.

Cette convention arrivant à échéance, il est proposé de la renouveler à l'identique avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Les tarifs proposés par Montpellier Méditerranée Métropole pour la refacturation des entrées utilisées à la Ville sont les suivants :

- pour le réseau des piscines, y compris la piscine Olympique d'Antigone : 16.10€ par carnet de 10 entrées, et 2.10€ par entrée supplémentaire.
- pour le Planétarium Galilée : 4,60 € l'entrée, tarif consenti aux comités d'entreprises.

En 2015, durant l'opération CEJ, 1535 jeunes ont fréquenté les piscines, et 549 se sont rendus au Planétarium.

Cette convention est renouvelée pour 3 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'accepter de signer la convention ci-jointe annexée ;
- d'autoriser M le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

**CONVENTION DE PARTENARIAT
VILLE DE MONTPELLIER / MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE
OPERATION CARTE ETE JEUNES**

Entre : **LA MAIRIE DE MONTPELLIER**
1, place Georges FRÊCHE
34267 MONTPELLIER Cedex 2

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL
Maire de la Ville de Montpellier

D'une part

Et : **MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE**
50, Place Zeus – BP 9531
34045 Montpellier Cedex 01

Représentée par Monsieur Philippe SAUREL
Président de Montpellier Méditerranée Métropole

D'autre part

Il est préalablement exposé que :

La Ville de Montpellier souhaite apporter une offre aux jeunes pendant les grandes vacances, dans les domaines du sport, des loisirs et de la culture à travers l'opération *Carte Été Jeunes*.

Montpellier Méditerranée Métropole propose, à travers ses structures, des activités culturelles et sportives qui font partie de la *Carte Été Jeunes* depuis de nombreuses années.

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT :

Art. 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La Ville de Montpellier demande à Montpellier Méditerranée Métropole un accès aux équipements culturels et sportifs pour toutes les personnes titulaires de la *Carte Été Jeunes*. Cette demande concerne chaque été près de 2000 jeunes montpelliérains, âgés de 12 à 29 ans.

Ce dispositif du service Jeunesse s'engage à informer Montpellier Méditerranée Métropole des actions menées.

Pour sa part, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à soutenir la réalisation de cet objectif.

Art. 2 : PARTICIPATION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Les activités culturelles et sportives proposées dans le cadre de la *Carte Été Jeunes* sur les équipements de Montpellier Méditerranée Métropole, sont les suivantes :

- Une entrée à la piscine Olympique d'Antigone,
- Quatre entrées dans les piscines de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Une entrée au planétarium Galilée,

Pour toutes ces activités présentées dans la *Carte Eté Jeunes*, Montpellier Méditerranée Métropole propose à la Ville de Montpellier des tarifs préférentiels qui correspondent pour les piscines aux tarifs carnet de 10 entrées par enfant pour celui du planétarium au tarif consenti aux comités d'entreprises.

Art. 3 : LE REGLEMENT

Le règlement des prestations se fera par mandatement administratif sur présentation d'une facture détaillée accompagnée des coupons que la Montpellier Méditerranée Métropole fera parvenir au service Jeunesse de la Ville de Montpellier, 6, rue Maguelone, avant le 15 octobre de l'année en cours.

Art. 4 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conçue pour prendre effet à partir du 15 juin 2016. Elle sera renouvelable 3 années consécutives par tacite reconduction.

Art. 5 : AVENANT

Tout nouveau complément ou toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis dans l'article 1er.

Art. 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait en deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Montpellier
Monsieur le Maire,

Pour Montpellier Méditerranée Métropole
Monsieur le Président,

Philippe SAUREL

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (CROUS).

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, qui compte près de 73 000 étudiants et plusieurs Universités de renom sur son territoire, contribue au développement de la vie étudiante et soutient de nombreuses initiatives en la matière, notamment en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

La Ville de Montpellier met donc en œuvre des actions dans différents domaines, dont :

- le logement, par le soutien, en lien étroit avec le Crous de Montpellier et la Métropole, à la production de logements étudiants ou en facilitant l'accès au logement avec le dispositif « Clé Montpellier Logement Etudiants »,
- la culture par la subvention attribuée au Pass'Culture mis en œuvre par le Crous de Montpellier,
- l'engagement citoyen par l'intermédiaire du Conseil Montpellierain de la Jeunesse,
- l'information et l'orientation (en matière d'emploi, de logement, de loisirs, etc.) autour d'un lieu dédié : l'Espace Montpellier Jeunesse,
- le soutien aux projets et initiatives par l'octroi de bourses associatives et individuelles,
- le soutien à la mobilité par des aides accordées pour le permis de conduire ou des programmes internationaux de mobilité étudiante,
- le soutien au développement de la pratique sportive.

Le Crous de Montpellier est un établissement public dépendant du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche dont l'objectif est de favoriser les conditions de vie et d'étude des 103 500 étudiants de l'académie de Montpellier en les accompagnant dans leur vie quotidienne. Bourses, action sociale, logement, restauration et action culturelle, emploi, soutien aux initiatives étudiantes, relations internationales sont les principales thèmes d'action de l'établissement.

Considérant que les actions menées par la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier sont complémentaires, il est proposé de les renforcer par une collaboration étroite et le développement d'actions communes.

La présente convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier vise à renforcer et développer les actions en faveur de l'amélioration de la qualité des services rendus aux étudiants montpelliérains.

La Ville de Montpellier et le CROUS de Montpellier s'engagent à développer des actions communes selon trois axes:

- Un axe autour de **l'information** par lequel la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier s'engagent à communiquer réciproquement sur les dispositifs et initiatives mis en œuvre sur le territoire de la Ville de Montpellier ; et ce dans les lieux d'accueil tels que le service Jeunesse de la Ville de Montpellier ou l'(S)PACE animé par le Crous de Montpellier, ainsi que sur les différents supports d'information dont les sites internet de la Ville et du Crous.
- Un axe autour de **l'évènementiel** par l'organisation conjointe d'événements dédiés aux étudiants. A ce titre l'objectif est de prévoir au moins un évènementiel annuel et dans ce cadre, les deux parties s'engagent à mettre à disposition à titre gracieux et réciproquement leurs lieux d'accueil pour ces actions conjointes.
- Un axe autour du **soutien aux initiatives étudiantes** par une collaboration étroite autour des dispositifs d'aides aux projets mis en œuvre par la Ville et le Crous.
Une participation réciproque de la Ville et du Crous au sein des jurys d'attribution des aides sera organisée.

Plus globalement, la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier s'engagent à étudier tout type d'actions et de projets qui pourraient contribuer à l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable. Son principe a été approuvé par le Conseil d'Administration du CROUS.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver la signature de la convention annexée à la présente délibération,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016



**CONVENTION ENTRE LA VILLE DE MONTPELLIER
ET LE CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES
DE MONTPELLIER (CROUS)**

Cette convention de partenariat est conclue entre:

D'une part,

La Ville de Montpellier représentée par M. Philippe SAUREL, Maire agissant en vertu d'une délibération en date du ...

D'autre part,

Le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires (Crous) de Montpellier, représenté par son Directeur, M. Philippe Prost, directeur du Crous de Montpellier

Il a été convenu ce qui suit

PREAMBULE :

La Ville de Montpellier, forte de ses 73 000 étudiants et de ses Universités de renom, participe au développement de la vie étudiante et soutient de nombreuses initiatives en la matière.

L'accueil et la participation à l'amélioration des conditions de vie des étudiants constituent un axe majeur pour la Ville de Montpellier.

Pour cela, elle agit dans différents domaines dont :

- le logement par le soutien, en lien étroit avec le Crous de Montpellier et la Métropole, à la production de logements étudiants ou pour l'accès au logement avec le dispositif « Clé Montpellier Logement Etudiants »,
- la culture par le soutien au Pass'Culture mis en œuvre par le Crous de Montpellier,
- l'engagement citoyen par l'intermédiaire du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse,
- l'information et l'orientation (en matière d'emploi, de logement, de loisirs, etc.) autour d'un lieu dédié : l'Espace Montpellier Jeunesse,
- le soutien aux projets et initiatives par l'octroi de bourses associatives et individuelles,
- le soutien à la mobilité par des aides au permis de conduire ou des programmes internationaux de mobilité étudiante,
- le soutien au développement de la pratique sportive.

Le Crous de Montpellier est un établissement public dépendant du Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche dont l'objectif est de favoriser les conditions de vie et d'étude des 103 500 étudiants de l'académie de Montpellier en les accompagnant dans leur vie quotidienne. Bourses, action sociale, logement, restauration et action culturelle sont les principales missions de l'établissement.

Le CROUS de Montpellier, chaque année c'est :

- 36 000 étudiants boursiers
- 10 000 logements universitaires
- 600 personnels au service des 100 000 étudiants de l'académie
- 65 M€ de budget
- 107,5 M€ de bourses distribués
- 20 M€ investis chaque année dans le BTP à travers une politique active de construction et de réhabilitation
- 23 cafétérias
- 7 restaurants universitaires
- 2,5 M de repas servis chaque année

Considérant que certaines actions menées par la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier sont complémentaires, il est proposé une convention de partenariat.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier vise à renforcer et développer les actions en faveur de l'amélioration de la qualité des services rendus aux étudiants montpelliérains.

A ce titre, la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier s'engagent mutuellement à étudier des actions coordonnées et développer des projets communs et/ou de communication en direction des étudiants.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE MONTPELLIER ET DU CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE MONTPELLIER

La Ville de Montpellier et le CROUS de Montpellier s'engagent à développer des actions communes selon trois axes:

- Un axe autour de **l'information** par lequel la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier s'engagent à communiquer réciproquement sur les dispositifs et initiatives mis en œuvre sur le territoire de la Ville de Montpellier ; et ce dans les lieux d'accueil tels que le service Jeunesse de la Ville de Montpellier ou l'(S)PACE animé par le Crous de Montpellier, ainsi que sur les différents supports d'information dont les sites internet de la Ville et du Crous.
- Un axe autour de **l'évènementiel** par l'organisation conjointe d'évènements dédiés aux étudiants.

A ce titre l'objectif est de prévoir au moins un événementiel annuel et dans ce cadre, les deux parties s'engagent à mettre à disposition à titre gracieux et réciproquement leurs lieux d'accueil pour ces actions conjointes.

- Un axe autour du **soutien aux initiatives étudiantes** par une collaboration étroite autour des dispositifs d'aides aux projets mis en œuvre par la Ville et le Crous.
Une participation réciproque de la Ville et du Crous au sein des jurys d'attribution des aides sera organisée.

Plus globalement, la Ville de Montpellier et le Crous de Montpellier s'engagent à étudier tout type d'actions et de projets qui pourraient contribuer à l'amélioration des conditions de vie des étudiants.

ARTICLE 3 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer le suivi et la mise en œuvre de la présente convention de partenariat, des personnes qualifiées désignées par les cosignataires se réuniront régulièrement, a minima deux fois par an.

Des partenaires extérieurs qualifiés dont l'expertise s'avérerait utile pourraient également être conviés à ces rencontres après accord des deux parties.

ARTICLE 5 : MODALITES D'EVALUATION DE LA CONVENTION

La présente convention fera l'objet d'un renouvellement dans les conditions définies par les deux parties lors d'une réunion de bilan fixée à la demande de l'une ou l'autre des parties, permettant de faire le point sur les actions passées et les projets à venir.

Tout nouveau projet fera alors l'objet d'un avenant spécifique précisant uniquement ces modalités.

ARTICLE 6 : COMMUNICATION

Les parties s'engagent à faire apparaître les deux logos sur tous les supports de communication utilisés pour les actions initiés conjointement.

ARTICLE 7 : FIN DE LA PRESENTE CONVENTION

La convention peut être résiliée de plein droit par une des deux parties par lettre recommandée avec accusé de réception sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts. Le délai de préavis est de 30 jours après réception du courrier.

Toute résiliation de la présente convention ne saurait affecter les droits et engagements de l'une ou l'autre des parties, consentis ou exercés avant la date de résiliation anticipée concernée.

ARTICLE 8 : RECOURS

Les parties s'efforceront de trouver un règlement amiable aux éventuels litiges susceptibles d'intervenir à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

Néanmoins, à défaut de règlement amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier
Monsieur Le MAIRE,

Pour le Crous de Montpellier
Monsieur le DIRECTEUR

Philippe SAUREL

Philippe PROST

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Conseil Montpellierain de la Jeunesse - organisation du Rallye de la Culture en lien avec le Marathon de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de démocratie participative des jeunes, la Ville de Montpellier a mis en place le Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ) : ce comité consultatif ouvert aux jeunes de 16 à 29 ans est chargé de réfléchir et d'être force de proposition quant aux questions liés à la jeunesse, mais aussi la citoyenneté, la santé, l'écologie, l'international, l'évènementiel...

Installés en 2014, ses membres ont déjà réalisé de nombreux projets et actions en s'associant :

- à la Nuits des Etudiants du Monde du PRES ;
- au FISE pour des actions de sensibilisation prévention santé ;
- à l'action de l'Abbé Bus Road et d'Habitat Jeunes ;
- à la journée d'accueil des nouveaux étudiants de l'Université de Montpellier ;
- à l'organisation du Rallye du Monde à l'initiative de l'Office de Tourisme.
- en partenariat avec la Direction des Relations Internationales, aux manifestations s'inscrivant dans le 60^{ème} anniversaire du jumelage avec Louisville, la tenue d'une exposition photo commémorative, le parrainage des jeunes Louisvillois et sherbrookoïses et en point d'orgue, organisé le 4 juillet 2015, jour Independence Day, une journée citoyenne et conviviale.

Par ailleurs, ils ont participé à de nombreuses rencontres:

- avec les délégations du Conseil de Jeunes de Bethleem de Chengdu ;
- en transversalité avec la Maison des Adolescents 34, participent à l'échange culturel avec la ville de Palerme ;

- à la 14^{ème} rencontre nationale de professeurs et élus de la Jeunesse :
- à la 9^{ème} Rencontre Nationale des Elus et acteurs des politiques jeunes avec comme thématique le dialogue entre jeunes et élus qui s'est tenue à Montpellier en juin 2014.

En 2016, le CMJ propose l'organisation d'un Rallye de la Culture, la veille du Marathon de Montpellier Métropole, soit le samedi 19 mars 2016 de 14h à 17h, afin d'offrir à une centaine de participants un week-end culturel et sportif.

Outre la découverte du patrimoine Montpelliérain, ce rallye pédestre offrira une vision panoramique de la Ville. Les membres de cette instance accueilleront, à chaque étape, les participants. Ces derniers devront répondre à des questions ou relever des défis ludiques.

L'office de Tourisme Métropolitain a apporté son soutien à la Ville de Montpellier pour l'organisation et la logistique nécessaires au bon déroulement de cette manifestation.

Seront également associés à cette manifestation les producteurs locaux présents au Marathon, qui offriront un lot d'une valeur de 100€ par tirage au sort parmi tous les participants ayant terminé le parcours.

Le départ et l'arrivée de ce parcours pédestre se tiendront Place du Nombre d'Or, au village du Marathon.

Les sites retenus pour les différentes étapes de ce rallye sont :

- La Place de la Comédie
- Le parking saint Roch (terrasse)
- La tour de la Babote
- L'Arc de Triomphe (terrasse)
- Le Peyrou
- Les Arceaux
- Le Jardin des plantes
- La Cathédrale Saint Pierre (clocher)
- Le parvis du musée Fabre
- La Maison des Relations internationales (terrasse)

Cette première édition sera ouverte à 100 participants, et l'inscription dans la limite des places disponibles sera gratuite.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'approuver l'organisation de ce Rallye de la Culture ;
- d'approuver le règlement annexé à la présente délibération;
- d'approuver les dons en nature des producteurs et l'organisation du tirage au sort ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la demande de mise à disposition du Jardin des plantes et tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016



REGLEMENT DU RALLYE DE LA CULTURE

La Ville de Montpellier à l'initiative du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ) propose *le rallye de la culture* ouvert à tous. Il se déroulera le samedi 19 mars, veille du Marathon de Montpellier Métropole.

Cette promenade pédestre et conviviale, d'environ 5 km, permettra une découverte ludique et panoramique de la ville à travers 10 lieux emblématiques.

Pour agrémenter le rallye, des quizz et épreuves ludiques sont organisés tout au long du parcours.

Les producteurs locaux s'associent à cette manifestation.

Article 1 : les participants

Les inscriptions s'effectueront uniquement via le site du Marathon de Montpellier Métropole. Elles sont gratuites et limitées à 100 personnes.

Les mineurs devront être obligatoirement sous la responsabilité d'un adulte.

Article 2 : organisation

A partir de 13h, rendez-vous sur le site du départ place du Nombre d'Or, les participants recevront un bracelet et un road book. A chaque point d'étape, ils devront répondre à un quizz sous forme de QCM et s'adonner sur certains sites à une épreuve ludique.

Article 3 : tirage au sort

Le tirage au sort se déroulera à l'issue *du rallye de la culture*, tous les participants pourront jouer.

Le lot est un panier garni de produits du terroir (valeur approximative de 100€).

Ce lot n'est pas modifiable, ni échangeable et ne pourra faire valoir aucune contre-valeur monétaire ni échange contre la valeur marchande.

Le gagnant encore présent sera averti directement et se verra remettre le lot immédiatement. En cas d'absence du gagnant lors du tirage au sort, le lot sera immédiatement remis en jeu et il sera procédé à un nouveau tirage au sort.

Article 4 : responsabilité

Tout participant doit être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile. Les enfants mineurs sont sous la responsabilité d'accompagnateurs majeurs

Article 5 : annulation ou désistement

En cas d'annulation du *rallye de la culture* pour une raison indépendante des organisateurs, une communication sera effectuée sur le site du Marathon de Montpellier Métropole, sur le site Web de la Ville de Montpellier et sur les réseaux sociaux du Service Jeunesse de la Ville de Montpellier.

Article 6 : droit à l'image

La participation au *rallye de la culture* implique l'acceptation d'être photographié ou filmé pendant l'épreuve. De même, la ou le gagnant(e) accepte que son nom et sa photo soient diffusés dans la presse ou tout autre support de communication matérialisé ou dématérialisé souhaité par les organisateurs.

Article 7 : acceptation du règlement

Le participant certifie avoir pris connaissance du règlement et en accepte les conditions.

Direction Jeunesse, Sports, Emploi et Logement
Service Jeunesse

Questionnaire à choix multiples QCM Rallye de la culture

Place de la Comédie :

Quels sont les prénoms des Trois Grâces ?

- ☐ Euphrosyne, Thalie, Aglaé
- ☐ Louise, Marilyne, Athéna
- ☐ Hermaphrodite, Eglantine, Mélina
- ☐ Bérénice, Phèdre, Antigone

Parking St Roch :

Combien y'a-t-il d'emplacements dans le parking St Roch ?

- ☐ 600
- ☐ 700
- ☐ 800
- ☐ $\sqrt{1444^2}$

La tour de la Babote :

Quel est le dispositif expérimenté par le physicien Louis Sébastien Lenormand ?

- ☐ Saut en parachute
- ☐ Saut à l'élastique
- ☐ Lunette astronomique
- ☐ Le niveau 0 de la mer

L'Arc de Triomphe :

De quel monument parisien, s'est inspiré l'architecte Augustin Charles d'Aviler ?

- ☐ De l'Arc de Triomphe de la place de l'Etoile
- ☐ De la porte Saint Martin
- ☐ L'Arche de la Défense.

→ Le jeu du cadavre exquis

Chaque participant est invité à composer une phrase, sujet/verbe/complément, sans qu'aucun d'eux ne puissent tenir compte des collaborations précédentes. Le texte obtenu sera publié sur le site de la ville.

Les jardins du Peyrou :

Quelle est l'étymologie du nom « Peyrou »

- ☐ Place où l'on pouvait consommer des produits péruviens (café, épices)
- ☐ Place revêtue de terre battue et lorsque l'on y marchait on avait les pieds rouge, d'où le nom « Peyrou »
- ☐ De l'occitan signifiant « pierreux »
- ☐ En référence aux montagnes pyrénéennes : par temps dégagé on y voit les Pyrénées

Les Arceaux :

Quel est la longueur de l'aqueduc Saint Clément (Arceaux)

- ☐ 8 kms
- ☐ 10 kms
- ☐ 12 kms
- ☐ 14 kms

Le Jardin des Plantes :

Qui est propriétaire du jardin des plantes ?

- La famille Peyrou illustre famille de Montpellier
- L'Université de Montpellier
- La Ville de Montpellier
- Jardin rattaché au Patrimoine Horticole de Versailles

→ Jeu des senteurs (Lavande, thym, Basilic, Rose, Moutarde)

La cathédrale Saint Pierre :

Quelle est la hauteur du clocher Urbain V ?

- ☐ La moitié de la hauteur de la Tour Eiffel
- ☐ 96, 89 mètres
- ☐ 113 mètres
- ☐ On ne sait pas, personne n'a mesuré

Le parvis du Musée Fabre :

Quel célèbre artiste a créé l'œuvre appelée *La Portée*, composée des fameuses bandes blanches ?

- ☐ Banksy
- ☐ Daniel Buren
- ☐ Pierre Soulages

La Maison des Relations Internationales (terrasse) :

En 2015, avec quelle ville Montpellier a fêté son 60eme anniversaire de jumelage ?

- ☐ Heideberg
- ☐ Chengdu
- ☐ Louisville
- ☐ Reykjavík

Arrivée sur la place du Nombre d'Or :

Quel est le nom de l'architecte de cette réalisation architecturale ?

- ☐ Ricardo Bofill
- ☐ Jean Nouvel
- ☐ Zaha Hadid
- ☐ Le Corbusier



UNIVERSITE DE MONTPELLIER

JARDIN DES PLANTES

04 34 43 36 20
163 rue Auguste Broussonnet
34 090 Montpellier

WWW.UMONTPELLIER.FR

DEMANDE de MISE à DISPOSITION du JARDIN des PLANTES

Mr, Mme, Melle (NOM, Prénom) :

Profession :

Employeur :

Demande la mise à disposition du Jardin ci-après désignés, pour le compte de :

En mon nom propre :

Pour le titre de la structure suivante :

- ✓ Raison sociale :
- ✓ Forme juridique :
- ✓ Adresse où sera établie la facture :
- ✓ Tél. :
- ✓ E-mail :
- ✓ N° SIRET :
- ✓ Code T.V.A. intracom. :
- ✓ NOM de la personne au sein de la structure, et fonction lui donnant qualité pour agir :

Ou

- ✓ Certifie être dûment mandaté(e) par celle-ci dans le cadre de la présente demande pour signer la convention de mise à disposition avec l'Université de Montpellier
- ✓ Reconnais avoir été informé(e) des conditions de paiement
- ✓ Reconnais avoir été informé(e) que ma propre responsabilité est engagée au titre des présentes déclarations.

A....., le.....

Signature, précédée de la mention « lu et approuvé »

Cachet de l'organisme

- Locaux demandés (1) : **Jardin des Plantes**
- Dates et Horaires : ...voir ci-dessous, 1 ligne pour chaque phase demandée.....

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Bourse Initiatives Jeunes 2016 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la **Bourse Initiatives Jeunes**, souhaite favoriser les initiatives des jeunes montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration.

Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de février, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2016 du Service Jeunesse (nature 6714, fonction 924222, CRB : 140, ligne de crédit 1938) la somme **3 873 €**, et de la répartir de la manière suivante :

Guillaume LEBORGNE, étudiant

«Guillaume LB » : enregistrement d'un E.P de 6 titres.

Production culturelle

Montant proposé : **700 €**

Fatima NAIT IMAGHRAN, en recherche d'emploi
«*Les toiles aux milles couleurs* » : *exposition de peintures.*
Production culturelle
Montant proposé : **605 €**

Isaac AILLAUD, service civique
«*Soulèvement*» : *danse contemporaine*
Production culturelle
Montant proposé : **1 000 €**

Pauline QUINONERO, étudiante
«*Dancing Stars* » : *création d'un court-métrage.*
Production culturelle
Montant proposé : **1 000 €**

Oswaldo MOGOLLON, étudiant
«*La transtrace* » : *création interdisciplinaire.*
Production culturelle
Montant proposé : **268 €**

Amine TAHER, étudiant
«*Les REAC : Rencontres Ecologiques des Alternatives Citoyennes* » : *action de sensibilisation.*
Vivre ensemble à Montpellier
Montant proposé : **300 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de **3 873 €**,
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits à la fonction 924 222, nature 6714, CRB 140, ligne de crédit 1938, budget 2016,
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michael DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition d'associations sportives des équipements et locaux associatifs, afin de leur permettre de mettre en œuvre des activités sportives spécifiques. En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville perçoit une redevance annuelle, qui fait l'objet d'une convention établie entre la Ville et l'association concernée.

Dans ce cadre, comme chaque année, il est proposé de délibérer sur la fixation de redevances spécifiques telles que présentées ci-après, et ce jusqu'au 31 décembre 2016.

Cette délibération vient compléter celle relative aux locaux associatifs sportifs, proposée au vote du Conseil municipal du 17 Décembre 2015.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

ASSOCIATION	ADRESSE LOCAUX	Valeur Locative	Loyer Minoré	Aide annuelle en nature	Charges 2016	Redevance 2016
ASPTT Montpellier	237 Route de Vauguières	9 315 €	35 €	9 280 €	4 750 €	4 785 €

Omnisports	34000 Montpellier					
ASPTT Montpellier Tennis Léon Cazal	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	0	0	0	3 670 €	3 670 €
ASPTT Montpellier Tennis Grammont	Avenue Albert-Einstein 34000 Montpellier	3 240 €	35 €	3 205 €	3 220 €	3 255 €
Tennis Club Paillade	Avenue d'Heidelberg 34080 Montpellier	11 200 €	35 €	11 165 €	615 €	650 €
Centre Equestre Montpellier Grammont	Domaine de Grammont 2733, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	15 930 €	35 €	15 895 €	3 110 €	3 145 €
TOTAL		39 685 €	140 €	39 545 €	15 365 €	15 505 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 39 545 € ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Gorges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,

Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'association ASPTT OMNISPORTS

Domiciliée

Centre Sportif Léon Cazals Route de Vauguières 34000 Montpellier

Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire du local situé :

Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
relevant de son domaine public.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 1 - Objet

Paraphe ville

Paraphe occupant

396

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier autorise l'occupation des lieux ci-après désignés :
Adresse du bien Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein 34000 Montpellier

Les lieux mis à disposition, d'une superficie de 103,50 m².

L'occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdite et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux d'entrée

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

Article 3 - Durée

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de 12 mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016 et se terminera le 31 décembre 2016.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Redevance et charges

4.1 - Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

4.2 - Redevance

La valeur locative annuelle, comprenant les charges, de ces locaux est de 9315 €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance sera minorée et limitée à 35 € annuels que l'occupant s'engage à payer annuellement.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 9280 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

Le montant de la redevance recouvrant les charges de consommation diverses est de :
4750 €.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

Article 5 - Obligations de l'occupant

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;

- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- dégorgers les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;

- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

Les locaux associatifs situés dans les parcs et squares de la Ville de Montpellier doivent respecter les fermetures liées aux principes de précaution dans le cadre de prévisions météorologiques.

Article 6 – Assurances

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service des Sports
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

Article 8 – Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritrus divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritrus divers ou autres, la Ville procèdera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 – Litiges

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,

le

Pour la Ville

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux
Sports,

Fabien ABERT

Pour l'occupant,

Qualité :

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC TENNIS COMPLEXE SPORTIF LEON CAZALS

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Gorges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par
délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'association ASPTT

Domiciliée Centre Sportif Léon Cazals 237 Route de Vauguières 34000 Montpellier
Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire d'un ensemble immobilier destiné à la pratique du tennis situé avenue 247 route Vauguières 34 000 Montpellier, relevant de son domaine public.

Afin de promouvoir et développer cette activité sportive, la commune a souhaité mettre cet équipement à la disposition de l'association « ASPTT ». L'installation sera largement ouverte aux utilisateurs dans la journée, tous les jours de la semaine, dimanches compris, et des créneaux horaires seront spécialement réservés à la Ville de Montpellier selon les modalités fixées ci-après.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier autorise l'occupation des lieux ci-après désignés :
Adresse du bien Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein 34000 Montpellier

Les lieux mis à disposition :

- 5 courts de tennis en terre battue avec éclairage poteaux et filets
- 2 vestiaires tennis avec douches
- 1 local aménagé pour le stockage de matériel
- 1 Algécode stockage de matériel pédagogique

L'occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdite et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux d'entrée

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

Article 3 - Durée

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de 12 mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016 et se terminera le 31 décembre 2016.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Redevance et charges

4.1 - Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

4.2 – Redevance

Installations de Tennis

L'occupant aura à sa charge tous les frais nécessaires au bon fonctionnement des installations en matériel et personnel. Pour ce qui concerne les consommations d'eau, de courant électrique, de gaz et de téléphone, etc ... Le montant de la redevance recouvrant les charges de consommations diverses est de : 3 670 €.

Dans le cas où l'occupant n'assurerait pas la bonne tenue et le nettoyage des terrains, il serait procédé par le service des Sports de la Ville aux travaux de nettoyage et d'entretien qui s'imposent et ce, aux frais de l'occupant.

En cas de manquement renouvelé de l'occupant à ses obligations la résiliation de la présente pourra être prononcée par la Ville dans les conditions fixées à l'article 8 ci-après.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

Article 5 - Obligations de l'occupant

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

Paraphe ville

Paraphe occupant

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

5.4.1 Modalités d'exploitation

Pour assurer l'exploitation, l'occupant pourra s'entourer du concours des personnes nécessaires à sa bonne marche, qu'il aura la charge de recruter et rémunérer sous sa seule responsabilité.

Il devra notamment satisfaire comme tout employeur aux obligations de toute nature prévues par la législation en vigueur et faire son affaire personnelle de tout conflit ou toute rupture de contrat de travail pour quelque cause que ce soit.

5.4.2 Tarifs

Les tarifs pourront être révisés annuellement, à la demande des parties, dans le cadre des limites permises par la réglementation en vigueur ou à défaut, en fonction de la fluctuation des conditions économiques mesurée par l'indice « consommation des ménages urbains » publié par l'INSEE.

5.4.3 Animation

L'occupant pourra organiser :

- Des stages
- Des tournois
- Des leçons de tennis

Les terrains de tennis restent à la disposition de la Ville selon les créneaux ci-après définis :

- 2 terrains de 14 h à 16 h, une semaine à chaque vacances (Toussaint - Hiver – Printemps)
- 2 terrains de 10 heures à 12 h, 2 semaines en juillet
- 1 terrain 3 heures / semaine sur l'année scolaire.

De plus la Ville se réserve la possibilité d'organiser des manifestations exceptionnelles après information de l'occupant moyennant un préavis de 2 mois.

Article 6 – Assurances

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service des Sports
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

Article 8 – Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective de l'ensemble immobilier par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritrus divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritrus divers ou autres, la Ville procèdera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 – Litiges

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux
Sports,

Fabien ABERT

Pour l'occupant,

Qualité :

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC TENNIS COMPLEXE SPORTIF GRAMMONT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Gorges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par
délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'association ASPTT

Domiciliée Centre Sportif Léon Cazals Route de Vauguières 34000 Montpellier
Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire d' un ensemble immobilier destiné à la pratique du tennis situé avenue Albert Einstein 34 000 Montpellier, relevant de son domaine public.

Afin de promouvoir et développer cette activité sportive, la commune a souhaité mettre cet équipement à la disposition de l'association « ASPTT ». L'installation sera largement ouverte aux utilisateurs dans la journée, tous les jours de la semaine, dimanches compris, et des créneaux horaires seront spécialement réservés à la Ville de Montpellier selon les modalités fixées ci-après.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier autorise l'occupation des lieux ci-après désignés :
Adresse du bien Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein 34000 Montpellier

Les lieux mis à disposition :

- 12 courts de tennis en terre battue avec éclairage poteaux et filets
- 2 courts de tennis couverts
- 2 vestiaires tennis avec douches individuelles
- 1 local aménagé pour le stockage de matériel
- 1 club house de 36 m²
- 1 bureau accueil -cafétéria

L'occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdite et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux d'entrée

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

Paraphe ville

Paraphe occupant

Article 3 - Durée

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de 12 mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016 et se terminera le 31 décembre 2016.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Redevance et charges

4.1 - Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

4.2 – Redevance

4.2.1 Locaux associatifs

La valeur locative annuelle, comprenant les charges, de ces locaux est de 3240 €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance sera minorée et limitée à 35 € annuels que l'occupant s'engage à payer annuellement.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 3205 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

4.2.2 Installations de Tennis

L'occupant aura à sa charge tous les frais nécessaires au bon fonctionnement des installations en matériel et personnel. Pour ce qui concerne les consommations d'eau, de courant électrique, de gaz et de téléphone, etc ... Le montant de la redevance recouvrant les charges de consommations diverses est de : 3 220 €.

Dans le cas où l'occupant n'assurerait pas la bonne tenue et le nettoyage des terrains, il serait procédé par le service des Sports de la Ville aux travaux de nettoyage et d'entretien qui s'imposent et ce, aux frais de l'occupant.

En cas de manquement renouvelé de l'occupant à ses obligations la résiliation de la présente pourra être prononcée par la Ville dans les conditions fixées à l'article 8 ci-après.

Le montant total de la redevance forfaitaire recouvrant la redevance liée à la mise à disposition du local associatif et les frais des installations de tennis à la charge de l'occupant à la diverses est de : 3 255 €

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

Article 5 - Obligations de l'occupant

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est pros crit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;

- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

5.4.1 Modalités d'exploitation

Pour assurer l'exploitation, l'occupant pourra s'entourer du concours des personnes nécessaires à sa bonne marche, qu'il aura la charge de recruter et rémunérer sous sa seule responsabilité.

Il devra notamment satisfaire comme tout employeur aux obligations de toute nature prévues par la législation en vigueur et faire son affaire personnelle de tout conflit ou toute rupture de contrat de travail pour quelque cause que ce soit.

5.4.2 Tarifs

Les tarifs pourront être révisés annuellement, à la demande des parties, dans le cadre des limites permises par la réglementation en vigueur ou à défaut, en fonction de la fluctuation des conditions économiques mesurée par l'indice « consommation des ménages urbains » publié par l'INSEE.

5.4.3 Animation

L'occupant pourra organiser :

- Des stages
- Des tournois
- Des leçons de tennis

Les terrains de tennis restent à la disposition de la Ville selon les créneaux ci-après définis :

- 2 terrains de 14 h à 16 h, une semaine à chaque vacances (Toussaint - Hiver – Printemps)
- 2 terrains de 10 heures à 12 h, 2 semaines en juillet
- 1 terrain 3 heures / semaine sur l'année scolaire.

De plus la Ville se réserve la possibilité d'organiser des manifestations exceptionnelles après information de l'occupant moyennant un préavis de 2 mois.

Article 6 – Assurances

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service des Sports
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

Article 8 – Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

Paraphe ville

Paraphe occupant

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective de l'ensemble immobilier par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 – Litiges

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux
Sports,

Fabien ABERT

Pour l'occupant,

Qualité :

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC CENTRE EQUESTRE COMPLEXE SPORTIF GRAMMONT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Gorges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par
délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'association CENTRE EQUESTRE DE MONTPELLIER GRAMMONT

Domiciliée avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire d' un ensemble immobilier destiné à la pratique de l'équitation situé avenue Albert Einstein 34 000 Montpellier, relevant de son domaine public.

Afin de promouvoir et développer cette activité sportive, la commune a souhaité mettre cet équipement à la disposition de l'association « CENTRE EQUESTRE DE MONTPELLIER GRAMMONT ». L'installation sera largement ouverte aux utilisateurs dans la journée, tous les jours de la semaine, dimanches compris, et des créneaux horaires seront spécialement réservés à la Ville de Montpellier selon les modalités fixées ci-après.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier autorise l'occupation des lieux ci-après désignés :
Adresse du bien Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein 34000 Montpellier

Les lieux mis à disposition :

- 1 écurie avec 55 boxes aménagés
- 1 manège couvert (300m²)
- 1 paillère couverte (300 m²)
- 1 carrière découverte (60 m x 80m)
- 1 carrière poney (20 x 10)

L'occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdite et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux d'entrée

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

Article 3 - Durée

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de 12 mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016 et se terminera le 31 décembre 2016.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Redevance et charges

4.1 - Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

4.2 – Redevance

4.2.1 Locaux associatifs

La valeur locative annuelle, comprenant les charges, de ces locaux est de 15930 €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance sera minorée et limitée à 35 € annuels que l'occupant s'engage à payer annuellement.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 15895 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

4.2.2 Installations du Centre Equestre

L'occupant aura à sa charge tous les frais nécessaires au bon fonctionnement des installations en matériel et personnel. Pour ce qui concerne les consommations d'eau, de courant électrique, de gaz et de téléphone, etc ... Le montant de la redevance recouvrant les charges de consommations diverses est de : 3 110 €.

Dans le cas où l'occupant n'assurerait pas la bonne tenue et le nettoyage des terrains, il serait procédé par le service des Sports de la Ville aux travaux de nettoyage et d'entretien qui s'imposent et ce, aux frais de l'occupant.

En cas de manquement renouvelé de l'occupant à ses obligations la résiliation de la présente pourra être prononcée par la Ville dans les conditions fixées à l'article 8 ci-après.

Le montant total de la redevance forfaitaire recouvrant la redevance liée à la mise à disposition du local associatif et les frais des installations de tennis à la charge de l'occupant à la diverses est de : 3 145 €

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

Article 5 - Obligations de l'occupant

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;

- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

5.4.1 Modalités d'exploitation

Pour assurer l'exploitation, l'occupant pourra s'entourer du concours des personnes nécessaires à sa bonne marche, qu'il aura la charge de recruter et rémunérer sous sa seule responsabilité.

Il devra notamment satisfaire comme tout employeur aux obligations de toute nature prévues par la législation en vigueur et faire son affaire personnelle de tout conflit ou toute rupture de contrat de travail pour quelque cause que ce soit.

5.4.2 Tarifs

Les tarifs pourront être révisés annuellement, à la demande des parties, dans le cadre des limites permises par la réglementation en vigueur ou à défaut, en fonction de la fluctuation des conditions économiques mesurée par l'indice « consommation des ménages urbains » publié par l'INSEE.

5.4.3 Animation

L'association propose d'animer le centre Equestre lors d'activités s'adressant à tous les Montpelliérains, notamment en direction des enfants scolarisés dans les écoles de la Ville de Montpellier.

De plus la Ville se réserve expressément le droit d'utiliser ces installations s'agissant de biens appartenant à son domaine public, pour des manifestations qu'elle aurait à organiser. L'association ne pourra pas réclamer une compensation pour les incidences découlant de ces manifestations, tant sur le plan financier que sur le fonctionnement du club.

5.4.4 Transformation et embellissement des locaux

Si des travaux devaient être réalisés par l'Association, ils le seraient suivant les règles de l'art et conformément aux réglementations relatives à la sécurité, l'urbanisme et l'hygiène. Ils

devront en outre, dès le stade de leur projet, être soumis pour accord préalable à la Ville de Montpellier, sans préjudice des autorisations formelles à obtenir par ailleurs (permis de construire, autorisation d'ouverture de la commission de sécurité, etc...).

Tous les aménagements et installations faits par l'Association deviendront, sans indemnité, propriété de la Ville à la fin de l'occupation, à moins que la Ville ne préfère que les lieux soient rétablis dans leur état primitif.

Par ailleurs, l'association souffrira, sans indemnité, les travaux qui pourraient être entrepris par la Ville dans les locaux, pour quelque raison que ce soit et quelle qu'en soit la durée.

Article 6 – Assurances

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant

- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service des Sports
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

Article 8 – Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

Paraphe ville

Paraphe occupant

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective de l'ensemble immobilier par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 – Litiges

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux
Sports,

Fabien ABERT

Pour l'occupant,

Qualité :

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)



CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC TENNIS DE LA PAILLADE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,

Domiciliée 1 place Gorges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par
délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2016,

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART,

ET :

L'association TENNIS CLUB PAILLADE

Domiciliée Centre Sportif Léon Cazals Route de Vauguières 34000 Montpellier
Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « L'occupant »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

La Ville de Montpellier est propriétaire d' un ensemble immobilier destiné à la pratique du tennis situé avenue d'Heidelberg 34 080 Montpellier, relevant de son domaine public.

Afin de promouvoir et développer cette activité sportive, la commune a souhaité mettre cet équipement à la disposition de l'association « TENNIS CLUB PAILLADE ». L'installation sera largement ouverte aux utilisateurs dans la journée, tous les jours de la semaine, dimanches compris, et des créneaux horaires seront spécialement réservés à la Ville de Montpellier selon les modalités fixées ci-après.

Elle accepte de le mettre à disposition de l'occupant de manière temporaire, précaire et révocable conformément aux articles L. 2122-1 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Article 2 - Dispositions concernant les lieux occupés

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier autorise l'occupation des lieux ci-après désignés :
Adresse du bien Complexe sportif de Grammont avenue Albert Einstein 34000 Montpellier

Les lieux mis à disposition :

- 8 courts de tennis avec éclairage poteaux et filets
- 2 vestiaires tennis avec douches individuelles
- 1 club house de 140 m²

L'occupant déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdite et notamment celui d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux d'entrée

L'occupant prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux d'entrée sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la présente convention.

L'occupant s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux de sortie

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ de l'occupant.

Article 3 - Durée

La présente convention d'occupation est consentie pour une durée de 12 mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2016 et se terminera le 31 décembre 2016.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Un exemplaire original de la présente convention sera remis à l'occupant qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Redevance et charges

4.1 - Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement de la redevance et/ou des charges selon l'échéance ci-après définie.

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement de la redevance et/ou des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèce.

4.2 – Redevance

4.2.1 Locaux associatifs

La valeur locative annuelle, comprenant les charges, de ces locaux est de 11200 €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction d'un intérêt public, la redevance sera minorée et limitée à 35 € annuels que l'occupant s'engage à payer annuellement.

Cette redevance minorée est constitutive d'une subvention en nature annuelle de 11165 €, qui devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui de l'occupant.

4.2.2 Installations de Tennis

L'occupant aura à sa charge tous les frais nécessaires au bon fonctionnement des installations en matériel et personnel. Pour ce qui concerne les consommations d'eau, de

courant électrique, de gaz et de téléphone, etc ... Le montant de la redevance recouvrant les charges de consommations diverses est de : 615 €.

Dans le cas où l'occupant n'assurerait pas la bonne tenue et le nettoyage des terrains, il serait procédé par le service des Sports de la Ville aux travaux de nettoyage et d'entretien qui s'imposent et ce, aux frais de l'occupant.

En cas de manquement renouvelé de l'occupant à ses obligations la résiliation de la présente pourra être prononcée par la Ville dans les conditions fixées à l'article 8 ci-après.

Le montant total de la redevance forfaitaire recouvrant la redevance liée à la mise à disposition du local associatif et les frais des installations de tennis à la charge de l'occupant à la diverses est de : 650 €

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat de l'occupant sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

Article 5 - Obligations de l'occupant

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

L'occupant utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil.

Ainsi :

- 1) l'occupant ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition ;
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,
 - L'abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble ;
- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale ;
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux ;
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap ;
- 6) L'occupant ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier ;
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits ; la Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir,

l'occupant s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.

- 8) En cas de mise en place d'une alarme par l'occupant, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux mis à disposition à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association.

Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux mis à disposition doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

L'occupant s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;
- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté de plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, ventilation et climatisation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteur, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes

automatiques, extincteurs, ...), l'occupant s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, l'occupant a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention.

A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs de l'occupant.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

L'occupant s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau, d'objet de l'association, ou de modification de siège social, dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

5.4.1 Modalités d'exploitation

Pour assurer l'exploitation, l'occupant pourra s'entourer du concours des personnes nécessaires à sa bonne marche, qu'il aura la charge de recruter et rémunérer sous sa seule responsabilité.

Il devra notamment satisfaire comme tout employeur aux obligations de toute nature prévues par la législation en vigueur et faire son affaire personnelle de tout conflit ou toute rupture de contrat de travail pour quelque cause que ce soit.

5.4.2 Tarifs

Les tarifs pourront être révisés annuellement, à la demande des parties, dans le cadre des limites permises par la réglementation en vigueur ou à défaut, en fonction de la fluctuation des conditions économiques mesurée par l'indice « consommation des ménages urbains » publié par l'INSEE.

5.4.3 Animation

L'occupant pourra organiser :

- Des stages
- Des tournois
- Des leçons de tennis

Les terrains de tennis restent à la disposition de la Ville selon les créneaux ci-après définis :

- 3 terrains de 10 h à 13 h, une semaine à chaque vacances (Toussaint - Hiver – Printemps)
- 3 terrains de 10 heures à 13 h, 4 jours par semaine en juillet et août.
- 3 terrains de 9 h 30 à 12 h, 3 jours / semaine sur l'année scolaire.

De plus la Ville se réserve la possibilité d'organiser des manifestations exceptionnelles après information de l'occupant moyennant un préavis de 2 mois.

Article 6 – Assurances

L'occupant s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville au plus tard 15 jours après la remise des clés à l'occupant
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service des Sports
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie ;
- Céder le contrat à un tiers.

Article 8 – Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait.

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement de l'occupant à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum de (à déterminer : par ex une semaine avant la fin du contrat), afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective de l'ensemble immobilier par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritiques divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritiques divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 – Litiges

La Ville de Montpellier et l'occupant s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le

Pour la Ville

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué à la Jeunesse et aux
Sports,

Fabien ABERT

Pour l'occupant,

Qualité :

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2016 / 68**

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier a toujours développé un partenariat actif avec les associations et structures œuvrant pour l'égalité des droits et des devoirs implantées sur son territoire.

Dans le cadre de sa politique de lutte contre les discriminations et le racisme, la Ville de Montpellier a aujourd'hui la volonté de travailler de manière partenariale sur cette thématique.

C'est pourquoi la Ville de Montpellier souhaite adhérer à la Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) afin de rejoindre le réseau des villes désireuses de mener ensemble une lutte concrète contre le racisme et de s'engager à mettre en œuvre le plan d'actions en 10 points « Dix engagements pour lutter concrètement contre le racisme dans la ville ».

La Coalition européenne des villes contre le racisme a été lancée le 10 décembre 2004 à Nuremberg, à l'occasion de la 4^{ème} conférence européenne des villes pour les Droits de l'Homme. Elle rassemble aujourd'hui 14 villes européennes dont Gap, Toulouse, Lyon et Paris. Montpellier serait ainsi la 1^{ère} ville du bassin méditerranéen à participer à cette coalition.

L'adhésion pleine et entière de la Ville de Montpellier sera entérinée par la Coalition européenne des villes contre le racisme après présentation lors du prochain comité directeur de l'ECCAR, qui devrait se tenir en avril 2016 à Nantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de valider la demande d'adhésion de la Ville de Montpellier à la Coalition européenne des villes contre le racisme qui sera présentée à la Coalition européenne des villes contre le racisme;

- de prélever le montant de la dépense de 1 000 € sur les crédits inscrits au budget 2016 de la Direction de la Cohésion Sociale (nature 6281, chapitre 925) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe ou le conseiller municipal délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Accompagnement des manifestations en milieu festif - Demande de subvention dans le cadre des Estivales 2016 -

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de son Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD), la Ville de Montpellier a mis en place une commission de travail dédiée aux addictions et conduites à risques. Un des axes opérationnels de cette commission est de prévenir et réduire les risques liés aux consommations d'alcool (ou autres produits) aux moments de la semaine ou de l'année plus particulièrement fréquentés.

C'est pourquoi, lors de la manifestation des Estivales 2016 qui se déroulera du 8 juillet au 26 août, un dispositif d'accompagnement, d'information et de sensibilisation de la population se déploiera sur l'espace public et plus précisément sur la Comédie et l'esplanade Charles de Gaulle avec l'appui de l'association Avenir Santé 34.

Le financement de ce dispositif peut faire l'objet d'une demande subvention auprès de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA - anciennement MIDLT) qui coordonne, anime et soutient les efforts des partenaires publics dans tous les domaines de la lutte contre les addictions (drogues, toxicomanies, alcool).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De solliciter une subvention de 5 000 € auprès des services de l'Etat dans le cadre de la Mission Interministérielle de Lutte contre la Drogue Et les Conduites Addictives (MILDECA),
- D'autoriser M. le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Convention tripartite Ateliers d'Art de France -Montpellier Méditerranée Métropole - Ville de Montpellier relative à l'organisation du salon Ob'art 2016 - Autorisation de signer

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Depuis 2012, la Ville travaille en étroite collaboration avec la Chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser la filière des métiers d'art sur notre territoire.

Cette organisation professionnelle, représentative des métiers d'arts en France, souhaite contribuer à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville Métiers d'Art », en promouvant, valorisant et préservant le développement économique des métiers d'art sur notre territoire.

Ateliers d'Arts de France a acquis en 2013 la Chapelle de la Visitation afin de la réhabiliter pour en faire un espace d'exposition du savoir-faire des artisans d'arts : la *Nef*.

Ce partenariat a enfin donné lieu à l'organisation, en 2013 et 2014 du Salon Ob'Art pour lequel la Ville a assuré pour les deux premières éditions la prise en charge de la location du Corum.

Le salon Ob'art repose sur 4 fondements :

- Haut niveau de sélection des exposants, professionnels des métiers d'arts, en France ou à l'étranger ;
- Scénographie élégante et sobre laissant l'art au premier plan ;
- Communication à l'image du salon sur les supports de la ville d'accueil ;
- Lieu et emplacements de qualité correspondant à l'image du salon : le Corum à Montpellier.

L'édition 2016, qui se déroulera du 17 au 20 mars 2016 et dont le thème sera blanc et rouge, réunira près de 80% d'exposants de la région, mettant en avant les services aux monuments comme la taille de pierre, les vitraux, la dorure.

Il s'agit d'une véritable nouveauté pour le territoire à vocation culturelle, pédagogique et tourné vers l'international.

Cette manifestation, d'un budget global de près de 250 000€ structurellement déficitaire, a pour objectif de devenir un rendez vous incontournable des collectionneurs d'Arts du Grand Sud et devient gratuit pour permettre un accès au plus grand nombre.

La chambre syndicale demande donc à la Ville et à la Métropole de la soutenir dans l'organisation de ce salon.

Les demandes sont les suivantes :

- Prise en charge de la location du Corum ;
- Participation à la décoration du salon ;
- Participation à l'extension sur l'Esplanade pour la partie outdoor.

Le projet de convention tripartite annexée à la présente encadre et précise les relations entre Ateliers d'Art de France, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour l'édition 2016 du salon.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'approuver les termes de la convention tripartite relative à l'organisation du salon Ob'art 2016 et l'imputation des dépenses correspondantes sur le budget de la Ville, tous chapitres,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son Adjoint délégué à signer la présente convention ainsi que tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

**PROJET DE CONVENTION TRIPARTITE
POUR L'ORGANISATION DU SALON OB'ART - MONTPELLIER**

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Ateliers d'Art de France, Chambre syndicale inscrite sur les registres de la Préfecture de la Seine sous le n° 7.691, dont le siège est à Paris (75009), 8 rue Chaptal, représentée par M. Serge Nicole, Président

(Ci-après AAF),

Organisateur du salon Ob'Art de première part,

La Ville de Montpellier - dont le siège est Hôtel de Ville, 1 place Georges Freche (34000) à Montpellier, représentée par Monsieur Philippe Saurel, Le Maire,

(Ci-après La Ville de Montpellier),

Partenaire du salon de seconde part,

Montpellier Méditerranée Métropole - dont le siège est 50 Place Zeus, CS 39 556 – 34961 Montpellier cedex 2, représentée par Monsieur Philippe Saurel Le Président,

(Ci-après La Métropole),

Partenaire du salon de troisième part,

Ont établi, la présente convention qui établit le cadre de la collaboration entre AAF, La Ville de Montpellier et la Métropole, concernant le Salon Ob'Art, le salon des créateurs de métiers d'art.

Article 1. - Objet de la convention

La Ville de Montpellier et La Métropole souhaitent construire avec les Ateliers d'Art de France un partenariat durable en faveur de la promotion, de la valorisation, de la préservation et du développement économique des métiers d'art sur son territoire.

Le Salon Ob'Art s'inscrit dans ce contexte. Le concept du salon Ob'Art s'énonce en 4 fondements :

1. Le haut niveau de sélection des exposants qui sont tous des professionnels de métiers d'art ;
2. Une scénographie élégante, qualitative et sobre, laissant aux créations et aux créateurs la 1ère place ;
3. Des supports et un plan de communication à l'image du salon, relayé sur les supports du territoire d'accueil;

4. Un lieu et des emplacements correspondant à l'image du salon. A Montpellier le salon se tient au Corum situé au cœur de la Ville. Il est prévu d'étendre le salon à l'extérieur du Corum, sur l'esplanade.

Le salon Ob'Art par son rayonnement culturel, touristique et économique s'inscrit pleinement dans les objectifs du territoire.

La présente convention a pour objet de définir les accords et engagements mutuels entre La Ville de Montpellier et La Métropole partenaires du salon, et Ateliers d'Art de France, l'organisateur du Salon, concernant l'organisation du salon Ob'Art à Montpellier, pour la durée prévue à l'article 3. L'objectif des parties est de développer le salon Ob'Art.

Cette manifestation annuelle, qui réunit les professionnels des métiers d'art de création et du patrimoine, nationaux et européens, est destinée au grand public comme aux visiteurs professionnels. Le salon Ob'Art s'est tenu en 2013 et en 2014 en décembre. L'édition 2016 se tiendra du 18 au 20 mars.

Article 2. - Apports

Les Parties apportent respectivement

- Pour Ateliers d'Art de France:
 - apporte sa caution d'organisation professionnelle nationale des métiers d'art ;
 - son image d'organisateur de salon de haute qualité pour promouvoir les métiers d'art d'excellence de création (avec le salon Révélation au Grand Palais), et du patrimoine (avec le Salon International du Patrimoine Culturel au Carrousel du Louvre) ;
 - sa notoriété et sa capacité à rassembler les acteurs économiques et institutionnels du secteur des métiers d'art ;
 - son savoir-faire et ses outils mis au service de l'image et de la valorisation des métiers d'art auprès du grand public comme auprès des institutionnels ;
 - ses moyens de communication et de fédération de ses adhérents et plus largement de l'ensemble du secteur des métiers d'art ;
 - sa structure opérationnelle. Notamment, un salarié AAF dédié à plein temps (chef de projet Ob'Art), le management du projet par les directions opérationnelles d'AAF (direction générale, direction administrative et financière, direction de la communication, responsable salons France) et la contribution opérationnelle des équipes AAF concernées, par domaine (communication ; web et digitale ; institutionnelle) ;
 - ses moyens financiers pour organiser le salon au Corum et sur ses extensions sur le domaine public (cf. article 6).
- Pour La Ville de Montpellier :
 - Apporte son expérience en matière d'organisation d'événements culturels au Corum et sur l'ensemble des espaces publics de la Ville. Compte tenu de la surface limitée du Corum il est convenu entre les parties que les voies de développement du salon passent

nécessairement par une extension du salon sur l'espace public. La ville s'engage à mettre à disposition d'AAF le domaine public situé à proximité du salon (l'esplanade) pour permettre d'étendre le salon en fonction de la demande d'exposants et des besoins d'AAF.

- Apporte ses moyens et supports de communication sur la ville.
- Apporte sa capacité à mobiliser les acteurs institutionnels du territoire
- Apporte sa capacité à mobiliser les acteurs économiques implantés sur la ville et plus largement sur la Métropole (entreprises, groupements d'entreprises, club de dirigeants, club de collectionneurs, hôtels et restaurants, ...);
- Apporte une aide financière correspondant à la prise en charge totale des coûts liés à la location du Corum et à la mise à disposition de l'espace public, permettant l'implantation intégrale de l'ensemble des exposants au salon et des démonstrations prévues dans la programmation.

- Pour La Métropole

- Apporte une subvention directe à l'organisateur AAF pour la réalisation du salon Ob'art.
- Apporte ses moyens et supports de communication sur le territoire
- Apporte sa capacité à mobiliser les acteurs institutionnels du territoire.

Article 3. – Durée

La convention couvre l'édition 2016 du Salon Ob'art, qui se tiendra du 18 au 20 mars 2016.

Article 4. – Communication du Salon

4.1 Fonctionnement général:

La définition du plan de communication du salon est à la charge d'AAF sur la base de la liste des supports et des moyens que la Ville de Montpellier et de la Métropole s'engagent à mettre à disposition de l'évènement.

Le plan de communication du salon fera l'objet d'une transmission pour information au référent en charge de la communication à la Ville de Montpellier et de la Métropole dont le nom aura été communiqué par le chef de projet de la Ville Montpellier à Ateliers d'Art de France.

La responsable de la communication des salons d'AAF assure le lien entre AAF et le référent communication désigné par La Ville de Montpellier et de la Métropole et formalise avec lui les apports respectifs de la Ville et de La Métropole dans le cadre du plan de communication d'Ob'Art sur le territoire.

L'organisateur s'engage à apposer les logos de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole sur tous les documents qu'il édite et à faire état dans ses communications de l'aide apportée par la Ville et de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 5. – Missions respectivement prises en charge par les parties

Les parties conviennent d'organiser le salon selon la répartition des missions, détaillée ci-après.

Ateliers d'Art de France prendra en charge les missions suivantes et l'ensemble des relations contractuelles avec les tiers :

- La relation avec le Corum, négociation des conditions tarifaires, réservation des locaux, toutes les démarches et autorisations nécessaires, ainsi que toute obligation vis-à-vis des administrations concernées, dans le respect du budget prévisionnel approuvé par les parties en comité de pilotage ;
- L'intégralité de la fonction commerciale du salon : la commercialisation des stands, auprès de professionnels des métiers d'art et d'associations métiers d'art, et la négociation d'accords avec les partenaires ;
- L'intégralité de la fonction de communication du salon en lien avec les équipes de La Ville de Montpellier et de La Métropole.
- La mise en œuvre technique et logistique du Salon, notamment les rapports avec les fournisseurs et installateurs, sécurité et assurance, le choix des prestataires, l'accueil des exposants et du respect par ces derniers du plan d'aménagement prévisionnel des espaces d'exposition, le commissariat général, la facturation et les encaissements ;
- L'élaboration du dossier technique comprenant : les informations pratiques, le règlement général du salon et les règlements particuliers, le descriptif des stands, le plan d'aménagement prévisionnel des espaces d'exposition, le règlement de sécurité et les assurances ;
- L'organisation et la préparation des comités de pilotage et du comité de sélection ;
- La création et le suivi de la mise à jour du site internet du Salon, le choix des prestataires et le suivi de production et d'édition de tous les documents promotionnels et de communication nécessaires au Salon ;
- La définition et la sélection des événements et manifestations du salon constituant son programme ;
- La promotion du salon auprès des visiteurs ;
- En dehors de la signature du contrat avec Montpellier Events et de son règlement qui sont assurés par la Ville, AAF assure les achats et règlements de tous les autres postes de charge dans le cadre du budget prévisionnel ;
- La présentation lors du comité de pilotage du bilan des comptes de l'édition 2016.

Le chef de projet désigné par la Ville de Montpellier et la Métropole aura en charge de coordonner les missions suivantes :

- Les autorisations territoriales nécessaires à l'installation et la tenue du salon sur l'espace public, s'assurer de la conformité de l'occupation en fonction de l'arrêté délivré,
- Mettre à disposition des plans pour faciliter l'implantation
- Mettre à disposition des bornes électriques sur l'Esplanade, tous les branchements et autres raccords sont à la charge d'AAF
- La mise en relation entre l'office du tourisme, AAF et la Ville pour définir conjointement les actions de promotion qui peuvent être menées ;
- La mise à disposition des supports et moyens de communication de La Ville et de la Métropole des supports et moyens étendus à la communauté d'agglomérations selon le plan de communication défini par AAF et convenu ensemble ;
- L'intégration de la visite du salon dans les programmes de sorties scolaires en faveur de l'éducation à l'art ;
- L'intégration du salon Ob'Art dans la programmation culturelle de la Ville et de La Métropole et la mise en lien des différents services concernés pour faciliter la promotion de l'évènement auprès de tous les publics ;
- Les relations institutionnelles et la promotion de l'évènement auprès des VIP ;
- La promotion sur l'ensemble du territoire de l'évènement et la mobilisation des acteurs économiques ;
- Le paiement d'une subvention annuelle de soutien à l'évènement selon le tableau défini à l'article 6.

Article 6. – Conditions financières

6.1. Pour La Ville de Montpellier

La subvention de La Ville de Montpellier est composée de :

- la prise en charge du coût du Corum dont la Ville de Montpellier est directement signataire du contrat ;

La contribution de la Ville de Montpellier sera versée directement à Montpellier Events.

6.2. Pour La Métropole

La subvention de la Métropole est composée de :

- la subvention directe versée à l'organisateur Ateliers d'Art de France d'un montant fixé pour l'édition 2016 à 36850.50 € TTC.

La subvention sera créditée au compte du bénéficiaire après signature de la présente convention, selon les procédures comptables en vigueur et sur présentation de la reddition des comptes de la manifestation.

Dans ce cadre, l'organisateur s'engage à fournir un compte rendu d'exécution et un bilan financier dans les trois mois suivant la fin de la manifestation.

L'organisateur s'engage aussi à faciliter le contrôle par Montpellier Méditerranée Métropole de la réalisation des actions, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables.

6.2. Pour Ateliers d'Art de France

L'apport financier d'Ateliers d'Art de France est composée de :

- La prise en charge intégrale des coûts de gestion de projet, définis forfaitairement à 40 000€
- un apport financier complémentaire visant à combler l'écart entre les recettes du salon et les dépenses du salon, en vue d'un exercice équilibré. Selon le budget établi pour l'édition 2016 l'apport complémentaire d'AAF est fixé à un maximum de 53 540 €HT

Article 7 – Droit applicable - litige

Les parties s'engagent à régler à l'amiable tout différend éventuel qui pourrait résulter de la présente convention. En cas d'échec, le Tribunal Administratif de Montpellier est compétent.

En cas d'annulation de la manifestation, la présente convention sera considérée comme résiliée de plein droit, immédiatement et sans formalité préalable.

Fait en trois exemplaires,

à Montpellier, le

Ateliers d'Art de France

La Ville de Montpellier

**Montpellier
Métropole**

Méditerranée

Serge Nicole

Philippe Saurel

Philippe Saurel

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Détermination du nombre d'Adjointes au Maire de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

En application des dispositions de l'article L 2122-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « *le Conseil municipal détermine le nombre des Adjointes au maire sans que ce nombre puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil municipal.* » Compte tenu de la strate démographique dans laquelle se situe la Ville de Montpellier, cette disposition permet au Conseil municipal de créer au maximum 19 postes d'Adjointes au Maire.

Par ailleurs, l'article L 2122-2-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit la possibilité, dans les communes de 80 000 habitants et plus, de créer des postes d'Adjointes au Maire principalement chargés d'un ou plusieurs quartiers, « *sans toutefois que le nombre de ceux-ci puisse excéder 10 % de l'effectif légal du Conseil municipal* ». Cette disposition permet donc de créer au maximum 6 postes d'Adjointes au Maire supplémentaires.

Le nombre maximal d'Adjointes au Maire de la Ville de Montpellier est donc de 25 postes. La délibération n°2015/126 du 29 avril 2015 a fixé ce nombre à 23 Adjointes au Maire.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il est proposé de ne pas la remplacer dans ses fonctions d'Adjointe au Maire, et de réduire en conséquence à 22 le nombre d'Adjointes au Maire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De fixer à 22 le nombre d'Adjointes au Maire de la Ville de Montpellier.

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Mise en place de la commission éthique à la Ville de Montpellier Modification de la composition et de la durée du mandat des représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des engagements de la majorité municipale auprès de l'association Anticor et de sa volonté de respecter les fondements de la charte éthique, la Ville de Montpellier a mis en place lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015 une commission éthique.

Cette commission éthique a pour objet de soumettre le comportement et l'action des élus à un questionnaire éthique :

- Une éthique générale recherchant un comportement, une gestion des affaires, une prise de décisions qui soient responsables ;
- Une éthique de gestion : respect du principe d'unité, d'annualité budgétaire et d'équilibre, bon usage de la nomenclature en chapitres et articles, principe de sincérité, rattachement des charges et produits à l'exercice, politique budgétaire en cohérence sur la durée du mandat, et un vrai débat d'orientation sur la politique à mener dans la collectivité et vers un budget participatif, la communication ou le renseignement des engagements hors bilan, l'inventaire sincère du patrimoine ;
- Une éthique des pratiques : prévention des risques de corruption, de prise d'intérêt illégale, accès aux informations des citoyens, approche pédagogique de la tenue des séances publiques, respect de l'opposition, espaces ou rendez-vous citoyens pour informer régulièrement du travail des élus, règles claires d'attribution des subventions aux associations, l'usage des moyens de la collectivité locale par les élus, la transparence dans les indemnités et remboursements de frais d'élus, cadeaux, gestion des actions de lobbying... ;
- Une éthique du respect des obligations légales et réglementaires, en particulier le Droit à la formation des élus et des salariés territoriaux.

Afin de respecter la parité entre élus de la majorité et élus de l'opposition, il est proposé de modifier la composition de la commission comme suit :

- Trois représentants de l'opposition ;
- Trois élus de la majorité municipale ;
- Six citoyens (tirés au sort sur les listes électorales). Ils devront faire une déclaration d'intérêts, comme l'ont fait les élus de la collectivité.
- Un observateur titulaire de l'association Anticor et son suppléant.

Il est également proposé d'étendre la durée du mandat de la commission à la durée du mandat municipal, avec la possibilité pour le Conseil municipal de désigner tous les trois ans de nouveaux représentants.

Cette commission tiendra sa première réunion début mars 2016, et établira son règlement intérieur à l'occasion de cette réunion.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

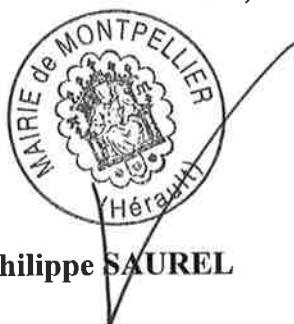
- Acter la composition de cette commission et la durée du mandat proposé ;
- Désigner les représentants de l'opposition et de la majorité municipale dans cette instance ;
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont été élus :

- Bernard TRAVIER
- Patricia MIRALLES
- Abdi EL KANDOUSSI
- Gérard LANNELONGUE
- Clare HART
- Audrey LLEDO

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) - Désignation d'un nouveau représentant au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux dispositions des articles L 123-6 et R 123-7 du code de l'Action sociale et des familles, la Ville de Montpellier doit être représentée au sein du Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, dont Monsieur le Maire est le Président de droit, par 8 autres membres du Conseil Municipal, élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle.

Par délibération en date du 23 juillet 2015, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au Conseil d'administration du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

Suite à la démission de Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient donc de procéder au renouvellement de la désignation des représentants de la Ville au Conseil d'Administration du CCAS.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de désigner le nouveau représentant dans cette instance.

A été élu(e) :

- Thibault RASSAT

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Universités de Montpellier- Désignation de nouveaux représentants

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le 18 juin 2015, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a désigné, au sein des différentes instances en lien avec les Universités et les grandes écoles du territoire de la commune, des représentants élus titulaires et, le cas échéant, des représentants suppléants.

Suite à la démission de Khanthaly PHOUTTHSANG, et suite à l'adoption par l'Université Montpellier III de nouveaux statuts nécessitant, afin de garantir la parité dans les instances, que titulaire et suppléant soient de même sexe, il vous est proposé les modifications suivantes :

Libellé	Statut	Instance	Titulaires	Suppléants
Université MontpellierIII - Conseil d'administration	Etablissement universitaire	Conseil d'administration	Guy BARRAL	Thibault RASSAT
Université Montpellier III – Conseil de la formation et de la vie universitaire	Etablissement universitaire	Conseil de la formation et de la vie universitaire	Chantal MARION	Sonia KERANGUEVEN
Université Montpellier III – Conseil de l'UFR 1	Etablissement universitaire	Conseil de l'UFR 1	Chantal MARION	Sonia KERANGUEVEN

Université de Montpellier - Conseil d'UFR Droit	Etablissement universitaire	Conseil de l'UFR Droit	Nicole LIZA	Thibault RASSAT
Université de Montpellier - Conseil d'UFR Economie	Etablissement universitaire	Conseil d'UFR Economie	Caroline NAVARRE	Thibault RASSAT

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- De procéder à ces modifications et de désigner les représentants de la Ville dans ces instance.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26/02/2016

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2016 / 75**

**Séance publique du
jeudi 25 février 2016**

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DÔMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Institut Confucius - Désignation d'un nouveau représentant à l'Assemblée Générale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Institut Confucius a pour but de promouvoir la langue et la culture chinoises auprès d'un très large public : enfants, adultes et personnes intéressées par la Chine.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la ville de Montpellier, doit désigner deux représentants titulaires et deux représentants suppléants pour la représenter lors de l'Assemblée Générale.

Par délibération en date du 18 juin 2015, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission du Conseil municipal de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient de procéder à la désignation d'un nouveau membre titulaire de la Ville dans cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue :

- Chantal MARION

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 26/02/2016

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2016 / 76**

**Séance publique du
jeudi 25 février 2016**

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

**Commission de la réforme du matériel et des véhicules
Désignation d'un membre de la commission interne**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les instructions comptables M14 imposent le principe de l'enregistrement à l'inventaire des biens mobiliers : toute sortie de l'actif de la collectivité doit être constatée par une opération comptable.

L'accord de sortie de l'inventaire du matériel et des véhicules est donné par une commission de réforme composée d'élus du Conseil municipal.

Par délibération en date du 24 avril 2014, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient de désigner un nouveau membre au sein de la commission de la réforme du matériel et des véhicules.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu :

- Thibault RASSAT

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Association « Maison de Montpellier à Chengdu » Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association « Maison de Montpellier à Chengdu » a pour but d'assurer la gestion de la Maison ouverte à Chengdu, ville jumelle de Montpellier. Elle suscite l'animation indispensable à l'action de la Maison au plan culturel, touristique, technique et économique. Elle assure également la promotion de la Ville de Montpellier, de son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, et du dynamisme de son artisanat notamment à travers la promotion de produits artisanaux de Montpellier et de son agglomération.

Conformément aux dispositions statutaires de l'association, la Ville de Montpellier, en qualité de membre actif, doit être représentée au sein de l'Assemblée générale et du Conseil d'Administration de l'Association de la Maison de Montpellier à Chengdu par quatre membres élus représentants du Conseil Municipal.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il est nécessaire de désigner un nouveau représentant de la Ville au sein de cette instance afin de la remplacer.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu :

- Robert COTTE

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Association MEDIA FORMA SUD Désignation d'un nouveau représentant de la Ville au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Média Forma Sud a pour but la formation aux divers métiers de la Communication.

Conformément à l'article 6 de ses statuts, la Ville de Montpellier, en tant que personne morale, membre actif, est représentée à l'assemblée générale de l'association Média Forma Sud par un représentant titulaire et un représentant suppléant.

Suite à la démission de Mme Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient de procéder à la désignation du nouveau représentant suppléant de la Ville dans cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu :

- Thibault RASSAT

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Commission d'Evaluation des Transferts de Charges de Montpellier Méditerranée Métropole Désignation d'un représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'article 836 de la loi n° 99-586 du 12 juillet 1999 a organisé la procédure d'évaluation des transferts de charges entre les communes et les EPCI à fiscalité propre. Cette procédure est codifiée au Code Général des Impôts (article 1609 nonies CIV).

La loi dispose qu'il est créé entre les communes et l'établissement public de coopération intercommunal une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges. Ce dispositif a pour objectif de permettre un juste calcul des attributions de compensation.

Les membres de cette commission doivent être désignés par les Conseils Municipaux en leur sein. Un conseiller municipal siégeant au Conseil de Communauté peut également être membre de cette commission.

Le Conseil de Communauté d'Agglomération a délibéré dans sa séance du 24 juin 2002 sur la création, la composition et le règlement intérieur de la commission locale d'évaluation des transferts de charge.

La Commission d'évaluation des transferts de charges de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est composée de 92 membres désignés en leur sein par les Conseils Municipaux.

La répartition des sièges entre les communes s'effectue selon des modalités identiques à celle de la représentation au Conseil de Communauté, à la représentation proportionnelle de la population, chaque commune devant bénéficier d'un représentant, aucune commune ne pouvant avoir plus de la moitié des sièges.

Le nombre de délégués par Conseil Municipal au sein de la commission est égal au nombre de sièges que possède la commune au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La Ville de Montpellier dispose donc de 46 représentants titulaires et 19 suppléants.

Par délibération en date du 2 octobre 2014, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG il convient de désigner un nouveau membre titulaire au sein de cette instance, ainsi qu'un membre suppléant remplaçant celui devenant titulaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

Ont été élus :

- Brigitte ROUSSEL-GALIANA (titulaire)
- Thibault RASSAT (suppléant)

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 26 février 2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Festival international MONTPELLIER DANSE Désignation d'un représentant de la Ville au Conseil d'administration

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'association Montpellier Danse a pour objet le développement de la danse, par la création, la production, l'organisation, l'exploitation, la gestion et la formation à Montpellier, en France et à l'étranger de toutes activités artistiques et culturelles.

Conformément à l'article 5 de ses statuts, la Ville de Montpellier, membre de droit, est représentée par 3 membres du Conseil Municipal au Conseil d'administration de l'Association du Festival International de Montpellier Danse.

Suite à la démission de Mme Khanthaly PHOUTTHASANG, il est proposé au Conseil municipal de désigner un nouveau représentant dans cette instance afin de la remplacer.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élue :

- Nicole LIZA

Le Conseil adopte.



Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Commission de contrôle des délégataires de service public Désignation d'un nouveau membre titulaire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La gestion de certaines compétences de la Ville de Montpellier est assurée par délégation de service public. Le Conseil municipal doit, ainsi que le prévoit l'article R 2222-3 du C.G.C.T., créer une commission de contrôle des comptes qui lui sont transmis périodiquement par les délégataires de service public. Il est proposé que cette commission soit composée selon les mêmes dispositions que la commission d'appel d'offres au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste.

Les compétences de cette Commission de contrôle sont :

- l'examen des comptes-rendus techniques et financiers (rapports des délégataires) transmis chaque année avant le 1^{er} juin à la Collectivité, conformément à l'article L1411-3 du C.G.C.T.,
- un avis sur les rapports des délégataires et sur les comptes-rendus d'analyse fournis par l'administration,
- une audition des services de la Ville ou des délégataires de service public, si nécessaire,
- la demande de réalisation d'études complémentaires par l'administration ou par un organisme indépendant, le cas échéant.

La Commission se réunit au moins une fois par an, dans le cadre de l'instruction des rapports annuels transmis par les délégataires de service public avant leur présentation en séance du Conseil municipal.

Monsieur le Maire ou son suppléant est Président de droit de cette Commission.

Par délibération en date du 18 juin 2015, le Conseil municipal a procédé à la désignation des représentants de la Ville au sein de cette commission.

Suite à la démission de Madame Khanthaly PHOUTTHASANG, il convient de désigner un nouveau membre titulaire au sein de cette instance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

A été élu :

– Thibault RASSAT |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 février 2016

Séance publique du jeudi 25 février 2016

Convoqué le jeudi 18 février 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 25 février 2016 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRECHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Sophia AYACHE, Sabria BOUALLAGA, Perla DANAN, Véronique DEMON, Alex LARUE, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Reports d'affectations de subventions votées en 2015

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'exécution du budget 2015, certaines subventions n'ont pu être versées sur l'exercice. Ces subventions concernent notamment des projets nécessitant la production, par la structure subventionnée, des éléments définitifs du dossier.

Conformément à l'article 4 de la convention établie pour l'attribution d'une subvention, ces crédits peuvent faire l'objet d'un report.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de réaffecter ces montants de subventions aux structures bénéficiaires suivant la liste ci-dessous pour un montant total de 1 062 813 € et de proroger pour un an la convention ou la lettre d'engagement.

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE**
- LOGEMENT

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - AIVS HERAULT	F	2 000 €
1784	AGENCE IMMOBILIERE A VOCATION SOCIALE - AIVS HERAULT	F	2 400 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	2 700 €
TOTAL			7100

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 928, nature 6574

5248	UNION REGIONALE DES ORGANISMES HABITAT SOCIAL LR / URO HABITAT	F	8 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	F	1 500 €
TOTAL			9 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **SANTE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
578	AVENIR SANTE	M	3 600 €
2882	ETINCELLE LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	1 500 €
5577	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	M	5 827 €
5940	FORMATION RECHERCHE ACTION A MONTPELLIER MEDITERRANEENNE EN SANTE ET ENVIRONNEMENT	M	500 €
TOTAL			11 427 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **MONTPELLIER TERRITOIRE NUMERIQUE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5604	SCHARFFE François	M	1 500 €
5813	FEDERATION REGIONALE DES UTILISATEURS DU LIBRE	M	9 000 €
TOTAL			10 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **INTERNATIONAL**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
420	MOUVEMENT CONTRE LE RACISME ET POUR L'AMITIE ENTRE LES PEUPLES	F	300 €
1396	MAISON DE HEIDELBERG	F	7 500 €
3342	MONTPELLIER HERAULT QUEBEC	M	500 €
4355	AMITIE FRANCO-VIETNAMIENNE COMITE HERAULT	M	300 €
TOTAL			8 600 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

• Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT**

- **SPORT**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
25	CLRISTALS LES PETITS DEBROUILLARDS	M	990 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	M	1 200 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	M	3 000 €
278	MONTPELLIER ARC CLUB	M	1 200 €
769	MONTPELLIER BADMINTON CLUB	F	1 500 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	6 500 €
1104	MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB	F	13 000 €
1225	MONTPELLIER PETIT BARD FUTSAL	F	11 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
1309	POMPIGNANE SPORT ET CULTURE	F	2 000 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €

2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2139	ASPTT MONTPELLIER	M	1 200 €
2466	ASSOCIATION SPORTIVE DES CEVENNES	F	1 600 €
2608	RACING-CLUB LEMASSON MONTPELLIER	F	1 500 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	M	2 700 €
3176	FESTIVAL INTERNATIONAL DES SPORTS EXTREMES - FISE	M	21 000 €
4265	ATTITUDE	M	1 080 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	F	1 000 €
4748	CHEMIN DES CIMES	M	3 000 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	3 000 €
5223	MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE MA2M	F	30 000 €
5368	MONTPELLIER RUGBY CLUB SASP	F	51 000 €
5442	SAS MONTPELLIER AGGLOMERATION HANDBALL	F	7 000 €
5443	SASP MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB SASP MHSC	F	90 000 €
	COMITE D'ORGANISATION DE L'EURO BASKET 2015	M	45 000 €
	COMITE D'ORGANISATION France 2017 COUPE DU MONDE DE HANDBALL	M	50 000 €
TOTAL			357 070 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 924, nature 6574

- JEUNESSE

Code	Structure	Type	Montant à reporter
586	UEAM UNEF	F	2 900 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	M	300 €
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	F	1 000 €
5810	ECOLOGY AND BEHAVIOUR	M	500 €
TOTAL			4 700 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 924, nature 6574

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4754	RESEAU ACTIONS JEUNES LR	M	1 500 €
6363	SIX SENS	M	1 300 €
TOTAL			2 800 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 924, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **FINANCES**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5073	UNION SOCIALE POUR L'HABITAT NATIONAL	M	13 500 €
5248	UNION REGIONALE DES ORGANISMES HABITAT SOCIAL LR / URO HABITAT	M	15 000 €

5702	UNSA - UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES FEDERATION DES CHEMINOTS ET PERSONNELS DES ACTIVITES ANNEXES	M	3 000 €
TOTAL			31 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

Code	Structure	Type	Montant à reporter
3486	GIP DSUA	F	18 277 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 928, nature 65738

Code	Structure	Type	Montant à reporter
474	ASSOCIATION LA GERBE	M	50 000 €
4151	HABITAT ET HUMANISME HERAULT	M	20 000 €
TOTAL			70 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 900, nature 20422

Code	Structure	Type	Montant à reporter
739	CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE	F	10 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 929, nature 21358

Code	Structure	Type	Montant à reporter
5329	PRES SUD DE FRANCE	F	10 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 20156

▪ Dans le cadre de la thématique **ENFANCE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	M	20 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 906, nature 20422

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1205	CRECHE ASSOCIATIVE UNE SOURIS VERTE	M	61 766 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 900, nature 20422

▪ Dans le cadre de la thématique **ECONOMIE**

- EMPLOI

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1196	BGE MONTPELLIER	M	1 200 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 929, nature 6574

- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1084	JEUNE CHAMBRE ECONOMIQUE DE MONTPELLIER	F	1 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 929, nature 6574

■ Dans le cadre de la thématique **ECOLOGIE URBAINE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
31	SOCIETE D'HORTICULTURE ET D'HISTOIRE NATURELLE DE L'HERAULT SHHNH	M	500 €
819	OUVRE-TETE	F	500 €
4612	ASSOCIATION DES PARCS ET JARDINS DU LANGUEDOC ROUSSILON	M	500 €
5375	SEMILLA, LES JARDINIERS PLANETAIRES	M	500 €
TOTAL			2 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 928, nature 6574

■ Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE EDUCATION**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	M	1 200 €
485	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	M	200 €
485	LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	M	1 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €
1329	COLLEGE ESCHOLIER DE LA MOSSON	M	2 000 €
1424	COLLEGE LAS CAZES	M	1 200 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	M	1 500 €
TOTAL			9 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 922, nature 6574

■ Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
6192	ASSOCIATION BLAISE PASCAL	M	1 300 €
551	OFFICE CENTRAL DE LA COOPERATION A L'ECOLE DE L'HERAULT	M	37 929 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	M	1 650 €
467	LE RELAIS - MAISON DES ENFANTS DANS LA VILLE	F	60 000 €
644	ASSOCIATION DE PARENTS D'ELEVES ENSEIGNEMENT PUBLIC PEEP 34	F	1 000 €
1035	OCCE CRDEP RESSOURCES DEP EDUCATION PRIORITAIRE	M	3 630 €
3536	LES AMIS DE LA MEMOIRE PEDAGOGIQUE	M	450 €
5385	ZADIGOZINC	M	1 050 €
	EQUALEH	F	300 €
	LA FLAVEUR DU MONDE	M	4 000 €
1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	M	3 000 €
TOTAL			111 309 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 922, nature 6574

Code	Structure	Type	Montant à reporter
------	-----------	------	--------------------

1469	LES FRANCAS DE L'HERAULT	M	3 000 €
------	--------------------------	---	---------

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **PEDT**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	M	450 €
72	CROIX D'ARGENT BASKET CAB	M	450 €
88	RADIO AVIVA 88 FM DCJ EN LR	M	900 €
406	ECHECS CLUB MONTPELLIER ECM	M	450 €
914	ASLJ MONTPELLIER CROIX D'ARGENT VOLLEY BEACH VOLLEY	M	900 €
950	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UNIVERSITE CLUB-MUC	M	450 €
1238	MONTPELLIER AM JUDO	M	870 €
1531	LECTURA E OC	M	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	450 €
1813	ASSOCIATION AXE SPORT	M	450 €
1891	MONTPELLIER AGGLOMERATION GRS	M	900 €
2326	MUSIC EVENTS	M	3 000 €
2344	MAYANE ASSOCIATION	M	300 €
2811	STRATA'J'M SUD	M	4 290 €
3131	MUC SKATEBOARD	M	300 €
3461	CONVERGENCES 34	M	264 €
3461	CONVERGENCES 34	M	264 €
4380	AQUALOVE SAUVETAGE	M	450 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	450 €
5223	MONTPELLIER AGGLO ATHLETIC MEDITERRANEE M2AM	M	450 €
5421	THEATRE ENTRE NOUS	M	190 €
5589	THEATRE SOLILOQUE	M	660 €
5727	EN JEUX !	M	2 100 €
6049	CELLULE ARTISTIK'	M	408 €
6184	EDUQUER CREER DIVERTIR CULTIVER ECDC	M	600 €
265	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OONM	M	1 540 €
1461	COLLECTIF KOA	M	2 450 €
1893	CENTRE CHOREGRAPHIQUE DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	1 610 €
4547	LA MAISON DU JUDO	M	2 100 €
4555	ROLL' SCHOOL	M	1 400 €
5305	LA MAISON THEATRE	M	1 470 €
5854	MONTPELLIER MOSSON OMNISPORTS	M	490 €
6160	FERNANDA	M	840 €
TOTAL			33 246 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 922, nature 6574

■ Dans le cadre de la thématique **VIE ASSOCIATIVE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
2331	COMITE DE QUARTIE LA PAILLADE	F	500 €
4802	ARCEAUX VIE ACTIVE AVA	M	700 €
6174	ASSOCIATION QUARTIER CARNOT	F	500 €
TOTAL			1 700 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 920, nature 6574

■ Dans le cadre de la thématique **CULTURE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
29	MONTPELLIER CONTACTS - RADIO CLAPAS	M	2 400 €
105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	M	87 000 €
1902	ASSOCIATION DU NOUVEAU SAINTE-ANNE	M	1 950 €
3403	ASSO INTERNATIONALE SAINT ROCH DE MONTPELLIER	M	3 000 €
5016	COMPAGNIE LES PERLES DE VERRE	M	1 620 €
6166	CONNAISSANCES ET PATRIMOINES EDITIONS	M	1 500 €
TOTAL			97 470 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 923, nature 6574

■ Dans le cadre de la thématique **CONTRAT DE VILLE COHESION SOCIALE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
661	ASSO DEPARTEMENTALE D'INFORMATION ET D'AIDE AUX VICTIMES	M	1 950 €
789	COMITE DEPARTEMENTAL UFOLEP 34	M	1 200 €
1196	BGE MONTPELLIER	M	3 300 €
1281	KAINA	M	1 200 €
1464	CESAM MIGRATIONS SANTE LANGUEDOC, COMITE POUR LA SANTE	M	1 500 €
1755	CENTRE ACCOMPAGNEMENT DE PARCOURS ADULTES ET JEUNES	M	960 €
1909	CENTRE D'INFORMATION DES DROITS DES FEMMES ET FAMILLES - CIDFF	M	1 650 €
1961	UNION DEPARTEMENTALE DES ASSOCIATIONS FAMILIALES DE L'HERAULT	M	1 200 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	1 050 €
2004	ASSOCIATION JEUNES PHOBOS ET PAILLADE NORD	M	1 050 €
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	M	1 200 €
2776	DECLIC FAMILLES ET TOXICOMANIES	M	1 050 €
3932	ASSOCIATION DES CEVENNES INSERTION, LOISIRS ET EDUCATION - ACLE	M	1 350 €

4163	VIA VOLTAIRE	M	2 100 €
4163	VIA VOLTAIRE	M	1 650 €
4388	LE PASSE MURAILLE	M	3 000 €
4533	JEUNESSE SANS FRONTIERES	M	1 000 €
4773	DEFI - DEVELOPPEMENT, FORMATION, INSERTION	M	1 350 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	1 200 €
4807	ASSOCIATION TIN HINAN	M	1 050 €
4841	VIVRE ENSEMBLE EN CITOYENS QUARTIER DES CEVENNES AVEC	M	1 200 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	1 350 €
4900	ASSOCIATION NATIONALE COMPAGNONS BATISSEURS ETS LR	M	1 350 €
5202	ASSOCIATION JUSTICE POUR LE PETIT BARD	M	1 500 €
5214	INSTITUT FORMATION INSERTION MEDITERRANEE	M	1 350 €
5249	SERVICE D'ORIENTATION ET DE MEDIATION POUR L'INSERTION SOCIALE - SOMIS	M	1 560 €
6135	L'ATELLINE	M	1 200 €
6336	UNIS CITE	M	1 500 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	M	1 200 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	M	1 200 €
71	I.PROJET-ECHANGES INTERNATIONAUX CULTURE CITOYENNETE IPEICC	M	1 200 €
2575	ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS DE L'HERAULT	M	1 800 €
TOTAL			46 420 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **SOLIDARITE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1914	LA PORTE OUVERTE	F	2 000 €
4583	ORDRE DE MALTE - FRANCE	F	800 €
4901	PROMOTION ACTIVITES COMITES ENTREPRISES	F	10 000 €
5607	PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE DE MONTPELLIER	M	2 550 €
2110	A COEUR OUVERT	F	500 €
TOTAL			15 850 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **COHESION SOCIALE**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1036	PREVENTION SPECIALISEE 34	M	6 000 €
5202	ASSOCIATION JUSTICE POUR LE PETIT	F	4 000 €

	BARD		
TOTAL			10 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

Code	Structure	Type	Montant à reporter
1036	ASSOCIATION PREVENTION SPECIALISEE 34	F	55 878 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 65733

▪ Dans le cadre de la thématique **EXCLUSION**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
2101	LIEUX RESSOURCES MONTPELLIER	M	4 000 €
3090	INITIATIVE SOLIDARITE SITUATIONS URGENCE SOCIALE - ISSUE	M	23 000 €
4917	GESTARE - ASSOCIATION DE GESTION ANIMATION ET RECHERCHE	M	1 500 €
TOTAL			28 500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
4786	LESBIAN AND GAY PRIDE LANGUEDOC-ROUSSILLON	M	10 000 €
5233	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ACCES AU DROIT CDAD	F	2 000 €
TOTAL			12 000 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

▪ Dans le cadre de la thématique **HANDICAP**

Code	Structure	Type	Montant à reporter
	EQUALEH	F	500 €

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 925, nature 6574

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'adopter le report de l'affectation des subventions indiquées ci-dessus pour un montant total de 1 062 813 €, sous réserve de signature des lettres d'engagement ou conventions types ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 26 février 2016